

Chambre des Représentants

SESSION 1969-1970.

19 FÉVRIER 1970.

PROJET DE LOI

portant mise à jour du texte français et établissant le texte néerlandais du Code électoral, de la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux, de la loi électorale provinciale et de la loi électorale communale.

PROJET
TRANSMIS PAR LE SENAT (1).

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er} Les modifications suivantes sont apportées au texte français du Code électoral :

1. Dans l'article 1^{er} les mots « Etre citoyen belge de naissance » sont remplacés par les mots « Etre belge de naissance ».

2. L'article 2 est abrogé; à l'alinéa 3 de l'article 31 le mot « 2bis » est remplacé par le mot « 2 ».

3. L'article 2bis devient l'article 2 et dans le même article, alinéa premier, les mots « dans la colonie » sont remplacés par les mots « dans l'ancien Congo belge ou le Ruanda-Urundi ».

(1) Voir :

Documents du Sénat :

31 (1969-1970) : Projet de loi.
174 (1969-1970) : Rapport.

Annales du Sénat :

17 et 18 février 1970.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1969-1970.

19 FEBRUARI 1970.

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de Franse tekst en vaststelling van de Nederlandse tekst van het Kieswetboek, van de wet van 15 mei 1949 tot regeling van gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, van de Provinciekieswet en van de Gemeentekieswet.

ONTWERP
OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT (1).

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. In de franse tekst van het Kieswetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In artikel 1 worden de woorden « Etre citoyen belge de naissance » vervangen door de woorden « Etre belge de naissance ».

2. Artikel 2 wordt opgeheven; in het 3^e lid van artikel 31 wordt het woord « 2bis » vervangen door het woord « 2 ».

3. Artikel 2bis wordt artikel 2, en in hetzelfde artikel, eerste lid, worden de woorden « dans la colonie » vervangen door de woorden « dans l'ancien Congo belge ou le Ruanda-Urundi ».

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

31 (1969-1970) : Wetsontwerp.
174 (1969-1970) : Verslag.

Handelingen van de Senaat :

17 en 18 februari 1970.

4. Dans l'article 4, les mots « aux articles 1 et 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 1^{er} ».

5. A l'article 7, 2°, le dernier membre de phrase est remplacé par le texte suivant « ... ou de l'une des infractions prévues au livre II, titre I, chapitre II du Code pénal et aux articles 311, 372 à 380, 380^{ter} à 382, 387 à 391, 454 et 455 du même code ».

6. A l'article 7, 6°, alinéa premier, les mots « en vertu de la loi du 16 juin 1836 » sont remplacés par les mots « en vertu des lois des 16 juin 1836 et 23 décembre 1955 ».

7. A l'article 7, 8°, les mots « à l'incorporation dans une compagnie de correction ou » sont supprimés.

8. A l'article 7, 13°, alinéa 1^{er}, les mots « sous l'application de l'article 223, 5° alinéa », sont remplacés par les mots « sous l'application de l'article 210, alinéa 5 ».

9. L'article 7, alinéa dernier, est abrogé.

10. A l'article 11, alinéa 2, les mots « en vertu de l'article 4 de la loi du 15 avril 1920 » sont remplacés par les mots « en vertu de la loi électorale communale ».

11. A l'article 19, alinéa 1^{er}, les mots « ou qui s'est établi pour une durée limitée dans la colonie belge du Congo » et les mots « ou de son départ pour la colonie » sont supprimés.

12. A l'article 23, alinéa 1^{er}, les mots « sur papier libre » sont supprimés.

13. A l'article 23, alinéa 1^{er} et au 2° de l'article 86, les mots « droit de vote et d'élection » sont remplacés par les mots « droit de vote ».

14. A l'article 23, alinéa 3, les mots « en exécution des deux paragraphes précédents », sont remplacés par les mots « en exécution des deux alinéas précédents ».

15. A l'article 24, la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, les mots « sur papier libre » sont supprimés.

16. L'article 24, alinéa 1^{er}, b, est abrogé.

17. A l'article 24, alinéa 1^{er}, c, les mots « moyennant une rétribution de 30 centimes par extrait » au d, les mots « moyennant une rétribution de ... s'il en comprend plusieurs » et au e, les mots « moyennant une rétribution de 2 francs par expédition » sont remplacés par les mots « moyennant la rétribution prévue par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ».

18. A l'article 24, alinéa 1^{er}, f, la phrase introductive « moyennant 1 franc par extrait ou certificat » est supprimée.

19. L'article 24, alinéa 2, est abrogé.

4. In artikel 4, worden de woorden « aux articles 1 et 2 » vervangen door de woorden « à l'article 1^{er} ».

5. In artikel 7, 2°, wordt het laatste zinsdeel vervangen door de volgende tekst : « ... ou de l'une des infractions prévues au livre II, titre I, chapitre II du Code pénal et aux articles 311, 372 à 380, 380^{ter} à 382, 387 à 391, 454 et 455 du même code ».

6. In artikel 7, 6°, 1^{ste} lid, worden de woorden « en vertu de la loi du 16 juin 1836 » vervangen door de woorden « en vertu des lois des 16 juin 1836 et 23 décembre 1955 ».

7. In artikel 7, 8° vervallen de woorden « à l'incorporation dans une compagnie de correction ou ».

8. In artikel 7, 13°, 1^{ste} lid worden de woorden « sous l'application de l'article 223, 5° alinéa, vervangen door de woorden « sous l'application de l'article 210, alinéa 5 ».

9. Artikel 7, laatste lid, wordt opgeheven.

10. In artikel 11, 2° lid, worden de woorden « en vertu de l'article 4 de la loi du 15 avril 1920 » vervangen door de woorden « en vertu de la loi électorale communale ».

11. In artikel 19, 1^{ste} lid, vervallen de woorden « ou qui s'est établi pour une durée limitée dans la colonie belge du Congo » en de woorden « ou de son départ pour la colonie ».

12. In artikel 23, 1^{ste} lid, vervallen de woorden « sur papier libre ».

13. In artikel 23, 1^{ste} lid en in het 2° van artikel 86, worden de woorden « droit de vote et d'élection » vervangen door de woorden « droit de vote ».

14. In artikel 23, 3° lid, worden de woorden « en exécution des deux paragraphes précédents » vervangen door de woorden « en exécution des deux alinéas précédents ».

15. In artikel 24, vervallen de woorden « sur papier libre » in de inleidende zin van het 1^{ste} lid.

16. Artikel 24, 1^{ste} lid, b, wordt opgeheven.

17. In artikel 24, 1^{ste} lid, c, worden de woorden « moyennant une rétribution de 30 centimes par extrait » in d, de woorden « moyennant une rétribution de ... s'il en comprend plusieurs » en in e, de woorden « moyennant une rétribution de 2 francs par expédition » vervangen door de woorden « moyennant la rétribution prévue par le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ».

18. In artikel 24, 1^{ste} lid, f, vervalt de inleidende zin « moyennant 1 franc par extrait ou certificat ».

19. Artikel 24, 2° lid, wordt opgeheven.

20. A l'article 26, alinéa 3, in fine, les mots « conformément à l'article 18, 3°, alinéa 2, de la loi du 15 mai 1922 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 18, 3°, alinéa 2, de la loi sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité, coordonnée le 14 décembre 1932 ».

21. A l'article 45, in fine, les mots « du présent code » sont supprimés.

22. L'article 59, alinéa 2 est abrogé.

23. L'article 77 est abrogé.

24. L'article 79, alinéa 2, est abrogé.

25. Les mots « l'une de l'autre » sont ajoutés à la fin du deuxième alinéa de l'article 89.

26. Les formules de serment en langue allemande figurant à l'article 104 sont remplacées par les suivantes : la première par « Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu bewahren » et la seconde par : « Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren ».

27. Le troisième alinéa de l'article 116 est remplacé par le texte suivant :

« Elle indique les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent ».

28. A l'article 120, alinéa 2, les mots « dans l'acte de présentation » sont remplacés par les mots « dans l'acte d'acceptation ».

29. A l'article 128, dernier alinéa, les mots « et ceux conférés en raison de l'identité des électeurs présents » sont remplacés par les mots « et ceux conférés à des listes présentées par les mêmes électeurs ».

30. A l'article 136, alinéa 2, les mots « au président » sont remplacés par ces mêmes mots au pluriel.

31. A l'article 145, 2° alinéa, les mots « bulletins repris » sont remplacés par ces mêmes mots au singulier.

32. L'article 149, alinéas 3, 4 et 5, est abrogé.

33. A l'article 151, deuxième phrase, les mots « au président » sont remplacés par ces mêmes mots au pluriel.

34. L'article 155, alinéa 4, est abrogé.

35. A l'article 159, alinéa 5, les mots « les bulletins annulés » sont remplacés par les mots « les bulletins déclarés non valables ».

36. A l'article 165, les mots « L'élection législative se fait » sont remplacés par les mots « Pour chaque Chambre législative, l'élection se fait ».

20. In artikel 26, 3° lid, in fine, worden de woorden « conformément à l'article 18, 3° alinéa 2, de la loi du 15 mai 1922, vervangen door de woorden « conformément à l'article 18, 3°, alinéa 2, de la loi sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité coordonnée le 14 décembre 1932 ».

21. In artikel 45, in fine, vervallen de woorden « du présent code ».

22. Artikel 59, 2° lid, wordt opgeheven.

23. Artikel 77 wordt opgeheven.

24. Artikel 79, 2° lid, wordt opgeheven.

25. De woorden « l'une de l'autre » worden toegevoegd aan het einde van het tweede lid van artikel 89.

26. De formules in de Duitse taal, voorkomend onder artikel 104, worden door de hier navolgende vervangen; de eerste door « Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu bewahren » en de tweede door « Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren ».

27. In artikel 116, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

« Elle indique les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent ».

28. In artikel 120, 2° lid, worden de woorden « dans l'acte de présentation » vervangen door de woorden « dans l'acte d'acceptation ».

29. In artikel 128, laatste lid, worden de woorden « et ceux conférés en raison de l'identité des électeurs présents », vervangen door de woorden « et ceux conférés à des listes présentées par les mêmes électeurs ».

30. In artikel 136, 2° lid, worden de woorden « au président » vervangen door deze zelfde woorden in het meervoud.

31. In artikel 145, 2° lid worden de woorden « bulletins repris » vervangen door dezelfde woorden in het enkelvoud.

32. Artikel 149, 3°, 4° en 5° leden, wordt opgeheven.

33. In artikel 151, tweede zin, worden de woorden « au président » vervangen door deze zelfde woorden in het meervoud.

34. Artikel 155, 4° lid, wordt opgeheven.

35. In artikel 159, 5° lid, worden de woorden « les bulletins annulés » vervangen door de woorden « les bulletins déclarés non valables ».

36. In artikel 165, worden de woorden « L'élection législative se fait » vervangen door de woorden « Pour chaque Chambre législative, l'élection se fait ».

37. A l'article 176, alinéa 3, inséré par l'article unique de la loi du 13 mars 1947, la dernière phrase est remplacée par la phrase suivante : « Il y admet aussi les listes isolées qui ont atteint cette quotité ».

38. A l'article 176, dernier alinéa, les mots « en faveur du groupe ou de la liste auquel il appartient » sont remplacés par les mots « en faveur du groupe ou de la liste qu'il concerne ».

39. Aux articles 181 et 187, alinéa premier, les mots « Sera puni d'une amende de cinquante à cinq cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois », sont remplacés par les mots « Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de cinquante à cinq cents francs ».

40. A l'article 196, alinéa premier, les mots « l'amende sera de cinquante à cinq cents francs et l'emprisonnement de huit jours à un mois » sont remplacés par les mots « l'emprisonnement sera de huit jours à un mois et l'amende de cinquante à cinq cents francs ».

41. A l'article 202, les mots « sera puni d'une amende de vingt-six à deux cents francs ou d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours » sont remplacés par les mots « sera puni d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende de vingt-six à deux cents francs ».

42. A l'article 210, alinéa 6, les mots « il ne peut être fait application de la condamnation conditionnelle », sont remplacés par les mots « le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné ».

43. A l'article 225, 11° les mots « membres et » sont supprimés.

44. Dans l'intitulé du titre VIII, les mots « et des incompatibilités » sont supprimés et la subdivision du même titre en deux chapitres est également supprimée.

45. A l'article 227, la référence à l'article 7, 11° est supprimée.

46. A l'article 234, les mots « et de l'hygiène » sont supprimés.

§ 2. Les modifications suivantes sont apportées au texte français de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

1. A l'article 22, alinéa 1^{er}, les mots « cet article » sont remplacés par les mots « ces articles ».

2. A l'article 25, 3°, les mots « les officiers des parquets » sont remplacés par les mots « les membres des parquets ».

3. A l'article 25, 4° les mots « Les agents du trésor » sont supprimés.

37. In artikel 176, 3^e lid, door het enig artikel van de wet van 13 maart 1947 ingelast, wordt de laatste zin vervangen door de volgende zin : « Il y admet aussi les listes isolées qui ont atteint cette quotité ».

38. In artikel 176, laatste lid, worden de woorden « en faveur du groupe ou de la liste auquel il appartient » vervangen door de woorden « en faveur du groupe ou de la liste qu'il concerne ».

39. In de artikelen 181 en 187, eerste lid, worden de woorden « sera puni d'une amende de cinquante à cinq cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois » vervangen door de woorden « Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de cinquante à cinq cents francs ».

40. In artikel 196, 1^{ste} lid, worden de woorden « l'amende sera de cinquante à cinq cents francs et l'emprisonnement de huit jours à un mois » vervangen door de woorden « l'emprisonnement sera de huit jours à un mois et l'amende de cinquante à cinq cents francs ».

41. In artikel 202, worden de woorden « sera puni d'une amende de vingt-six à deux cents francs ou d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours » vervangen door de woorden « sera puni d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende de vingt-six à deux cents francs ».

42. In artikel 210, 6^e lid, worden de woorden « il ne peut être fait application de la condamnation conditionnelle » vervangen door de woorden « le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné ».

43. In artikel 225, 11°, vervallen de woorden « membres et ».

44. In het opschrift van titel VIII, vervallen de woorden « et des incompatibilités » en is de indeling van deze titel in twee hoofdstukken insgelijks teniet gedaan.

45. In artikel 227 vervalt de verwijzing naar artikel 7, 11°.

46. In artikel 234 vervallen de woorden « et de l'hygiène ».

§ 2. In de franse tekst van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In artikel 22, 1^{ste} lid, worden de woorden « cet article » vervangen door de woorden « ces articles ».

2. In artikel 25, 3° worden de woorden « les officiers des parquets » vervangen door de woorden « les membres des parquets ».

3. In artikel 25, 4° vervallen de woorden « Les agents du trésor ».

4. A l'article 27, 1^o, les mots « Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire » sont remplacés par les mots « Les membres de l'ordre judiciaire »; au 4^o du même article, les mots « Les employés de l'administration » sont remplacés par les mots « les agents de l'administration » et au 6^o du même article, les mots « administration des pauvres, des hospices et bureaux de bienfaisance » sont remplacés par les mots « des commissions d'assistance publique ».

5. Les deux derniers alinéas de l'article 28 sont réunis en un seul alinéa.

6. Aux articles 34 et 36, alinéa 1^{er}, les mots « à la première réunion ordinaire ou extraordinaire » sont remplacés par les mots « à la première réunion de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire ».

§ 3. Les modifications suivantes sont apportées au texte français de la loi électorale communale :

1. A l'article 1^{er}, les mots « ... possédant la qualité de Belge ou ... » sont remplacés par les mots « ... étant Belge ou ... ».

2. A l'article 2, les mots « et 2bis » sont supprimés.

3. A l'article 9, alinéa 2, les mots « ou au président du bureau unique, visé à l'article 8 » sont insérés après les mots « aux présidents des sections de vote » et les mots « et d'élection » sont supprimés.

4. A l'article 13, les mots « ou le bureau unique visé à l'article 8 » sont insérés après les mots « Le bureau de chaque section ».

5. Les formules de serment en langue allemande, figurant à l'article 19 sont remplacés par les suivantes, la première par :

« Ich schwöre die Stimmen gewissenshaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu bewahren » et la seconde par :

« Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren ».

6. Le quatrième alinéa de l'article 23 est remplacé par ce qui suit : « Elle indique les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent ».

7. A l'article 25, alinéa premier, modifié par la loi du 17 mars 1958, les mots « des candidats » sont remplacés par les mots « les candidats ».

8. A l'article 32, alinéa 3, les mots « les formules » sont remplacés par les mots « la formule ».

9. A l'article 33, alinéa 1^{er}, le mot « bureau » est remplacé par le mot « local » et à l'alinéa 2 du même article, les mots « le dispositif » sont remplacés par les mots « la disposition ».

4. In artikel 27, 1^o worden de woorden « Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire » vervangen door de woorden « Les membres de l'ordre judiciaire »; in het 4^o van hetzelfde artikel worden de woorden « Les employés de l'administration » vervangen door de woorden « Les agents de l'administration » en in het 6^o van hetzelfde artikel, worden de woorden « administration des pauvres, des hospices et bureaux de bienfaisance » vervangen door de woorden « des commissions d'assistance publique ».

5. De laatste twee alinea's van artikel 28 worden versmolten tot één alinea.

6. In de artikelen 34 en 36, 1^{ste} lid worden de woorden « à la première réunion ordinaire ou extraordinaire » vervangen door de woorden « à la première réunion de la session ordinaire ou d'une session extraordinaire ».

§ 3. In de franse tekst van de Gemeentekieswet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In artikel 1 worden de woorden « ... possédant la qualité de Belge ou... » vervangen door de woorden « ... étant Belge ou... ».

2. In artikel 2, vervallen de woorden « et 2bis ».

3. In artikel 9, lid 2, worden de woorden « ou au président du bureau unique visé à l'article 8 » ingelast na de woorden « aux présidents des sections de vote » en vervallen de woorden « et d'élection ».

4. In artikel 13, worden de woorden « ou le bureau unique visé à l'article 8 » ingelast na de woorden « Le bureau de chaque section ».

5. De formules in de Duitse taal, voorkomend onder artikel 19, worden door de navolgende vervangen, de eerste door :

« Ich schwöre die Stimmen gewissenshaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu bewahren » en de tweede door :

« Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren ».

6. In artikel 23 wordt het vierde lid vervangen door wat volgt : « Elle indique les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent. »

7. In artikel 25, 1^{ste} lid, gewijzigd door de wet van 17 maart 1958, worden de woorden « des candidats » vervangen door de woorden « les candidats ».

8. In artikel 32, 3^e lid, worden de woorden « les formules » vervangen door de woorden « la formule ».

9. In artikel 33, 1^{ste} lid, wordt het woord « bureau » vervangen door het woord « local » en in het 2^e lid van hetzelfde artikel worden de woorden « le dispositif » vervangen door de woorden « la disposition ».

10. A l'article 65, 1, les mots « posséder la qualité de Belge » sont remplacés par les mots « être Belge ».

11. A l'article 68, 2° les mots « officiers du parquet » sont remplacés par les mots « membres du parquet » et au 6° du même article, les mots « administration des hospices et des bureaux de bienfaisance » sont remplacés par les mots « des commissions d'assistance publique ».

ART. 2.

Les dispositions qui suivent forment le texte néerlandais du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales, de la loi électorale communale et de la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux, tels qu'ils ont été modifiés et complétés jusqu'à ce jour.

Le texte néerlandais ci-après des dispositions qui ont modifié et complété le Code électoral et la loi électorale communale, postérieurement à la loi du 18 avril 1898, remplace le texte néerlandais antérieur de ces dispositions.

Le texte néerlandais ci-après de la loi organique des élections provinciales et de la loi du 15 mai 1949, organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux, remplace le texte néerlandais antérieur de ces dispositions.

Les contestations basées sur la divergence des textes français et néerlandais sont décidées d'après la volonté du législateur, déterminée suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre.

10. In artikel 65, 1, worden de woorden « posséder la qualité de Belge » vervangen door de woorden « être Belge ».

11. In artikel 68, 2° worden de woorden « officiers du parquet » vervangen door de woorden « membres du parquet » en in het 6° van hetzelfde artikel, worden de woorden « administration des hospices et des bureaux de bienfaisance » vervangen door de woorden « des commissions d'assistance publique ».

ART. 2.

De hiernavolgende bepalingen vormen de Nederlandse tekst van het Kieswetboek, van de Provinciekieswet, van de Gemeentekieswet en van de wet van 15 mei 1949 tot regeling van gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, zoals die zijn gewijzigd en aangevuld tot op heden.

De hiernavolgende Nederlandse tekst van de bepalingen die het Kieswetboek en de Gemeentekieswet hebben gewijzigd en aangevuld, na de wet van 18 april 1898, vervangt de vorige Nederlandse tekst van die bepalingen.

De hiernavolgende Nederlandse tekst van de wet van 15 mei 1949 tot regeling van gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, vervangt de vorige Nederlandse tekst van die bepalingen.

Twistvragen gegrond op het verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst worden beslist naar de wil van de wetgever, die bepaald wordt volgens de gewone interpretatieregelen, zonder voorrang van de ene tekst boven de andere.

KIESWETBOEK.

De titels I en II gewijzigd bij de wet van 11 augustus 1928 en gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 augustus 1928, de titels III tot IX vastgesteld bij de wet van 26 april 1929.

TTTEL I.

Kiezers.

Artikel 1. — Om kiezer voor de Wetgevende Kamers te zijn moet men :

1° (Belg zijn) door geboorte of grote naturalisatie hebben verkregen;

2° De volle leeftijd van eenentwintig jaar hebben bereikt;

3° Sedert ten minste zes maanden zijn woonplaats hebben in dezelfde gemeente.

Elke kiezer heeft recht op slechts één stem.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 1° van deze wet.

2. (...)

Aldus opgeheven bij artikel 1, § 1, 2° van deze wet

2. (De vrouw die Belg is geworden door huwelijk wordt kiezer voor de Wetgevende Kamers, wanneer zij, na dat huwelijk, gedurende tien jaar haar gewone verblijfplaats heeft gehad in België of (in het voormalige Belgisch Kongo of in Rwanda-Urundi).

(Deze bepaling is niet toepasselijk wanneer de echtgenoot de staat van Belg slechts door gewone naturalisatie bezit.)

Ingevoegd bij artikel 1, 1° van de wet van 24 maart 1949, daarna vernummerd van artikel 2bis tot artikel 2 en het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 3° van deze wet.

3. De hoedanigheid van kiezer wordt vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

4. Er wordt een stem toegekend aan ieder burger die voldoet aan de voorwaarden gesteld in (art. 1) en zich niet bevindt in een van de gevallen van uitsluiting of van schorsing bepaald bij deze wet.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 4° van deze wet.

5. (De kiesbevoegdheidsvoorwaarden, met uitzondering van de leeftijdsvoorwaarde, moeten vervuld zijn op 1 juli van het jaar waarin de kiezerslijsten worden herzien; de leeftijdsvoorwaarde moet vervuld zijn op de dag dat het gedeelte van de lijst waarop de kiezer is vermeld, van kracht wordt.)

Aldus vervangen bij artikel 1, § 1, van de wet van 17 maart 1958.

6. Van het kiesrecht zijn voorgoed uitgesloten en tot de stemming mogen niet worden toegelaten :

1° Zij die veroordeeld zijn tot een criminele straf;

2° (Zij die veroordeeld zijn op grond van artikel 380bis van het Strafwetboek, zoals het is gewijzigd bij de wet tot afschaffing van de officiële reglementering der prostitutie;

Zij die een huis van ontucht of van prostitutie hebben gehouden vóór de inwerkingtreding van de wet tot afschaffing van de officiële reglementering der prostitutie;

Zij die veroordeeld zijn wegens het houden van een inrichting van geheime prostitutie;

Zij die als souteneur van publieke vrouwen ter beschikking van de regering zijn gesteld krachtens de wet van 27 november 1891 tot beteugeling van landloperij en bedelarij;

3° Zij die van de voogdij ontzet zijn wegens wangedrag of ontrouw of die ontzet zijn van de ouderlijke macht.

Het 2° aldus vervangen bij artikel 7, § 3, A, van de wet van 21 augustus 1948. Zie ook artikel 123, sexes tot nonies van het Strafwetboek en de wet van 30 juni 1961.

7. In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zolang die onbekwaamheid duurt :

1° De gerechtelijk onbekwaamverklaarden en de afgezonderde krankzinnigen;

2° Zij die met gevangenisstraf van ten minste acht dagen gestraft zijn wegens diefstal, heling, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid, gebruik van valse stukken, valse getuigenis, verleiding van getuigen, deskundigen of tolken, bedrieglijke bankbreuk (of wegens een van de misdrijven omschreven in boek II, titel I, hoofdstuk II van dat wetboek en in de artikelen 311, 372 tot 380, 380ter tot 382, 387 tot 391, 454, 455 van het Strafwetboek.)

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de veroordeling indien de straf minder dan een maand bedraagt, en twintig jaar na de veroordeling indien de straf ten minste een maand bedraagt;

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 5° van deze wet.

3° Zij die, buiten de gevallen bedoeld in het vorige nummer, tot gevangenisstraf van ten minste een maand zijn veroordeeld.

De onbekwaamheid houdt op vijf jaar na de veroordeling; zij houdt op tien jaar na de veroordeling indien de straf ten minste zes maanden bedraagt, en twintig jaar na de veroordeling indien de straf ten minste een jaar bedraagt.

De onbekwaamheid treft niet degenen die veroordeeld zijn wegens de misdrijven omschreven in de artikelen 242, 263, 283, 285, 294, 295, tweede lid, 319 tot 321, 361, 362, 419 tot 422 en 519 van het Strafwetboek, en in de artikelen 333 en 334 voor zover zij betrekking hebben op gevallen van nalatigheid.

Bij tweede of verdere veroordeling tijdens de duur van de onbekwaamheid die volgt uit de voorgaande veroordeling, wordt de duur van de bij 2° en 3° bepaalde onbekwaamheid voor elk van die veroordelingen op het dubbele gebracht. De duur van die onbekwaamheid wordt bij de duur van de eerste gevoegd.

Is de veroordeling voorwaardelijk, dan is de onbekwaamheid opgeschort.

Wordt die veroordeling uitvoerbaar ten gevolge van een later uitgesproken straf, dan begint de schorsing van het kiesrecht op de dag van de nieuwe veroordeling. Wanneer ook deze veroordeling schorsing meebrengt, wordt de duur ervan op het dubbele gebracht en gevoegd bij de duur van de onbekwaamheid die uit de voorgaande veroordeling is ontstaan;

4° Zij die veroordeeld zijn wegens de misdrijven omschreven in de artikelen 342 tot 345 van het Strafwetboek.

De onbekwaamheid houdt op twintig jaar na de veroordeling;

5° Zij die niet aan de dienstplichtwetten hebben voldaan.

De onbekwaamheid houdt op wanneer zij de volle leeftijd van vijfenveertig jaar hebben bereikt;

Zie artikel 3 van de gecoördineerde dienstplichtwetten van 30 april 1962.

6° Zij die tot militaire afzetting veroordeeld of krachtens (de wetten van 16 juni 1836 en 23 december 1955) uit hun officiersgraad ontzet zijn.

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de veroordeling of na de dagtekening van het koninklijk besluit waarbij de officier uit zijn graad is ontzet;

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 6° van deze wet.

7° Zij die wegens wangedrag uit het leger zijn weggezonden.

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de datum van de wegzending;

8° Zij die veroordeeld zijn (...) tot militaire gevangenisstraf van meer dan zes maanden.

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de veroordeling;

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 7° van deze wet.

9° (Zij die veroordeeld zijn op grond van (artikel 82 van de wet van 15 mei 1912 betreffende de jeugdbescherming), zij die veroordeeld zijn krachtens de artikelen 8 en 11 van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en zij die in de loop van vijf achtereenvolgende jaren ten minste driemaal veroordeeld zijn op grond van de artikelen 1, 3 tot 6 en 9 van de voormelde besluitwet.)

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de laatste veroordeling;

Het eerste lid van 9° aldus vervangen bij artikel 1, a van de wet van 30 juni 1953 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 91, § 6 van de wet van 8 april 1965.

10° Zij die ter beschikking van de regering zijn gesteld krachtens de artikelen 13 en 14 van de wet van 27 november 1891 tot beteugeling van landloperij en bedelarij.

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de invrijheidstelling;

11° (...).

Opgeheven bij artikel 7, § 3, C, van de wet van 21 augustus 1948.

12° Zij die failliet verklaard zijn.

De onbekwaamheid houdt op wanneer aan de gefailleerde rehabilitatie toegestaan is of wanneer het faillissementsakkoord volkomen uitgevoerd is. Zij houdt in elk geval op tien jaar na het vonnis van faillietverklaring;

13° Zij die krachtens de strafbepalingen van de kieswetten tot hoofdgevangenisstraf van ten minste acht dagen zijn veroordeeld of die onder toepassing vallen van (art. 210, vijfde lid.)

De onbekwaamheid houdt op tien jaar na de veroordeling; zij houdt op twintig jaar na de veroordeling indien de gevangenisstraf ten minste een maand bedraagt.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 8° van deze wet.

Degenen wier kiesrecht geschorst is ingevolge 2° tot 13° van dit artikel, worden slechts op de kiezerslijsten gebracht indien de onbekwaamheid een einde neemt voor het tijdstip waarop de lijsten van kracht worden.

(...)

Het laatste lid opgeheven bij artikel 1, § 1, 9° van deze wet.

8. Artikel 87 van het Strafwetboek is niet toepasselijk op de gevallen van onbekwaamheid, in de artikelen 6 en 7 opgesomd.

De in artikel 7 vermelde misdrijven brengen geen onbekwaamheid mee voor hen die ze hebben begaan vóór hun zestiende jaar.

9. Zij die in een toevluchtshuis geïnterneerd zijn, mogen niet op de kiezerslijsten ingeschreven en tot de stemming toegelaten worden; bovendien mogen zij niet op de lijsten ingeschreven worden gedurende de drie jaren die volgen op hun ontslag uit het gesticht.

TITEL II.

Kiezerslijsten.

10. De lijst van de kiezers blijft gelden, behoudens de wijzigingen daarin aan te brengen bij de herziening.

De herziening geschiedt overeenkomstig de volgende bepalingen en op de hierna aangegeven tijdstippen.

HOOFDSTUK I.

Herziening van de kiezerslijsten.

11. De herziening heeft plaats om de twee jaar en voor het eerst, overeenkomstig deze wet, in 1928.

In de jaren evenwel waarin de lijsten van de gemeenteraadskiezers worden herzien ingevolge (de Gemeentekieswet), worden terzelfdertijd de lijsten van de parlements-kiezers herzien.

In de jaren waarin de herziening moet plaatshebben, doet het college van burgemeester en schepenen, binnen de eerste vijftien dagen van de maand juni en in de gewone vorm van de ambtelijke bekendmakingen, een bericht afkondigen, waarbij ieder burger verzocht wordt vóór 1 juli, tegen ontvangstbewijs, de titels over te leggen van de kiesgerechtigden die niet op de geldende lijsten ingeschreven zijn.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 10° van deze wet.

12. Het college van burgemeester en schepenen verzoekt langs administratieve weg de gemeentebesturen om de stukken die de betrokkene krachtens artikel 24 gerechtigd is van de burgemeesters en van de ambtenaren van de burgerlijke stand te vorderen en die vereist zijn om de aan het college gevraagde inschrijvingen te doen.

De aanvraag, vóór 14 november gericht aan het college, dat desgevraagd dadelijk een ontvangstbewijs ervan afgeeft, vermeldt nauwkeurig de te vorderen stukken en het gemeentebestuur dat ze moet uitreiken.

Deze aanvraag mag over de post worden gedaan. In dat geval moet de brief het bedrag van de kosten voor het toezenden van het ontvangstbewijs bevatten.

13. Van 1 juli tot 20 september verricht het college van burgemeester en schepenen de herziening van de lijsten der burgers die gerechtigd zijn om aan de verkiezing van de leden der Wetgevende Kamers deel te nemen.

(Het behoudt op die lijsten of schrijft, ambtshalve of ten verzoeken van welk burger ook, daarop alle kiesbevoegden in, die op 1 juli sedert ten minste zes maanden hun woonplaats hebben in de gemeente, of die vóór 1 juli en sedert minder dan zes maanden hun woonplaats regelmatig naar een andere gemeente hebben overgebracht, maar bij de overbrenging sedert ten minste zes maanden hun woonplaats hadden in de gemeente.)

Het tweede lid aldus vervangen bij artikel 1, b, van de wet van 30 juni 1953.

14. De kieswoonplaats van de burger is daar waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft, dat wil zeggen waar hij doorgaans met zijn gezin woont.

15. (Hij die van verblijfplaats verandert, verkrijgt een nieuwe kieswoonplaats op de datum waarop hij de verandering heeft aangegeven bij de gemeente waaruit hij is vertrokken of, bij gebrek van een dergelijke aangifte, op de

datum waarop hij ambtshalve is ingeschreven in de bevolkingsregisters van de gemeente waar hij is aangekomen. Hij verliest zijn vroegere kieswoonplaats op de datum waarop hij de nieuwe woonplaats heeft verkregen of waarop hij ambtshalve uit de bevolkingsregisters geschrapt is.

Het gemeentebestuur dat een aangifte van verandering van verblijfplaats ontvangt, is gehouden aan de aangever een ontvangstbewijs daarvan uit te reiken.

In de bevolkingsregisters zowel van de gemeente waar hij is aangekomen als van die waaruit hij is vertrokken, wordt aantekening gehouden van de datum waarop de verandering van verblijfplaats is aangegeven.)

Aldus vervangen bij artikel 1, c, van de wet van 30 juni 1953.

16. (...).

Opgeheven bij artikel 1, c, van de wet van 30 juni 1953.

17. (In kiesrechtzaken kan het bewijs van de woonplaats en dat van de verandering van woonplaats, behoudens in geval van schrapping van ambtswege uit de bevolkingsregisters, door de aanvragers van de inschrijving slechts worden geleverd door middel van de vermeldingen der bevolkingsregisters of door het overleggen van een ontvangstbewijs waaruit blijkt dat de betrokkene zijn verandering van verblijfplaats te bekwamer tijd heeft aangegeven.)

Wanneer een derde de juistheid van de vermeldingen der bevolkingsregisters betwist, worden alle partijen toegelaten tot het bewijs door alle wettelijke middelen, getuigen inbegrepen.

Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, d, van de wet van 30 juni 1953.

18. Ambtenaren die kunnen worden overgeplaatst of ontslagen, militairen in actieve dienst en bedienaren van een eredienst die een wedde van de Staat genieten, blijven ingeschreven op de kiezerslijsten van de plaats waar zij laatstelijk ten minste zes maanden hebben verbleven, zolang zij wegens achtereenvolgende overplaatsingen niet ten minste zes maanden in een zelfde gemeente hebben kunnen verblijven vóór de herziening van de lijsten.

(De voorgaande bepalingen zijn mede van toepassing op de leden van hun gezin die sinds hun vertrek uit de gemeente waar zij op de kiezerslijsten ingeschreven zijn, steeds met het gezinshoofd hebben samengewoond.)

Het tweede lid toegevoegd bij artikel 1, f, van de wet van 30 juni 1953.

19. De Belg die in den vreemde een door de Belgische regering begeven ambt uitoefent (...), wordt of blijft ingeschreven op de kiezerslijsten van de gemeente waar hij op het tijdstip van zijn benoeming (...) laatstelijk ten minste zes maanden verbleven heeft.

(De voorgaande bepalingen zijn mede van toepassing op de gezinsleden van de Belg die in den vreemde een door de Regering begeven ambt uitoefent.)

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 11° van deze wet; het tweede lid toegevoegd bij artikel 1, g, van de wet van 30 juni 1953.

20. (De onderofficieren, korporaals en soldaten worden ingeschreven op de lijsten van de gemeente waar zij op het ogenblik van hun inlijving, laatstelijk zes maanden hun verblijf hadden zo zij in de gemeente waar zij om inschrijving verzoeken, nog geen zes maanden verblijf hebben.)

Het eerste lid werd opgeheven bij artikel 1 van de wet van 3 juli 1969, het 2° lid werd aldus vervangen bij artikel 2 van dezelfde wet.

21. (Schipper die geen andere woning hebben dan hun schip, hebben hun kieswoonplaats in de gemeente waar zij in de bevolkingsregisters zijn ingeschreven overeenkomstig de regeling betreffende het houden van die registers. Zij mogen zich evenwel in een andere gemeente laten inschrijven, op voorwaarde dat hun keus valt op een gemeente van meer dan vijfduizend inwoners. De bepalingen van artikel 15 zijn mede van toepassing op de verklaringen waarbij die keus gedaan of ingetrokken wordt.)

Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 23 juli 1952.

22. Wanneer een burger meer dan één gewone verblijfplaats heeft, is zijn kieswoonplaats daar waar hij een door verkiezing verkregen gemeentelijk mandaat vervult; indien zulks niet het geval is, in de gemeente waar de zetel is van zijn ambt, betrekking, beroep, handel of nijverheid; in alle andere gevallen, in de gemeente waar hij zijn hoofdverblijf heeft.

23. De parketten van de hoven en rechtbanken en de griffiers van de rechtbanken van koophandel zijn gehouden, aan de burgemeesters van de gemeenten waar de betrokkenen op het tijdstip van het vonnis hun woonplaats hebben, (...) gedagtekende, ondertekende en voor eensluidend verklaarde maandstaten af te geven van alle beslissingen, vonnissen of arresten waartegen geen verzet, hoger beroep of cassatieberoep meer openstaat en die verlies van het (stemrecht) of schorsing in de uitoefening van dat recht ten gevolge hebben, met vermelding van de naam, voornamen, leeftijd, beroep, geboorteplaats, woonplaats van de burgers, de plaats en datum van het arrest, van het vonnis of van de beslissing, de aard van het misdrijf, de uitgesproken straf en de duur van de gevangenisstraf.

De gemeentebesturen houden een register, waarvan de inrichting overeenkomt met die van de bulletins door de parketten toegezonden en waarin zij de vermeldingen van die bulletins overschrijven, alsmede de beslissingen van de bevoegde overheid houdende faillietverklaring, gerechtelijke onbekwaamverklaring, afzondering van krankzinnigen, ontzetting van de voogdij wegens wangedrag of ontrouw of onzetting van de ouderlijke macht. (...) Zij zenden uittreksels uit dat register aan de besturen van de gemeenten waar de betrokkenen die van woonplaats veranderen, zich vestigen.

De mededelingen gedaan ter uitvoering van de twee vorige leden worden onder gesloten omslag verzonden. Zij zijn vertrouwelijk, evenals de inhoud van het bedoelde register; artikel 69 van de Gemeentewet van 30 maart 1836 is er niet op toepasselijk.

De bepalingen betreffende het nazien van de bevolkingsregisters zijn ten deze van toepassing.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 12° en 13° van deze wet, het tweede lid bij artikel 1, h, van de wet van 30 juni 1953.

24. Aan ieder die het vraagt moeten (...), gedagtekend, ondertekend en voor eensluidend verklaard, worden afgegeven :

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 15° van deze wet.

a) Door de burgemeesters en de arrondissementscommissarissen, uittreksels uit de kiezerslijsten tegen een vergoeding van 10 centiemen per naam en per uittreksel;

b) (...)

Opgeheven bij artikel 1, § 1, 16° van deze wet.

c) Door de griffiers van de rechtbanken van eerste aanleg en door de ambtenaren van de burgerlijke stand, uittreksels uit de akten van de burgerlijke stand, (tegen de vergoeding bepaald in het Wetboek der registratie- hypotheek- en griffierechten.)

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 17° van deze wet.

d) Door de ambtenaren van de burgerlijke stand, uittreksels uit de bevolkingsregisters (tegen de vergoeding bepaald in het Wetboek der registratie hypotheek- en griffierechten.)

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 17° van deze wet.

e) Door de griffiers van het Hof van Cassatie en van de hoven van beroep, uitgaven van alle in kiesrechtzaken gewezen arresten, (tegen de vergoeding bepaald in het Wetboek der registratie hypotheek- en griffierechten.)

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 17° van deze wet.

f) 1. Door de griffiers van de hoven en rechtbanken, uittreksels uit de beslissingen houdende onbekwaamverklaring, faillietverklaring, rehabilitatie, en, met inachtneming van de voorschriften van artikel 25, uittreksels uit veroordelende arresten of vonnissen en andere beslissingen die luidens de artikelen 6 en 7 uitsluiting of schorsing van het kiesrecht meebrengen, met vermelding van de datum der beslissingen, het misdrijf, de uitgesproken straf en het toegepaste wetsartikel.

Wanneer evenwel de faillietverklaring of de uitgesproken veroordeling niet langer uitsluiting of schorsing van het kiesrecht ten gevolge heeft, geeft de griffier een ontkennend getuigenschrift af; hij geeft eveneens een ontkennend getuigenschrift af in geval van voorwaardelijke veroordeling, tenzij deze uitvoerbaar is geworden;

2. Door de directeurs van gestichten of kolonies voor krankzinnigen en van toevluchtshuizen, uittreksels waaruit blijkt dat een bepaald burger is afgezonderd of in een toevluchtshuis opgenomen;

3. Door de militaire overheid en de korpscommandanten, volledige uittreksels uit de naamrol van de officieren en militairen van elke graad, met opgave van het garnizoen der

betrokkenen, van de datum der achtereenvolgende overplaatsingen en in voorkomend geval van de dag waarop zij ingevolge het geldende reglement met onbepaald of definitief verlof zijn gezonden.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 18° van deze wet.

(...)

Opgeheven bij artikel 1, § 1, 19° van deze wet.

De in dit artikel genoemde personen zijn insgelijks gehouden in voorkomend geval getuigenschappen af te geven, waaruit blijkt dat de vermeldingen, akten, titels of stukken waarvan hun een afschrift of uittreksel wordt gevraagd, op de lijsten of in de registers, stukken en minuten niet voorkomen onder de opgegeven datum of het opgegeven nummer.

25. De ambtenaren aan wie stukken gevraagd worden die moeten dienen in kiesrechtzaken, zijn verplicht ze binnen vijf dagen te bezorgen, en desgevraagd onmiddellijk een bewijs van ontvangst der aanvraag af te geven. De aanvraag mag over de post worden gedaan, maar in dat geval moet de brief het bedrag van de kosten voor het toezenden van het ontvangstbewijs bevatten. Bij gebreke van ontvangstbewijs kan de aanvrager door alle wettelijke middelen, getuigen inbegrepen, het bewijs leveren van de datum waarop hij de aanvraag heeft gedaan.

Stukken die over de post zijn aangevraagd, worden, als zaakpapieren, langs dezelfde weg aan de aanvrager toegezonden tegen betaling van de verzendingskosten.

Van de ondertekenaar der aanvraag mag niet worden geëist dat hij vooraf bewijst belang te hebben in een hangende kiesrechtzaak of dat hij zijn handtekening doet legaliseren.

Om de in artikel 24, f, 1°, bedoelde uittreksels te verkrijgen moet de aanvrager evenwel een uittreksel uit de kiezerslijst overleggen waaruit blijkt dat de in de aanvraag bedoelde burger ingeschreven is, of een getuigenschrift van de arrondissementscommissaris waaruit blijkt dat beroep is ingesteld bij het hof van beroep tegen de inschrijving van de burger wiens naam in de aanvraag om een uittreksel voorkomt. Die uittreksels worden door de griffiers rechtstreeks bezorgd aan de arrondissementscommissarissen om bij de dossiers van de bezwaren te worden gevoegd of aan de voorzitters van de stembureaus te worden doorgezonden.

De in artikel 24 bedoelde uittreksels en getuigenschappen vermelden dat zij enkel in kiesrechtzaken mogen dienen en welke vergoeding geëist werd.

26. (De kiezerslijsten omvatten vier gedeelten : in het eerste gedeelte worden ingeschreven zij die de leeftijd van 21 jaar zullen bereiken uiterlijk op 1 mei van het jaar na dat van de herziening; in de drie andere gedeelten worden onderscheidenlijk ingeschreven zij die deze leeftijd zullen bereiken op 1 oktober van datzelfde jaar, op 1 mei en op 1 oktober van het daaropvolgend jaar. Elk van de vier gedeelten wordt in alfabetische volgorde naar de namen opgenomen voor de hele gemeente of voor iedere wijk van de gemeente. De lijsten vermelden, na de naam, de voornamen en het beroep van iedere kiezer.)

De straat en het nummer van zijn laatste woonplaats in de gemeente op 1 juli en de datum van zijn inschrijving in de bevolkingsregisters, indien die inschrijving heeft plaatsgehad na de jongste algemene volkstelling; voorts, indien de kiezer sedert minder dan zes maanden zijn verblijf naar een andere gemeente heeft overgebracht, de naam van die gemeente, de straat en het nummer van de nieuwe woning en de datum van de verandering van verblijfplaats. In de gemeenten die in wijken zijn ingedeeld, indien een kiezer van wijk is veranderd, de aanwijzing van de wijk waar hij was ingeschreven.

De plaats en datum van zijn geboorte en bovendien, in voorkomend geval, van zijn opeising van de staat van Belg, de datum van de bekendmaking in het Staatsblad van de wet waarbij de grote of de gewone naturalisatie is verleend; wanneer hij in het buitenland geboren is, de plaats en datum van geboorte en de voornaam van de in België geboren Belgische ascendent, alsmede diens naam, indien hij niet dezelfde naam draagt als de kiezer; wanneer de kiezer een gehuwde vrouw of een weduwe is, worden de bovenbedoelde gegevens in voorkomend geval niet voor de vrouw, maar voor haar man vermeld, voorafgegaan door zijn naam en voornamen, de plaats en datum van zijn geboorte en in voorkomend geval van zijn overlijden. Had de weduwe de staat van Belg verloren door haar huwelijk, dan vermeldt de lijst de datum van de verklaring waarbij zij het voornemen te kennen gaf haar nationaliteit te herkrijgen. Heeft de gehuwde vrouw of de weduwe haar nationaliteit behouden ingevolge een verklaring gedaan overeenkomstig artikel 18, 3°, tweede lid, van de wet op de verwerving, het verlies en de herkrijging van de nationaliteit, gecoördineerd op 14 december 1932, dan wordt de datum van die verklaring op de lijst vermeld.

(Wanneer het gaat om een vrouw die door huwelijk Belg is geworden, vermeldt de lijst de plaats en datum van het huwelijk, de naam en voornamen van de echtgenoot bij dit huwelijk en de wijze waarop hij de staat van Belg heeft verkregen.)

(Vóór de namen van de nieuw ingeschreven kiezers wordt een sterretje geplaatst.)

De lijsten worden opgemaakt naar het bij deze wet gevoegde model, dat evenwel bij koninklijk besluit kan worden gewijzigd indien daartoe grond bestaat.

Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, § 2, a, van de wet van 17 maart 1958, het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 20 van deze wet, het vierde lid ingevoegd bij artikel 1, 2° van de wet van 24 maart 1949, het vijfde lid aldus vervangen bij artikel 1, § 2, b, van de wet van 17 maart 1958.

27. De lijsten worden voorlopig afgesloten op 20 september.

Zij liggen van 23 september tot 10 februari voor eenieder ter inzake op de secretarie en op de politicommissariaten van iedere gemeente.

Twee afschriften worden uiterlijk 28 september aan de arrondissementscommissaris toegezonden.

28. De bij artikel 27 bevolen neerlegging van de voorlopige lijsten wordt ter algemene kennis gebracht door een bericht, dat in de gebruikelijke vorm wordt bekendgemaakt en waarbij de burgers verzocht worden uiterlijk 20 november bij het college van burgemeester en schepenen, en afzonderlijk voor elke kiezer, hun bezwaren tegen de lijsten in te brengen.

Het bericht vermeldt dat een bezwaar, strekkende tot inschrijving van een kiezer, niet ontvankelijk is voor het hof van beroep indien het niet vooraf, met alle bewijsstukken, aan het college is onderworpen.

29. De bezwaren, strekkende tot inschrijving van een kiezer op de definitieve lijsten, moeten afzonderlijk en schriftelijk worden ingediend, tenzij de indiener verklaart dat hij niet kan schrijven.

In het laatste geval mag het bezwaar mondeling worden ingebracht.

De mondelinge bezwaren worden ontvangen, zowel ter gemeentesecretarie als op het arrondissementscommissariaat, door de gemeentesecretaris of de arrondissementscommissaris, of door een ambtenaar die zij daartoe speciaal hebben aangewezen.

De ambtenaar die ze ontvangt, maakt daarvan terstond proces-verbaal op, waarin hij vaststelt dat de betrokkene hem verklaart niet te kunnen schrijven; hij ondertekent het proces-verbaal en overhandigt het aan de verschijnende persoon na het hem te hebben voorgelezen.

De processen-verbaal van de mondelinge bezwaren en de schriftelijke bezwaren moeten, op straffe van nietigheid, uiterlijk 20 november worden neergelegd, samen met alle bewijsstukken waarvan de indiener gebruik wil maken, ter gemeentesecretarie of op het arrondissementscommissariaat.

De ambtenaar die het bezwaar ontvangt, is verplicht het op zijn datum in te schrijven in een bijzonder register, een ontvangstbewijs van het bezwaar en van de overgelegde bewijsstukken af te geven, een dossier voor ieder bezwaar aan te leggen, de overgelegde stukken te nummeren en te paraferen en ze met hun volgnummer in te schrijven op de bij ieder dossier gevoegde inventaris. De overgelegde stukken mogen niet uit dit dossier worden genomen.

Indien het bezwaar en de stukken neergelegd worden op het arrondissementscommissariaat, zendt de commissaris de dossiers, binnen achtenveertig uren na de neerlegging en uiterlijk 25 november, aan de gemeentebesturen die over het bezwaar moeten beslissen. Deze melden onmiddellijk de ontvangst ervan.

30. Wanneer het bewijs dat aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden is voldaan, moet voortvloeien uit officiële stukken die, in origineel of in afschrift, in het bezit zijn van het gemeentebestuur, behoeft de verzoeker daarvan geen afschrift in te leveren. Hij kan volstaan met er zich op te beroepen in zijn verzoekschrift of zijn conclusie, onder nadere vermelding van de feitelijke gegevens die door deze stukken moeten worden bewezen.

Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortvloeit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en waarvan de afgifte, bij afschrift of uittreksel, vóór 14 november is aangevraagd overeenkomstig artikel 12, tot staving van aanvragen tot inschrijving.

31. Met uitzondering van de gehuwde vrouw, de weduwe of de uit de echt gescheiden vrouw, wordt ieder wiens inschrijving of behoud op de kiezerslijsten is aangevraagd, vermoed Belg te zijn, indien hij in België geboren is van een vader die zelf in België geboren is, behoudens tegenbewijs door de tussenkommende partijen.

Aan de gehuwde vrouw, de weduwe of de uit de echt gescheiden vrouw komt het vermoeden ten goede dat voor haar echtgenoot of gewezen echtgenoot geldt. In geval van achtereenvolgende huwelijken komt alleen de staat van de laatste echtgenoot in aanmerking. Dit vermoeden mag evenwel niet aangevoerd worden ten behoeve van een weduwe of een uit de echt gescheiden vrouw die door haar huwelijk Belg geworden is, behalve wanneer zij bij de ontbinding van het huwelijk haar woonplaats had in België en er is blijven wonen.

(Om als parlamentskiezer toegelaten te worden, komt de vrouw die door huwelijk Belg geworden is, voor het in het vorige lid bepaalde vermoeden alleen dan in aanmerking, wanneer zij voldoet aan de vereisten van artikel 2.)

Indien de gehuwde vrouw, de weduwe of de uit de echt gescheiden vrouw, wier echtgenoot of gewezen echtgenoot geen Belg was, de nationaliteit die zij bezat als ongehuwde, heeft behouden of herkreten, dan geldt het vermoeden dat uit dit artikel voortvloeit, weer voor haar persoonlijk.

Het derde lid ingevoegd bij artikel 1, 3° van de wet van 24 maart 1949, en daarna gewijzigd bij artikel 1, § 1, 3 van deze wet.

32. Uiterlijk 10 december moeten de colleges van burgemeester en schepenen over alle bezwaren uitspraak doen in openbare vergadering, op verslag van een lid van het college, en partijen, hun advocaten of gemachtigden gehoord, indien zij verschijnen.

Voor iedere zaak wordt, onder vermelding van de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden, een afzonderlijke en met redenen omklede beslissing genomen, die in een bijzonder register wordt ingeschreven.

33. Het college van burgemeester en schepenen kan in het college en in de gemeenteraad afdelingen van ten minste drie leden vormen, die de bezwaren inzake kiesrecht onderzoeken met inachtneming van de procedure, voorgeschreven in artikel 32.

Het college van burgemeester en schepenen kiest uit zijn midden of uit de gemeenteraad plaatsvervangers om in het college of in de afdelingen de verhinderde titularissen te vervangen.

Aan iedere afdeling wordt een secretaris verbonden, die het college aanwijst uit de gemeenteraadsleden of uit de gemeenteamttenaren.

34. De rol van de bezwaren die op iedere vergadering van het college van burgemeester en schepenen of van de afdelingen zullen worden behandeld, en de rol van de uitgestelde zaken worden ten minste vijf dagen vooraf aangeplakt op de secretarie van de gemeente, waar iedereen er inzage en afschrift van kan nemen.

De rol vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering.

Aan ieder die het uiterlijk 20 september aanvraagt, wordt door de gemeentesecretaris een afschrift van de rol afgegeven en gezonden tegen 50 centiemen het exemplaar, uiterlijk vijf dagen vóór de vergadering.

35. Gedurende die vijf dagen ligt het dossier van de bezwaren en het verslag op de secretarie ter inzage voor partijen, hun advocaten of gemachtigden.

36. De lijsten worden definitief afgesloten op 10 december.

Zij kunnen de voorlopige lijsten niet wijzigen dan op de punten die aanleiding hebben gegeven tot bezwaren, en ingevolge de beslissingen over die bezwaren.

37. Van de nieuw ingeschreven kiezers wordt een aanvullende lijst opgemaakt in dezelfde vorm als de voorlopige lijsten. Zij vermeldt ook in alfabetische volgorde de namen en voornamen van de geschrapte kiezers; van 15 december tot 10 februari ligt zij, samen met de voorlopige lijsten, voor eenieder ter inzage op de secretarie en op de politiecommissariaten van de gemeente. Reeds op 15 december wordt in de gewone vorm ter algemene kennis gebracht dat de lijsten ter inzage liggen.

38. De inschrijving op de definitief afgesloten kiezerslijsten doet het vermoeden ontstaan dat de ingeschrevene aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet binnen de perken van de vermeldingen die erop voorkomen.

Indien wordt aangetoond dat een van die vermeldingen onjuist is, staat het aan de ingeschrevene te bewijzen dat hij de betwiste voorwaarde vervult.

39. (...)

Opgeheven bij artikel 1, e, van de wet van 30 juni 1953.

40. Wanneer het college van burgemeester en schepenen bij de voorlopige of definitieve herziening van de lijsten de namen schrapt van kiezers die voorkomen op de geldende lijsten of op de voorlopige lijsten, afgesloten op 20 september, is het verplicht die kiezers daarvan kennis te geven uiterlijk binnen acht dagen na de bekendmaking van de lijsten en hun tevens de redenen van de schrapping mee te delen.

Indien de geschrapte kiezer zijn verblijfplaats naar het buitenland heeft overgebracht, is het voldoende dat de kennisgeving van zijn schrapping gedaan wordt aan zijn laatste woonplaats in België.

41. Die kennisgevingen worden kosteloos door een agent van de gemeentepolitie gedaan aan de verblijfplaats van de kiezer in de gemeente of aan die waar hij bij het verlaten van de gemeente verklaard heeft zich te willen vestigen. De agent

doet zich een ontvangstbewijs afgeven of stelt de kennisgeving vast door middel van een verklaring, die bewijs oplevert zolang het tegendeel niet bewezen is.

De originelen van de kennisgevingen, in een gemeente gedaan op verzoek van de colleges van burgemeester en schepenen van andere gemeenten, worden aan de betrokken colleges teruggezonden binnen vierentwintig uren na de afgifte aan de woning.

De originelen van de kennisgevingen, in alfabetische volgorde gerangschikt en tot een lias verenigd, alsmede de lijst van de geschrapte kiezers worden, uiterlijk 15 december voor de kiezers die van de voorlopige lijst geschrapt zijn, en 24 december voor de kiezers die van de definitieve lijst geschrapt zijn, gezonden aan de arrondissementscommissaris, die na verificatie beveelt de niet gedane kennisgevingen alsnog te verrichten.

42. Uiterlijk 15 december zendt het gemeentebestuur aan de arrondissementscommissaris twee exemplaren van de definitieve lijsten en de dossiers van alle aanvragen tot inschrijving of schrapping van kiezers.

Bij ieder dossier wordt een afschrift van de genomen beslissing gevoegd.

Binnen vierentwintig uren nadat de stukken zijn ingekomen, zendt de arrondissementscommissaris een ontvangstbewijs aan het college van burgemeester en schepenen.

43. (Het gemeentebestuur is verplicht exemplaren of afschriften van de kiezerslijsten af te geven, vanaf 28 september indien het voorlopige lijsten, vanaf 15 december indien het aanvullende lijsten betreft, aan hen die het uiterlijk 1 juli aanvragen hetzij bij aangetekend schrijven aan de burgemeester, hetzij, als zij in naam van een politieke partij optreden, door tussenkomst van de arrondissementscommissaris.

De afgifte van die exemplaren of afschriften geschiedt tegen betaling van de kostprijs, die door het college van burgemeester en schepenen wordt bepaald. In geval van betwisting wordt de kostprijs vastgesteld bij ministerieel besluit.

Voor de eerste drie exemplaren van een lijst, aangevraagd door iemand van wie algemeen bekend is dat hij in naam van een politieke vereniging optreedt, wordt de prijs echter gesteld op 6 frank per exemplaar indien de lijst niet meer dan 1.000 kiezers bevat; is dat getal groter, dan wordt de prijs vermeerderd met 3 frank per 1.000 frank per 1.000 of gedeelte van 1.000 ingeschrevenen.)

Het gemeentebestuur mag deze prijsvermindering niet weigeren, indien de exemplaren aangevraagd zijn door tussenkomst van de arrondissementscommissaris en deze heeft verklaard dat de hoedanigheid van de aanvrager hem bekend is.

Het bestuur moet de kiezerslijst laten drukken of autograferen, indien zij ten minste 150 kiezers bevat of indien er ten minste 50 exemplaren aangevraagd worden.

Het eerste, tweede en derde lid aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 25 juni 1952.

44. Een ieder mag, zowel op de gemeentesecretarie en op de politiecommissariaten als op het arrondissementscommissariaat, inzage en afschrift nemen van de kiezerslijsten en van de desbetreffende stukken die er zijn neergelegd.

45. Wanneer het toezicht van de bevolking op de kiezerslijsten wordt belemmerd doordat de colleges van burgemeester en schepenen de bepalingen van dit wetboek betreffende de herziening van die lijsten niet of onvolledig of te laat hebben uitgevoerd, wordt de onregelmatigheid vastgesteld bij een behoorlijk met redenen omkleed koninklijk besluit, dat zo nodig de vervulling van de niet of onvolledig in acht genomen formaliteiten beveelt en nieuwe termijnen stelt voor het nakomen van die formaliteiten en voor de latere verrichtingen betreffende de herziening van kiezerslijsten. De datums bepaald in de artikelen 83, 84 en 85 mogen evenwel niet worden gewijzigd.

HOOFDSTUK II.

Beroep bij het Hof van Beroep.

46. Ieder die ten onrechte ingeschreven, weggelaten of geschrapt is of wiens naam, voornamen, beroep of woonadres onjuist op de kiezerslijsten zijn vermeld, kan beroep instellen bij het hof van beroep van het rechtsgebied.

Een beroep tot inschrijving van een kiezer is echter alleen ontvankelijk, indien de verzoeker het bewijs levert dat hij zich uiterlijk 20 november met hetzelfde doel gewend heeft tot het college van burgemeester en schepenen, of indien de betrokkene door dat college bij de bijkomende herziening geschrapt is van de voorlopige lijst waarop hij was ingeschreven, of ten slotte indien hij bewijst dat hij van het gemeentebestuur vóór 3 november geen bericht heeft gekregen dat hij van de voorlopige lijsten geschrapt is.

47. Ieder die het genot heeft van de burgerlijke en politieke rechten, kan in het kiesarrondissement waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft, onder de voorwaarden bepaald in het vorige artikel beroep instellen tegen de inschrijving, schrapping of weglating van namen van kiezers of tegen enige onjuistheid in de vermelding van een naam, voornaam, beroep of woonadres.

48. Indien de bezwaar indienende derde in het geval van artikel 47, of de tussenkommende partij in het geval van artikel 52, overlijdt vóórdat einduitspraak is gedaan over de zaak, kan ieder die het genot heeft van dezelfde rechten, in elke stand van het geding, voor het hof, het beroep of de tussenkomst overnemen.

De verrichte proceshandelingen en de gewezen beslissingen blijven gelden in het geding, dat voortgezet wordt op naam van de overnemer.

De akte van overneming moet, op straffe van nietigheid, worden neergelegd binnen tien dagen na het overlijden van de bezwaar indienende derde of van de tussenkommende partij.

Indien het overlijden plaats heeft vóór 4 maart, wordt de akte neergelegd op het arrondissementscommissariaat.

In het tegenovergestelde geval wordt zij neergelegd ter griffie van het hof van beroep. De ambtenaar die de akte ontvangt, geeft een ontvangstbewijs af.

De akte van overneming moet binnen vijf dagen na de neerlegging ter kennis worden gebracht van de partijen.

49. Het beroep moet ingediend worden op het arrondissementscommissariaat.

Dit geschiedt bij verzoekschrift, in persoon of bij gemachtigde. In voorkomend geval wordt van het beroep bij deurwaardersexploot kennis gegeven aan de betrokkene.

Wanneer de verzoeker niet kan schrijven, kan het beroep mondeling geschieden. In dat geval maakt de arrondissementscommissaris daarvan dadelijk een akte op. Hij vermeldt daarin dat de betrokkene hem heeft verklaard niet te kunnen schrijven; hij ondertekent de akte en overhandigt ze aan de verschijnende persoon na ze hem te hebben voorgelezen.

Deze akte, het verzoekschrift, het origineel van de kennisgeving, de bewijsstukken en de conclusies tot staving van het beroep worden uiterlijk 10 januari neergelegd.

Alles op straffe van nietigheid.

Wanneer het evenwel een verzoek tot inschrijving van een kiezer betreft, dat reeds gedaan was bij het college van burgemeester en schepenen, mogen de verzoeker en de kiezer zelf aan het verzoekschrift, behalve de conclusies, geen andere nieuwe stukken toevoegen dan de stukken en bescheiden die het gemeentebestuur niet zou hebben gevraagd of overgelegd overeenkomstig artikel 12, en dan de uittreksels uit de stukken die luidens artikel 30 niet aan het gemeentebestuur hoeven te worden overgelegd.

De ambtenaar die het beroep ontvangt, is verplicht het op zijn datum in te schrijven in een bijzonder register en een ontvangstbewijs van het beroep en van de tot staving ervan overgelegde stukken af te geven.

50. Onmiddellijk na verloop van de termijn in artikel 49 bepaald maakt de arrondissementscommissaris voor iedere gemeente de lijsten op van de beroepen die strekken tot inschrijving of tot schrapping van kiezers, in voorkomend geval met vermelding van de naam en de woonplaats van de bezwaar indienende derden.

Hij zendt die lijsten aan de gemeentebesturen en laat tegelijk een dubbel op het commissariaat aanplakken.

51. De gemeentebesturen dragen zorg dat de hun toegezonden lijsten onmiddellijk na ontvangst worden aangeplakt; deze blijven vijf dagen aangeplakt.

Desgevraagd worden de lijsten gedrukt of geautografeerd. De arrondissementscommissaris bezorgt vanaf 15 januari exemplaren aan ieder die het uiterlijk 10 januari vraagt.

De prijs is bepaald op één frank voor elk honderdtal beroepen; het overschot telt voor een honderdtal.

52. Iedere burger die het genot heeft van de burgerlijke en politieke rechten, is bevoegd om tussen te komen in geschillen strekkende tot inschrijving van kiezers, voor zover zij betrekking hebben op lijsten van het kiesarrondissement waar hij zijn woonplaats heeft.

De tussenkomst geschiedt bij een verzoekschrift, gericht aan het hof van beroep en overhandigd aan de arrondissementscommissaris. Zij wordt ter kennis gebracht van de betrokkene en in voorkomend geval van de derde verzoeker.

Het verzoekschrift, het origineel van de kennisgeving, de conclusies en alle bewijsstukken worden uiterlijk 10 februari neergelegd, op straffe van nietigheid.

De ambtenaar die de tussenkomst ontvangt, is verplicht ze op haar datum in te schrijven in het bijzonder register en een ontvangstbewijs van de tussenkomst en van de tot staving ervan overgelegde stukken af te geven.

53. De verweerders ter zake van een verzoek tot schrapping leggen uiterlijk 10 februari hun stukken en conclusies van antwoord over.

De partijen die gebruik hebben gemaakt van het recht om uiterlijk 10 januari conclusie te nemen en stukken over te leggen, beschikken over een nieuwe termijn, van 11 tot 21 februari, voor repliek door overlegging van stukken en conclusies.

Zij die gebruik hebben gemaakt van het recht om uiterlijk 10 februari conclusie te nemen en stukken tot staving ervan over te leggen, beschikken voor hetzelfde doel over een nieuwe termijn, van 22 februari tot 4 maart.

54. Indien de bij artikel 40 voorgeschreven kennisgeving na 24 december maar vóór 10 januari geschiedt, is het naar aanleiding van de schrapping ingestelde beroep ontvankelijk tot en met 25 januari.

Het beroep wordt uiterlijk 25 januari mondeling of schriftelijk in de vorm van een gewoon beroep op het commissariaat ingediend, met alle stukken tot staving ervan.

De arrondissementscommissaris maakt een bijzondere lijst op van de aldus neergelegde beroepen; die lijst blijft tien dagen aangeplakt op het arrondissementscommissariaat en op de secretarie van de betrokken gemeenten. De tussenkomst geschiedt op de wijze en binnen de termijn bepaald in artikel 52 en de latere formaliteiten worden vervuld zoals is voorgeschreven.

Indien vóór 10 januari geen kennisgeving gedaan wordt door het college van burgemeester en schepenen, is het beroep ontvankelijk tot op de vijftiende dag na de kennisgeving die na deze datum zou worden gedaan. Geen beroep is evenwel ontvankelijk, ook al heeft er geen kennisgeving plaatsgehad, indien het niet uiterlijk de vijfde dag vóór de verkiezing wordt ingediend.

Het beroep wordt mondeling of schriftelijk, in de bij artikel 49 voorgeschreven vorm, op het arrondissementscommissariaat door de betrokkene ingediend binnen de termijn in het vorige lid bepaald, onder toevoeging van alle stukken waarvan hij voornemens is gebruik te maken.

Het instellen van het beroep wordt bekendgemaakt door aanplakking, gedurende tien dagen, op het arrondissementscommissariaat en op de gemeentesecretarie. Indien er een tussenkomst is, wordt het desbetreffende verzoekschrift, met alle stukken tot staving ervan, neergelegd binnen vijf dagen na verloop van de aanplakkingstermijn, en de dossiers worden terstond gezonden aan de griffie van het hof van beroep, dat op verzoek van de partijen de overlegging van replieken en van nieuwe stukken kan toestaan.

Wanneer de beroepen minder dan twintig dagen vóór de verkiezing op het arrondissementscommissariaat ingediend worden, maakt de arrondissementscommissaris het instellen ervan bekend door aanplakking en zendt de desbetreffende dossiers de vierde dag vóór de verkiezing aan de griffie van het hof van beroep. In dat geval is de tussenkomst ontvankelijk ter griffie van het hof en mag de tussenkomende partij de stukken overleggen tot de uitspraak van het arrest. Replieken worden, indien daartoe grond bestaat, door het hof toegelaten.

De vormen en termijnen, in dit artikel voorgeschreven voor het beroep, het verzoek tot tussenkomst en het overleggen van de stukken tot staving, moeten worden in acht genomen op straffe van nietigheid.

55. De verweerders ter zake van een verzoek tot schrapping mogen, wanneer de aangegeven woonplaats wordt betwist, binnen de hun gestelde termijn om conclusie te nemen het bewijs leveren dat hun woonplaats gevestigd is in een andere gemeente van het rechtsgebied van het hof en bij wedereis verzoeken om te worden ingeschreven in hun werkelijke woonplaats.

56. De arrondissementscommissaris rangschikt, per rechterlijk kanton en per gemeente, alle beroepen, samen met de desbetreffende stukken, in afzonderlijke dossiers. Wanneer bij het college van burgemeester en schepenen een bezwaar is ingebracht betreffende de kiezer wiens recht wordt betwist, voegt hij bij diens dossier alle aan dat college overgelegde stukken.

Alle stukken worden, zodra hij ze ontvangt, door hem geparafeerd, gedagtekend en genummerd. Zij worden onder hun volgnummer ingeschreven op de inventaris die bij ieder dossier gevoegd wordt.

De overgelegde stukken en conclusies kunnen niet meer worden teruggenomen.

De dossiers liggen alle dagen gedurende de kantooruren ter inzake voor partijen; de dossiers betreffende zaken die aanleiding kunnen geven tot tussenkomst, blijven bovendien ter inzage voor derden tot na verloop van de termijnen van tussenkomst.

57. Op 9 maart zendt de arrondissementscommissaris alle dossiers, tegelijk met de voorlopige en definitieve lijsten en met de stukken en bescheiden betreffende de herziening van de lijsten, aan de hoofdgriffier van het hof van beroep.

58. Na 4 maart mogen geen nieuwe stukken of conclusies meer worden overgelegd, met uitzondering van eenvoudige memories.

Het hof van beroep kan evenwel een partij toestaan nieuwe stukken en conclusies over te leggen, indien zulks noodzakelijk is doordat de tegenpartij haar stukken en conclusies te laat heeft overgelegd en op voorwaarde dat de partij omstandige opgave doet van de bescheiden die zij voornemens is bij de processtukken te voegen.

Is het hof in dat geval van oordeel dat de pleiter die zijn bescheiden te laat heeft overgelegd, een fout heeft begaan of nalatig is geweest, dan kan het hem, bij wijze van straf, veroordelen in de kosten of in een deel ervan, ongeacht de uitslag van het proces.

Het hof kan ook, indien het zulks geraden acht, ambtshalve de overlegging bevelen van de stukken, die het aanwijst.

59. Over de zaken die hun krachtens het Kieswetboek worden onderworpen, vonnissen de hoven van beroep steeds met drie raadsheren en buiten aanwezigheid van het openbaar ministerie.

(. . .)

Het tweede lid, opgeheven bij artikel 1, § 1, 22° van deze wet.

60. De voorzitter van elke kamer wijst de raadsheren aan die van elke afdeling deel zullen uitmaken, en zit de afdeling voor waartoe hij zelf behoort. De andere afdeling wordt voorgezeten door de oudstbenoemde van de raadsheren die er deel van uitmaken.

61. Ingeval een raadsheer verhinderd is, wordt hij vervangen door een raadsheer van de andere afdeling, of zelfs van een andere kamer, overeenkomstig de wet op de rechterlijke organisatie.

62. De zaken worden in de volgorde waarin zij binnenkomen, om de beurt aan elk van de afdelingen van het hof toegewezen. Wanneer een zaak echter met een reeds eerder bij een afdeling aanhangig gemaakte zaak verknochtheid vertoont, stukken of procedures gemeen heeft, of een zelfde vraag doet rijzen, wordt zij zoveel mogelijk verwezen naar dezelfde afdeling om er tegelijkertijd te worden behandeld.

De voorzitter van de afdeling die van de zaak moet kennis nemen, wijst een raadsheer aan om daarover ter openbare terechtzitting verslag uit te brengen en beveelt dat de zaak op de rol zal worden gebracht om op een van de eerstvolgende terechtzittingen te worden behandeld.

De rol van de te behandelen zaken wordt ter griffie van het hof aangeplakt.

Iedere zaak waarvoor de voorzitter de dag bepaald heeft, wordt onmiddellijk op die rol ingeschreven.

63. De partijen procederen zonder dat de medewerking van een pleitbezorger nodig is.

De advocaten mogen conclusies onder tekenen, getuigenverhoren bijwonen en pleiten, zonder te moeten bewijzen dat zij daartoe gemachtigd zijn.

Het hof berecht de zaak met voorrang boven alle andere zaken en doet uitspraak, de partijen, hun advocaten of gemachtigden gehoord indien zij ter terechtzitting verschijnen.

Het arrest wordt in alle gevallen geacht op tegenspraak te zijn geweest.

Uiterlijk op de derde dag na de uitspraak liggen de arresten op de griffie van het hof ter beschikking van de betrokkenen.

Wanneer de dienst het vereist, beleggen de voorzitters van de onderscheiden kamers der hoven van beroep zoveel bijzondere terechtzittingen als nodig om de krachtens dit wetboek vóór het hof gebrachte zaken met spoed te kunnen afdoen, zonder nadeel voor de andere spoedeisende zaken.

64. Het beschikkende gedeelte van de arresten waarbij de inschrijving van een burger op de kiezerslijsten wordt bevelen, vermeldt de gegevens die op de lijsten moeten voorkomen tot bewijs van zijn stemrecht.

65. Tussenarresten worden noch gelicht, noch betekend.

Indien het hof een getuigenverhoor beveelt, kan het dit aan een vrederechter opdragen.

66. Indien het getuigenverhoor plaatsheeft voor het hof, geeft de griffier aan partijen ten minste acht dagen tevoren kennis van de gestelde dag en van de te bewijzen feiten.

Geschiedt het getuigenverhoor voor de vrederechter, dan zendt de griffier hem het beschikkende gedeelte van het arrest, met opgave van de te bewijzen feiten. De vrederechter doet daarvan afschrift toekomen aan partijen en bepaalt ten minste acht dagen tevoren de dag waarop hij de getuigenissen zal afnemen.

De kennisgevingen aan partijen worden gedaan bij aangezekende brief.

Bovendien mogen partijen in hun conclusie een gemachtigde aanwijzen, op wiens naam en aan wiens woonplaats die kennisgevingen eveneens moeten worden gedaan in dezelfde vorm en binnen dezelfde termijnen.

De getuigenverhoren zijn openbaar; de partijen mogen die in persoon of bij gemachtigde bijwonen. Hun aanwezigheid en hoedanigheid worden vermeld in het proces verbaal, waarvan de minuut aan het hof wordt toegezonden.

67. De getuigen mogen vrijwillig verschijnen, zonder dat zij hun recht op getuigengeld verliezen. Zij zijn verplicht te verschijnen op enkele dagvaarding. Zij leggen de eed af zoals in correctionele zaken.

In geval van niet-verschijning of van valse getuigenis worden zij vervolgd en gestraft zoals in correctionele zaken.

De straffen bepaald tegen niet-verschijnende getuigen worden evenwel, zonder vordering van het openbaar ministerie, toegepast door het hof of door de magistraat die het getuigenverhoor afneemt.

68. In getuigenverhoren betreffende kiesrechtzaken kan een getuige niet worden gewraakt om een van de redenen opgenoemd in artikel 283 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

Bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad van een der partijen mogen evenwel niet als getuige worden gehoord.

69. De debatten voor het hof zijn openbaar.

70. Het beroep heeft schorsende kracht ten aanzien van elke verandering in de geldende lijst.

HOOFDSTUK III.

Cassatieberoep.

71. De procureur-generaal bij het hof van beroep en de partijen in het geding kunnen zich in cassatie voorzien tegen arresten inzake bevoegdheid en tegen eindarresten.

Indien hij die de zaak voor het hof van beroep heeft gebracht, overlijdt vóór het verstrijken van de cassatietermijn, heeft ieder die het recht zou hebben gehad beroep in te stellen voor dat hof, het recht zich in cassatie te voorzien.

72. Het cassatieberoep wordt ingesteld bij een verzoekschrift aan het Hof van Cassatie, waarin, op straffe van nietigheid, de middelen in het kort worden uiteengezet en de geschonden wetten worden aangewezen.

Het verzoekschrift, dat vooraf aan de verweerders betekend wordt, de stukken tot staving van het cassatieberoep, een uitgifte van het bestreden arrest en het origineel van de kennisgeving worden, op straffe van verval, binnen twintig dagen na de uitspraak van het arrest ingediend ter griffie van het hof van beroep.

Binnen de volgende acht dagen moeten de verweerders, op straffe van verval, hun memorie en stukken van antwoord ter griffie van het hof van beroep neerleggen.

Onmiddellijk na het verstrijken van die termijn wordt het dossier door de griffier van het hof van beroep doorgezonden aan de hoofdgriffier van het Hof van Cassatie.

73. De voorzitter van de kamer die van de zaak moet kennis nemen, beveelt dat de stukken zullen worden meege-deeld aan het openbaar ministerie, wijst een raadsheer aan om verslag uit te brengen en bepaalt op welke van de eerstvolgende terechtzittingen de zaak zal voorkomen.

74. Over het cassatieberoep wordt uitspraak gedaan zowel in afwezigheid als in aanwezigheid van de partijen. Alle arresten worden geacht op tegenspraak te zijn gewezen.

De partijen mogen hun middelen voordragen in persoon of door tussenkomst van een advocaat.

75. Indien de vernietiging uitgesproken wordt, draagt de procureur-generaal zorg dat de zaak binnen acht dagen na

het arrest aanhangig wordt gemaakt bij het hof van beroep waarnaar zij is verwezen, en stelt de partijen daarvan in kennis.

76. Het cassatieberoep heeft geen schorsende kracht.

HOOFDSTUK IV.

Algemene bepalingen.

77. (...)

Opheffen bij artikel 1, § 1, 23° van deze wet.

78. Alle verzoekers bij een zelfde exploit zijn gehouden dezelfde woonplaats te kiezen.

Van alle kennisgevingen aan de gekozen woonplaats wordt slechts één afschrift gelaten.

(De gerechtsdeurwaarders) mogen de in kiesrechtzaken te betekenen exploiten verzenden bij ter post aangetekende brief. De afgifte van de brief op de post geldt als kennisgeving aan de betekende.

Het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 48, § 4 van de wet van 5 juli 1963.

79. Het deurwaardersloon en het getuigengeld worden geregeld zoals in strafzaken.

(...)

Het tweede lid opheffen bij artikel 1, § 1, 24° van deze wet.

80. De partijen schieten de kosten voor.

Niet alleen de eigenlijke procedurekosten worden begroot, maar ook de kosten van de stukken die de partijen tot staving van hun eisen hebben moeten overleggen in het geding.

81. De kosten zijn ten laste van de verliezende partij. Worden de partijen elk op enige punten in het ongelijk gesteld, dan kunnen de kosten worden gecompenseerd.

Indien de eisen van de partijen niet klaarblijkelijk ongegrond zijn, kan het hof bevelen dat de kosten geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zullen komen.

82. De lijsten en de verbeteringen liggen op de griffie van de hoven, alsook op het arrondissementscommissariaat, ter inzage voor allen die er afschrift van willen nemen.

83. De griffier van het Hof van Cassatie geeft aan de griffiers van de hoven van beroep bericht van de toewijzing of de verwerping van de eisen tot cassatie van arresten van hun hof.

Uiterlijk 23 april zenden de griffiers van de hoven van beroep aan de arrondissementscommissarissen een staat van de arresten die ten gevolge van het niet instellen of het verwerpen van het cassatieberoep in kracht van gewijsde gegaan zijn, met de nodige aanwijzingen om de bij de arresten bevolen veranderingen aan te brengen.

De arrondissementscommissaris verbetert de kiezerslijsten overeenkomstig die arresten en de gegeven aanwijzingen. Hij doet ze ten uitvoer brengen vóór 1 mei.

84. Uiterlijk 1 juli van ieder jaar zenden de griffiers van de hoven van beroep aan de gemeentebesturen een volledig afschrift van de eindarresten die ten gevolge van het niet instellen of het verwerpen van het cassatieberoep in kracht van gewijsde gegaan zijn en wijziging brengen in de kiezerslijsten van de gemeente.

85. (Te rekenen van 1 mei geschieden de verkiezingen volgens de herziene lijsten.

Het eerste gedeelte van die lijsten wordt van kracht op deze datum, het tweede gedeelte op 1 oktober van hetzelfde jaar, het derde en het vierde gedeelte onderscheidenlijk op 1 mei en op 1 oktober van het volgende jaar.

Veranderingen mogen er slechts in aangebracht worden krachtens arresten die niet tijdig genoeg gewezen zijn om vóór die datums ten uitvoer te worden gelegd.)

Aldus vervangen bij artikel 1, § 3 van de wet van 17 maart 1958.

86. Opgeheven worden :

1. De titels I en III van de gecoördineerde kieswetten in zover zij op de parlementskiezers toepasselijk zijn;

2. De bepalingen van het Strafwetboek en van de bijzondere wetten, houdende dat de rechter ontzetting van het stemrecht moet of kan uitspreken;

3. Alle met deze wet strijdige bepalingen.

Het 2^e aldus gewijzigd bij artikel 1 § 1^o, 13 van deze wet.

TITEL III.

Kiescolleges.

HOOFDSTUK I.

Stembureaus.

87. De verkiezingen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers en voor de Senaat worden gehouden per administratief arrondissement. Twee of meer arrondissementen kunnen evenwel voor de verkiezing van de volksvertegenwoordigers en van de senatoren samengevoegd worden.

Een en ander geschiedt overeenkomstig de indelingstabel, gevoegd bij de wet die ten tijde van de verkiezing in werking is.

88. De administratieve arrondissementen worden voor de kiesverrichtingen ingedeeld in kieskantons.

De kantons blijven behouden zoals zij bij de afkondiging van deze wet bestaan. De samenstelling en de hoofdplaats worden bepaald bij een koninklijk besluit, dat geen andere wijzigingen mag ondergaan dan die welke voortvloeien uit wetten tot wijziging van gemeentegrenzen of tot overplaatsing van de zetel van het vrederecht naar een andere gemeente van het kieskanton.

Indien de hoofdplaats van een kieskanton door wijziging in de samenstelling van de rechterlijke kantons ophoudt de zetel van een vrederecht te zijn, wordt de taak, bij dit wetboek opgedragen aan de vrederechter in zijn hoedanigheid van voorzitter van het eerste kantonstembureau, waargenomen door een plaatsvervanger van de vrederechter die zitting houdt in de hoofdplaats van het rechterlijk kanton waarbij de hoofdplaats van het oud kanton ingelijfd is, of zo nodig door een kiezer die deze magistraat daartoe aanwijst.

Zie de wet van 18 mei 1949.

89. De stemming heeft plaats in de gemeente.

Gemeenten van minder dan honderd inwoners worden evenwel voor het vormen van de stemafdelingen verenigd met een of twee aangrenzende gemeenten die tot hetzelfde administratief arrondissement en hetzelfde rechterlijk kanton behoren en op een afstand van ten hoogste vier kilometer gelegen zijn.

De groepering van die gemeenten geschiedt bij koninklijk besluit, de bestendige deputatie van de provincieraad gehoord.

Het besluit wijst de gemeente aan waar de stemming plaats heeft.

Het moet herzien worden binnen twee jaar na iedere tienjaarlijkse volkstelling.

90. Wanneer er in de gemeente of in de verenigde gemeenten niet meer dan achthonderd kiezers zijn, vormen zij een enkele stemafdeling. Zijn er meer, dan worden zij ingedeeld in stemafdelingen van ten hoogste achthonderd en ten minste honderd vijftig kiezers.

Wanneer echter meer dan tien volksvertegenwoordigers of senatoren moeten worden gekozen, mag het aantal kiezers per stemafdeling zeshonderd niet te boven gaan.

91. Met instemming van het college van burgemeester en schepenen deelt de arrondissementscommissaris de kiezers per kieskanton in stemafdelingen in en bepaalt de volgorde van de stemafdelingen van elk kanton, te beginnen met de hoofdplaats.

Met instemming van het college wijst hij voor elke stemafdeling een afzonderlijk stemlokaal aan. Indien het wegens het aantal stemafdelingen noodzakelijk is, kan hij er verscheidene, maar nooit meer dan acht, in de lokalen van een zelfde gebouw bijeenroepen.

Zijn het college en de arrondissementscommissaris het niet eens over de indeling van de kiezers in stemafdelingen of over de keus van de stemlokalen, dan beslist de bestendige deputatie.

92. De dertigste dag vóór de verkiezing zenden de gemeentebesturen aan de arrondissementscommissaris een dubbel van de staat van de beslissingen, vonnissen of arresten die de op de kiezerslijsten ingeschreven burgers betreffen en die hun ter uitvoering van artikel 23 na de afsluiting van de lijsten zijn meegedeeld.

Te rekenen van de dertigste dag vóór en tot op de dag van de verkiezing zenden de parketten van de hoven en rechtbanken en de griffiers van de rechtbanken van koophandel aan de commissaris van het arrondissement waar de betrokkenen hun woonplaats hebben, alle vonnissen of arresten waartegen geen verzet, hoger beroep of cassatieberoep meer openstaat en die verlies van het stem- en kiesrecht of schorsing in de uitoefening van dat recht ten gevolge hebben.

De arrondissementscommissaris zendt aan de voorzitter van elke stemafdeling de beslissingen betreffende de kiezers van zijn afdeling.

(...)

De leden 4 tot 8 werden opgeheven bij artikel 1 van de wet van 3 juli 1969.

93. Ten minste twintig dagen vóór de verkiezing zendt de arrondissementscommissaris in een ter post aangetekende omslag twee voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijsten, opgemaakt per stemafdeling, aan de magistraat die voorzitter is van het eerste stembureau van het kanton.

Hij voegt er, per afdeling, een voor echt verklaarde opgave bij van alle wijzigingen die in de voorlopige lijst zijn aangebracht.

94. Het hoofdbureau houdt zich uitsluitend bezig met de aan de stemming voorafgaande verrichtingen en met de algemene telling van de stemmen. De voorzitter van dat bureau houdt toezicht over de gezamenlijke verrichtingen in het kiesarrondissement en schrijft zo nodig de spoedmaatregelen voor die de omstandigheden mochten vereisen.

Indien van het recht van lijstenverbinding gebruik gemaakt is in de provincie, fungeert het hoofdbureau dat in de provinciehoofdplaats zitting houdt, als provinciaal centraal bureau.

Het wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt.

Bij samenvoeging van twee of meer administratieve arrondissementen voor de verkiezing van de volksvertegenwoordigers of de senatoren is het hoofdbureau gevestigd in de hoofdplaats, die aangegeven is in de bij artikel 87 bedoelde indelingstabel.

In de administratieve arrondissementen waar geen rechtbank van eerste aanleg is, wordt het hoofdbureau voorgezeten door de vrederechter van de hoofdplaats of, bij zijn ontstentenis, door een van zijn plaatsvervangers, naar dienstouderdom.

Het hoofdbureau bestaat, buiten de voorzitter, uit vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters, door de voorzitter aangewezen uit de kiezers van de arrondissementshoofdplaats, en een secretaris, benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel 100.

Kandidaten mogen er geen deel van uitmaken.

(Het hoofdbureau moet ten minste twintig dagen vóór de verkiezing samengesteld zijn.)

Het achtste lid aldus vervangen bij artikel 1, a, van de wet van 17 mei 1949.

95. Als voorzitter van de stembureaus in gemeenten die hoofdplaats zijn van een arrondissement of kanton, komen achtereenvolgens in aanmerking : de rechters of plaatsvervangende rechters in de rechtbank van eerste aanleg, naar dienstouderdom; de vrederechters of hun plaatsvervangers, naar dienstouderdom; de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters, referendarissen, adjunct-referendarissen van de rechtbanken van koophandel en de adjunct-griffiers van deze rechtbanken die doctor in de rechten zijn; de advocaten, naar de orde van hun inschrijving op het tableau; de pleitbezorgers bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg; de notarissen, en zo nodig de personen die de voorzitter van het eerste stembureau aanwijst uit de kiezers van het arrondissement.

In de andere gemeenten worden de voorzitters uit de kiezers van het arrondissement benoemd door de voorzitter van het eerste stembureau van het kanton.

Ingeval een van de aldus aangewezen voorzitters op het ogenblik van de verrichtingen verhinderd of afwezig is, zorgt het stembureau voor de nodige aanvulling. Indien de leden van het stembureau het oneens zijn over de keus, beslist de stem van het oudste lid. Hiervan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

96. De lijst van de voorzitters wordt voor elk kanton opgemaakt door de magistraat die het eerste stembureau van de hoofdplaats voorziet. Deze magistraat doet aan de betrokkenen een uittreksel toekomen.

Hij voorziet ten spoedigste in de vervanging van degenen die hem binnen drie dagen na ontvangst van het bericht een reden van verhindering hebben doen kennen. Ten minste veertien dagen voor de verkiezing zendt hij de definitieve lijst aan de voorzitter van het hoofdbureau en doet aan alle voorzitters van het kanton de kiezerslijsten van hun afdeling toekomen.

97. Het bureau van elke stemafdeling bestaat, buiten de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris. Kandidaten mogen er geen deel van uitmaken.

98. Ten minste twaalf dagen vóór de verkiezing wijst de voorzitter van elk stembureau uit de kiezers van de stemafdeling die ten minste dertig jaar oud zijn op de dag van de stemming en kunnen lezen en schrijven, de acht jongste aan als bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. Hij geeft hiervan dadelijk kennis aan de voorzitter van het eerste stembureau van het kanton.

99. Binnen achtenveertig uren na de aanwijzing van de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters geeft de voorzitter van het stembureau hun daarvan kennis bij ongesloten aangetekende brief; in geval van verhindering moeten zij de voorzitter daarvan bericht geven binnen achtenveertig uren na de kennisgeving.

Indien het getal van degenen die aanvaarden onvoldoende is om het stembureau samen te stellen, wordt het door de voorzitter aangevuld overeenkomstig artikel 98.

(Met geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank wordt gestraft de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die binnen de bepaalde tijd de reden van zijn verhindering niet opgeeft, of die zonder wettige reden nalaat hem opgedragen ambt te vervullen.)

Het derde lid aldus vervangen bij artikel 8, a, van de wet van 15 mei 1949.

100. De secretaris wordt benoemd door de voorzitter van het stembureau. Hij is niet stemgerechtigd.

101. (Het bedrag van het presentiegeld en van de reisvergoeding voor de leden van de kiesbureaus wordt door de Koning vastgesteld.)

Aldus vervangen bij artikel 8, b, van de wet van 15 mei 1949.

102. Per kieskanton wordt een lijst opgemaakt die de samenstelling van de stembureaus aangeeft. Een afschrift ervan wordt door de voorzitter van het eerste stembureau der hoofdplaats aan de arrondissementscommissaris gezonden om voor een ieder ter inzage te worden gelegd.

De voorzitter van het eerste stembureau van het kanton verstrekt afschriften van de lijst tegen 1 frank per exemplaar en per stembureau aan ieder die ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing erom verzocht heeft.

103. Het stembureau mag niet worden gevormd vóór kwart voor acht. Indien op dat ogenblik de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters niet aanwezig zijn, vult de voorzitter het stembureau ambtshalve aan met aanwezige kiezers die kunnen lezen en schrijven.

Elk bezwaar tegen een dergelijke aanwijzing moet door de getuigen worden ingebracht vóór het begin van de verrichtingen. Het stembureau doet onverwijld uitspraak, zonder mogelijkheid van beroep.

104. De voorzitters van de stembureaus en de bijzitters van het hoofdbureau leggen de volgende eed af :

« Ik zweer dat ik de stemmen getrouw zal opnemen en het geheim van de stemming zal bewaren. »

Of :

« Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Of :

« Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu bewahren ». »

De bijzitters van de afdelingsstembureaus, de secretarissen, alsmede de getuigen van de kandidaten, leggen de volgende eed af :

« Ik zweer dat ik het geheim van de stemming zal bewaren. »

Of :

« Je jure de garder le secret des votes. »

Of :

« Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren ». »

De eed wordt vóór het begin van de verrichtingen door de bijzitters, de secretaris en de getuigen afgelegd in handen van de voorzitter, vervolgens door deze ten overstaan van het samengestelde bureau.

De voorzitter of de bijzitter, die gedurende de verrichtingen benoemd wordt ter vervanging van een verhinderd lid, legt de eed af voordat hij zijn ambt aanvaardt.

Van deze eedafleggingen wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

HOOFDSTUK II.

Oproeping van de kiezers.

105. De gewone vergadering van de kiescolleges voor de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren, heeft plaats de vierde zondag van mei, tenzij die dag Pinksterzondag is, in welk geval de parlementsverkiezing tot de volgende zondag wordt uitgesteld.

106. (Bij ontbinding van de Kamers of van een ervan, evenals bij een vacature waarin niet kan voorzien worden door het aanstellen van een opvolger, vergadert het kiescollege binnen veertig dagen na de ontbindingsakte of na de vacature. De datum van de verkiezing wordt bij koninklijk besluit bepaald.

Indien echter een vacature ontstaat binnen drie maanden vóór de vernieuwing van beide Kamers of van een ervan, mag het kiescollege niet worden opgeroepen dan op beslissing van de Kamer waar de zetel is opengefallen. Dit geldt eveneens wanneer de vacature veroorzaakt is, hetzij door het ontslag van een titularis of door de afstand van opvolgers, hetzij door het ontslag van een titularis en door de afstand van opvolgers. In die onderscheiden gevallen heeft de eventuele vergadering van het kiescollege plaats binnen veertig dagen na de beslissing.)

Aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 12 maart 1937.

107. De oproeping wordt ten minste tien dagen tevoren door de zorg van de arrondissementscommissaris gedaan door aanplakking aan de gemeentehuizen.

De aanplakbiljetten vermelden voor iedere gemeente de dag van de stemming, de te verrichten benoemingen, de namen van de te vervangen leden, de uren van opening en sluiting van de stemming, het stemlokaal en, in voorkomend geval, de samenstelling van de stemafdelingen en de hun toegewezen lokalen.

De arrondissementscommissaris draagt zorg dat de hoofden van de plaatselijke besturen ten minste vijf dagen tevoren, tegen ontvangstbewijs, aan elke kiezer een oproepingsbrief

zenden aan de woonplaats die hij op dat tijdstip heeft. Kan een oproepingsbrief aan de kiezer niet worden bezorgd tegen ontvangstbewijs, dan wordt hij teruggezonden aan het gemeentebestuur. De kiezer kan hem op de gemeentesecretarie afhalen tot op de dag van de stemming's middags. Van deze bepaling wordt melding gemaakt op de aanplakbiljetten waarbij de kiezers worden opgeroepen.

De oproepingsbrieven vermelden de dag waarop en het lokaal waarin de kiezer moet stemmen, de te verrichten benoemingen, de namen van de te vervangen leden en de uren van opening en sluiting van de stemming. Zij vermelden de naam, de voornamen, het beroep, de woonplaats, de plaats en datum van geboorte van de kiezer.

Het model van de oproepingsbrief wordt bij koninklijk besluit bepaald.

TITEL IV.

Kiesverrichtingen.

HOOFDSTUK I.

Handhaving van de orde.

108. De kiescolleges zijn alleen bevoegd voor de verkiezing waarvoor zij zijn opgeroepen.

De kiezers mogen zich niet doen vervangen.

109. De voorzitter van het stembureau neemt de nodige maatregelen om orde en rust te handhaven in de omgeving van het gebouw waar de verkiezing plaatsheeft.

Hij is tevens belast met de handhaving van de orde in het lokaal en kan die bevoegdheid wat het wachtlokaal betreft, aan een lid van het stembureau overdragen.

Alleen de kiezers van de stemafdeling en de kandidaten worden in het wachtlokaal toegelaten.

In het gedeelte van het lokaal waar wordt gestemd, worden de kiezers niet langer toegelaten dan nodig is om hun stembiljet in te vullen en in de bus te steken.

Het is hun niet geoorloofd gewapend op te komen.

In de vergaderzaal of in de nabijheid van het stemlokaal mag geen gewapende macht worden opgesteld zonder opvoering van de voorzitter.

De burgerlijke overheid en de militaire bevelhebbers zijn gehouden zijn opvoeringen op te volgen.

110. Hij die, zonder lid van het stembureau, kiezer van de stemafdeling of kandidaat te zijn, gedurende de kiesverrichtingen het lokaal van een der stemafdelingen betreedt, wordt op bevel van de voorzitter of van zijn gemachtigde uit het lokaal verwijderd; indien hij weerstand biedt of opnieuw binnentreedt, wordt hij gestraft met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

111. Zij die in het stemlokaal openlijk tekens van goedkeuring of afkeuring geven of op enigerlei wijze wanorde veroorzaken, worden door de voorzitter of zijn gemachtigde tot de orde geroepen; indien zij daarmee voortgaan, kan de voorzitter of zijn gemachtigde hen doen verwijderen, met dien verstande dat hij hen opnieuw moet binnenlaten om te stemmen.

Van het bevel tot verwijdering wordt in het proces-verbaal melding gemaakt en de schuldigen worden gestraft met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

112. De lijst van de kiezers der stemafdeling wordt in het wachtlokaal opgehangen. Dit voorschrift geldt eveneens voor de onderrichtingen (model I) en voor de tekst van titel V en van de artikelen 110 en 111.

113. Op de tafel van het stembureau wordt een exemplaar van dit wetboek gelegd. Voor de kiezers ligt een tweede exemplaar ter inzage in het wachtlokaal.

114. Niemand is gehouden het geheim van zijn stem bekend te maken, zelfs bij een gerechtelijk onderzoek of geschil of bij een parlementair onderzoek.

HOOFDSTUK II.

Kandidaatstelling en stembiljetten.

115. (De voordrachten van kandidaten worden aan de voorzitter van het hoofdbureau ter hand gesteld op zaterdag, de tweeëntwintigste, of op zondag, de eenentwintigste dag vóór de stemming, tussen 13 en 16 uur.

De verklaringen van lijstenverbinding, bedoeld in artikel 132 worden aan de voorzitter van het hoofdbureau dat in de provinciehoofdplaats zitting houdt, overhandigd op donderdag, de tiende dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur.

De aanwijzingen van getuigen worden door de voorzitter van het hoofdbureau in ontvangst genomen op dinsdag, de vijfde dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur.

Tenminste zesentwintig dagen vóór de verkiezing maakt de voorzitter van het hoofdbureau, onder vermelding van de hierboven bepaalde dagen en uren, bekend op welke plaats hij de voordrachten van kandidaten en de aanwijzingen van getuigen in ontvangst zal nemen. De bekendmaking vermeldt eveneens op welke plaats, dag en uren de voorzitter van het hoofdbureau dat in de provinciehoofdplaats zitting houdt, de verklaringen van lijstenverbinding in ontvangst zal nemen.

Wanneer de twintigste dag vóór de verkiezing een wettelijke feestdag is, worden alle kiesverrichtingen welke op deze dag moeten plaatshebben en die welke eraan voorafgaan, achtenveertig uren vervroegd.)

Aldus vervangen bij artikel 1, § 4 van de wet van 17 maart 1958.

115bis. (Ieder die Belgisch burger is door geboorte of door grote naturalisatie en volle eenentwintig jaar oud is, kan een voorstel indienen om de lijsten te verenigen met het oog op het verkrijgen van een gemeenschappelijk volgnummer. Bij gelijktijdige verkiezing voor de Kamer van Volksvertegen-

woordigers en de Senaat moet het voorstel betrekking hebben op de lijsten van de twee Kamers. Het moet gesteund zijn door ten minste vijf aftredende leden van elk der betrokken Kamers en de naam vermelden van de plaatsvervanger die bij verhindering van de voorsteller bevoegd is om in diens naam op te treden. Het wordt de vijfentwintigste dag vóór de stemming tussen 9 en 11 uur overhandigd aan de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde. Onmiddellijk na het verstrijken van deze termijn houdt de Minister een loting ter aanwijzing van de volgnummers die aan de verenigde lijsten zullen worden toegekend. De voorstellers of hun plaatsvervangers mogen bij deze verrichting aanwezig zijn, evenals de voorzitter van elk der betrokken Wetgevende Kamers, die daartoe moet worden uitgenodigd.

De Minister laat in het Belgisch Staatsblad van de tweede dag nadien een bekendmaking verschijnen, met opgave van de regelmatig ingediende voorstellen tot lijstenvereniging en van de volgnummers die aan de aldus verenigde lijsten zullen worden toegekend).

Ingevoegd bij artikel 1 van de wet van 16 mei 1949.

116. (De voordracht moet door ten minste vijfhonderd kiezers ondertekend worden in het arrondissement Brussel, door ten minste vierhonderd kiezers in de arrondissementen Antwerpen, Charleroi, Gent en Luik, door ten minste tweehonderd kiezers in de overige arrondissementen.)

Zij wordt aan de voorzitter van het hoofdbureau tegen ontvangstbewijs overhandigd door ten minste één van de drie ondertekenaars die door de kandidaten aangewezen zijn.

Zij vermeldt de naam, de geboortedatum, het beroep, de woonplaats en het volledig adres van de kandidaten, alsmede van de kiezers die hen voordragen. (De identiteit van de kandidaat gehuwde vrouw of weduwe mag worden voorafgegaan door de naam van haar echtgenoot of overleden echtgenoot.)

Wanneer het kiesarrondissement voor de Senaat twee kiesarrondissementen voor de Kamer omvat, geschieden de verrichtingen voor de senaatsverkiezing in elk van die arrondissementen geheel afzonderlijk, behalve voor de algemene telling van de stemmen en de afkondiging van de namen der gekozenen.

(De voordracht van de kandidaten voor de Senaat wordt in tweevoud opgemaakt en een exemplaar wordt overhandigd aan de voorzitter van elk der hoofdbureaus van de kiesarrondissementen voor de Kamer. Elk exemplaar wordt ondertekend door ten minste honderd kiezers voor de Senaat, ingeschreven op de lijsten van een der gemeenten behorende tot het kiesarrondissement voor de Kamer waar het exemplaar is neergelegd; in het kiesarrondissement voor de Senaat Charleroi-Thuin evenwel wordt elk exemplaar ondertekend door ten minste vierhonderd kiezers, waarvan driehonderd uit het arrondissement Charleroi en honderd uit het arrondissement Thuin.)

De voorzitter van het hoofdbureau van het tweede kiesarrondissement voor de Kamer geeft, onmiddellijk na het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijsten, per telegram met collationering aan de voorzitter van het kiescollege voor de Senaat kennis van de namen en voornamen van de op deze

lijsten toegelaten kandidaten voor de Senaat; indien bij het definitief afsluiten van de lijsten wijzigingen betreffende de kandidaten voor de Senaat zijn aangebracht, wordt daarvan onmiddellijk en op dezelfde wijze kennis gegeven aan de voorzitter van het kiescollege voor de Senaat.

(Alleen het hoofdbureau voor de Senaat is bevoegd om de verkiesbaarheid van de kandidaat-senatoren, titularissen of opvolgers, te beoordelen, zelfs wanneer zij tegelijkertijd als kandidaat-volksvertegenwoordiger, titularis of opvolger, in het tweede arrondissement worden voorgedragen.)

Indien kiezers die de voordracht doen, niet voorkomen op de lijsten van de gemeente die de hoofdplaats van het arrondissement is, wordt bij de voordracht een uittreksel gevoegd uit de kiezerslijst van de gemeente waar zij zijn ingeschreven.

Het bureau of de personen die bij artikel 119 gemachtigd zijn om de voordracht na te zien, mogen de hoedanigheid van kiezer niet betwisten van de ondertekenaars die als kiezer voorkomen op de lijsten van de parlementskiezers van een der gemeenten uit het arrondissement.

De voorgedragen kandidaten bewilligen in hun kandidaatsstelling door een ondertekende schriftelijke verklaring, die aan de voorzitter van het hoofdbureau wordt overhandigd binnen de tijd bepaald in artikel 115, eerste lid.

De bewilligende kandidaten wier namen voorkomen op een zelfde voordracht, worden geacht een enkele lijst te vormen.

In hun verklaring van bewilliging wijzen de kandidaten uit de kiezers die hun voordracht hebben ondertekend, drie personen aan, die zij machtigen om de voordracht in te dienen.

Zij kunnen in hun verklaring een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de vergaderingen van het hoofdbureau, voorgeschreven bij de (artikelen 119, 124 en 163) bij te wonen; indien bepaalde kandidaten in afzonderlijke verklaringen van bewilliging verschillende personen hebben aangewezen, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht. Het derde lid van artikel 131 is niet van toepassing op die getuigen. Dezen hebben het recht hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen opnemen.

(Indien de kandidaten zich wensen aan te sluiten bij een van de voorstellen tot lijstenvereniging, bedoeld in artikel 115bis, moeten zij zulks in hun verklaring van bewilliging te kennen geven.)

Op een zelfde lijst mogen niet meer kandidaten voorkomen dan er leden te kiezen zijn.

Bij gelijktijdige verkiezing voor de Senaat en voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden er geheel afzonderlijke voordrachten opgemaakt voor elke Kamer.

Het eerste, derde en vijfde lid aldus vervangen bij artikel 1 van de wet van 13 april 1936, het derde lid daarenboven aangevuld bij artikel 1 van de wet van 7 juli 1969, het zevende lid ingevoegd en het dertiende lid aldus gewijzigd respect. bij artikel 1, b, en 1, c van de wet van 17 mei 1949, het veertiende lid ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 16 mei 1949.

117. Bij het voordragen van kandidaten voor de mandaten van volksvertegenwoordiger of senator mogen, tegelijkertijd en met inachtneming van dezelfde vormen, kandidaat-opvolgers voorgedragen worden. Zij moeten, op straffe van nietigheid, voorgedragen worden in dezelfde akte als de kandidaat-titularissen en de samen voorgedragen kandidaten van beide categorieën moeten daarin afzonderlijk worden gerangschikt met nauwkeurige aanduiding van elke categorie.

Er mogen niet meer kandidaat-opvolgers zijn dan tweemaal het aantal kandidaat-titularissen die in dezelfde akte worden voorgedragen, en niet meer dan zes.

De voordracht van de kandidaten, titularissen en opvolgers, wijst de volgorde aan waarin deze kandidaten in elk van de twee categorieën worden voorgedragen.

Een kiezer mag niet meer dan één voordracht voor dezelfde verkiezing ondertekenen. De kiezer die dit verbod overtreedt, is strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 202.

118. Een kandidaat mag in hetzelfde arrondissement niet voorkomen op meer dan een lijst; wel mag hij tegelijk als titularis en als opvolger op dezelfde lijst voorgedragen worden.

Niemand mag tegelijk in meer dan een kiescollege voorgedragen worden. Het is echter geoorloofd tegelijk voorgedragen te worden enerzijds als titularis of opvolger dan wel als titularis en opvolger voor een van beide Kamers in één kiescollege, en anderzijds als opvolger voor de andere Kamer in hetzelfde kiescollege of als opvolger voor de ene of de andere Kamer in een tweede kiescollege.

(De bewilligende kandidaat die een van de verbodsbepalingen van de twee vorige leden overtreedt, is strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 202. Zijn naam wordt geschrapt van alle lijsten waarop hij voorkomt. Om die schrapping te verzekeren doet de voorzitter van het kiescollege, onmiddellijk na het verstrijken van de termijn voor het indienen van de kandidatenlijsten, langs de snelste weg een uittreksel uit alle ingediende lijsten toekomen aan de minister van Binnenlandse Zaken. Dit uittreksel bevat de naam, de eerste voornaam en de geboortedatum van de kandidaten. In voorkomend geval, geeft de minister van Binnenlandse Zaken uiterlijk de zeventiende dag vóór de stemming, te 16 uur, kennis van de gevallen van meervoudige kandidaatstelling aan de voorzitter van het kiescollege.)

Het derde lid aldus vervangen bij artikel 4 van de wet van 16 mei 1949.

118bis. (De voorzitter van het hoofdbureau vermeldt onderaan op de lijstuittreksels die krachtens het vorige artikel aan de minister van Binnenlandse Zaken worden meegegeeld, het voorstel tot lijstenvereniging waarbij de kandidaten verklaard hebben zich te willen aansluiten.)

De twintigste dag vóór de stemming, van 15 tot 18 uur, en de negentiende dag, van 9 tot 12 uur, mogen de voorstellers van een lijstenvereniging of hun plaatsvervangers op het ministerie van Binnenlandse Zaken inzage nemen van de meegedeelde lijstuittreksels en verklaringen van aansluiting.

Zij zijn gehouden binnen die termijnen, onderaan op elk lijstuitreksel dat hen betreft, te vermelden of zij aanvaarden dat de lijst deel uitmaakt van de door hen voorgestelde lijstenvereniging. De door de plaatsvervanger gedane verklaringen van aanvaarding of van afwijzing zijn geldig, tenzij de voorsteller zelf ze vóór het verstrijken van de termijn teniet doet. De niet uitdrukkelijk aanvaarde lijsten maken geen deel uit van de lijstenvereniging.

De minister doet in het Belgisch Staatsblad van de zeventiende dag vóór de stemming een tabel verschijnen, waarin, door vermelding van de naam der eerste twee kandidaten van elke lijst de samenstelling van de verschillende lijstenverenigingen aangegeven wordt en waarin de toe te kennen volgnummers nogmaals voorkomen.)

Ingevoegd bij artikel 5 van de wet van 16 mei 1949.

119. (De kandidaten en de kiezers die de voordrachten van kandidaten hebben ingeleverd, mogen ter plaatse inzage nemen van alle ingediende voordrachten en schriftelijk hun opmerkingen aan het hoofdbureau meedelen.

Dit recht kan uitgeoefend worden gedurende de termijn bepaald voor de inlevering van de voordrachten en gedurende twee uren na het verstrijken van die termijn.

Het kan ook nog uitgeoefend worden de twintigste dag vóór de stemming, van 13 tot 16 uur.

Na het verstrijken van deze termijn sluit het hoofdbureau de kandidatenlijst voorlopig af.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

119bis. (Aan de verkiesbaarheidsvereisten moet uiterlijk op de dag van de verkiezing voldaan zijn.

Het hoofdbureau kan de kandidaten afwijzen die op deze dag de vereiste leeftijd nog niet bereikt zullen hebben of nog van het verkiesbaarheidsrecht uitgesloten of in de uitoefening ervan geschorst zullen zijn; het is niet bevoegd om over de andere verkiesbaarheidsvereisten te oordelen.)

Ingevoegd bij artikel 1, § 5 van de wet van 17 maart 1958.

120. (Wanneer het hoofdbureau de voordracht van bepaalde kandidaten onregelmatig verklaart, worden de redenen van die beslissing in het proces-verbaal opgenomen en onmiddellijk wordt een uittreksel hieruit, met de woordelijke opgave van de aangevoerde redenen, bij aangetekende brief toegezonden aan de kiezer die de akte waarop de afgewezen kandidaten voorkomen heeft ingeleverd.

Is de inlevering door twee of drie ondertekenaars gedaan, dan wordt de brief gericht aan de indiener die de kandidaten (in de akte van bewilliging) als eerste hebben aangewezen.

Wanneer de onverkiesbaarheid van een kandidaat als reden is aangevoerd, wordt het uittreksel uit het proces-verbaal op dezelfde wijze ook aan die kandidaat gestuurd.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949; het tweede lid daarna aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 25° van deze wet.

121. (Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingeleverd of, bij hun onstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten kunnen de negentiende dag vóór de stemming, tussen 13 en 15 uur, op de plaats aangewezen voor het inleveren van de voordrachten, bij de voorzitter van het hoofdbureau tegen ontvangstbewijs een met redenen omkleed bezwaarschrift tegen de aanvaarding van bepaalde kandidaturen indienen.)

De voorzitter van het hoofdbureau geeft aan de kiezer die de betwiste voordracht heeft ingeleverd, onmiddellijk bij aangetekende brief kennis van het bezwaar, onder vermelding van de aangevoerde redenen. Is de inlevering door twee of drie ondertekenaars gedaan, dan wordt de brief gericht aan de indicer die de kandidaten in de voordracht als eerste hebben aangewezen.

Wanneer de verkiesbaarheid van een kandidaat wordt betwist, wordt ook hij op dezelfde wijze daarover rechtstreeks ingelicht.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

122. (Indien het hoofdbureau bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst bepaalde kandidaten wegens onverkiesbaarheid afgewezen heeft of indien een bezwaarschrift, gegrond op de onverkiesbaarheid van een kandidaat, overeenkomstig artikel 121 is ingediend, verzoekt de voorzitter van dat bureau het gemeentebestuur van de woonplaats van de kandidaat, telegrafisch of bij een door de secretaris van het bureau gedragen schriftelijke vordering, hem terstond per aangetekende expresbrief toe te zenden een voor eensluidend verklaard afschrift van of uittreksel uit alle stukken die dat bestuur in zijn bezit heeft en die omtrent de verkiesbaarheid van de kandidaat nadere aanwijzingen kunnen verschaffen.)

Heeft deze kandidaat zijn woonplaats niet sedert ten minste vijftien dagen in de gemeente en zijn de stukken waaruit onverkiesbaarheid kan blijken, nog niet bij het gemeentebestuur ingekomen, dan zendt dit de tekst van het telegram of van de vordering telegrafisch door aan het gemeentebestuur van de vorige woonplaats.

De voorzitter kan, indien hij het dienstig acht, andere onderzoekingen instellen zowel over de verkiesbaarheid van de betrokken kandidaten als over de andere aangevoerde onregelmatigheden.

Alle stukken die ter uitvoering van dit artikel worden aangevraagd, worden kosteloos afgegeven.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

123. (Zij die de aanvaarde of afgewezen lijsten hebben ingeleverd, of, bij hun onstentenis, een van de erop voorkomende kandidaten kunnen de zeventiende dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur, op de plaats aangewezen voor het inleveren van de voordrachten, bij de voorzitter van het hoofdbureau tegen ontvangstbewijs een memorie indienen tot betwisting van de onregelmatigheden waarmee bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst rekening is gehouden of die de dag na die afsluiting ingeroepen zijn. Wanneer de onregelmatigheid gelegen is in onverkiesbaarheid van een kandidaat, kan een memorie worden ingediend met inachtneming van dezelfde regels.

De in het vorige lid bedoelde personen kunnen in voorkomend geval een verbeterings- of aanvullingsakte indienen.

De verbeterings- of aanvullingsakte is alleen dan ontvankelijk wanneer de voordracht ofwel een of meer op de voordracht voorkomende kandidaten afgewezen zijn om een van de volgende redenen :

1. Gemis van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers;

2. Te groot aantal kandidaat-titularissen of kandidaat-opvolgers;

3. Gemis van regelmatige bewilliging;

4. Geen of onvoldoende vermelding van de naam, de vooramen, het beroep en de woonplaats van de kandidaten of van de tot inlevering der akte gemachtigde kiezers;

5. Niet-nakoming van de regels omtrent de rangschikking van de kandidaten of de schikking van hun namen.

De verbeterings- of aanvullingsakte mag noch de naam van een nieuwe kandidaat bevatten, noch de in de afgewezen akte aangenomen volgorde van de voordracht wijzigen.

Vermindering van een te groot aantal kandidaat-titularissen of -opvolgers is slechts mogelijk, wanneer uit een schriftelijke verklaring van een kandidaat blijkt dat hij zijn bewillingsakte intrekt.

De geldige handtekeningen van de voordragende kiezers en van de bewilligende kandidaten, alsmede de regelmatige vermeldingen in de afgewezen voordracht, blijven van kracht, indien de verbeterings- of aanvullingsakte aanvaard wordt.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

124. (Het hoofdbureau vergadert de zeventiende dag vóór de stemming, te 16 uur.

In voorkomend geval, onderzoekt het de stukken die de voorzitter overeenkomstig de artikelen 121, 122 en 123 ontvangen heeft, en beslist erover na de betrokkenen te hebben gehoord indien zij het verlangen. Het verbetert de kandidatenlijst, indien daartoe grond bestaat, en sluit ze daarna definitief af.

Tot deze vergadering worden enkel toegelaten zij die de lijsten hebben ingeleverd of, bij hun onstentenis, de kandidaten die een stuk als bepaald bij de artikelen 121 en 123 hebben overhandigd, alsmede de getuigen door de kandidaten van die lijsten krachtens artikel 116 aangewezen.

Indien de verkiesbaarheid van een kandidaat wordt betwist, mogen ook die kandidaat en de indiener van het bezwaar, hetzij persoonlijk, hetzij bij gemachtigde, de vergadering bijwonen. Hun aanwezigheid, hetzij persoonlijk, hetzij bij gemachtigde, is een vereiste voor de ontvankelijkheid van het beroep waarvan sprake is in artikel 125.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

125. (Wanneer het hoofdbureau een kandidatuur verworpt wegens onverkiesbaarheid van de kandidaat, wordt hiervan in het proces-verbaal melding gemaakt en, indien de afgewezen kandidaat aanwezig of vertegenwoordigd is, verzoekt de voorzitter de kandidaat of zijn gemachtigde desverlangd op het proces-verbaal een verklaring van beroep te ondertekenen.

Wanneer een bezwaar, gegrond op de onverkiesbaarheid van een kandidaat, afgewezen wordt, dient dezelfde procedure te worden toegepast en de indiener van het bezwaar of zijn gemachtigde wordt verzocht een verklaring van beroep te ondertekenen, indien hij het verlangt.

In geval van beroep wordt de zaak, zonder dagvaarding of oproeping, vóór de eerste kamer van het hof van beroep van het rechtsgebied gebracht op de dertiende dag vóór de verkiezing, te 10 uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is.

Beslissingen van het hoofdbureau die geen betrekking hebben op de verkiesbaarheid van kandidaten, zijn niet vatbaar voor beroep.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949, het vierde lid toegevoegd bij artikel 1, § 6 van de wet van 17 maart 1958.

125bis. (De zestiende dag vóór de verkiezing houdt de voorzitter van het hof van beroep zich, tussen 11 en 13 uur, in zijn kabinet ter beschikking van de voorzitters der hoofdbureaus van zijn rechtsgebied, om er uit hun handen te ontvangen een uitgifte van de processen-verbaal houdende de verklaringen van beroep, alsmede alle stukken betreffende de geschillen waarvan de hoofdbureaus kennis hebben gehad.

Bijgestaan door zijn griffier, maakt hij van deze overhandiging akte op.)

Ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

125ter. (De voorzitter van het hof van beroep brengt de zaak op de rol van een terechtzitting van de eerste kamer van dit hof, die moet plaatshebben op de dertiende dag vóór de verkiezing, te 10 uur 's morgens, zelfs indien die dag een feestdag is.

De eerste kamer van het hof onderzoekt de zaken van verkiesbaarheid met voorrang boven alle andere.

Ter openbare terechtzitting doet de voorzitter voorlezing van de stukken van het dossier. Hij verleent vervolgens het woord aan de eiser in beroep en eventueel aan de verweerder; dezen mogen zich laten vertegenwoordigen en bijstaan door een raadsman.

Het hof, het advies van de procureur-generaal gehoord, beslist staande de vergadering bij een arrest, dat ter openbare terechtzitting wordt voorgelezen; dit arrest wordt niet betekend aan de betrokkene, maar neergelegd ter griffie van het hof, waar hij er kosteloos inzage van kan nemen.

Het beschikkende gedeelte van het arrest wordt door de zorg van het openbaar ministerie telegrafisch ter kennis van de voorzitter van het betrokken hoofdbureau gebracht ter plaatse door deze aangewezen.

Het dossier van het hof wordt, met een uitgifte van het arrest, binnen acht dagen toegezonden aan de griffier van de vergadering die belast is met het onderzoek van de geloofsbrief van de gekozenen.)

Ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

125quater. (Tegen de arresten bedoeld in artikel 125ter staat geen rechtsmiddel open.)

Ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 17 mei 1949.

126. Indien niet meer dan één lijst is ingediend en er evenveel kandidaat-titularissen als mandaten van titularis zijn, worden deze kandidaten zonder meer door het hoofdbureau gekozen verklaard. De kandidaat-opvolgers worden eerste, tweede, derde opvolger, enz. verklaard in de volgorde van de voordracht.

Indien er in hetzelfde geval minder kandidaat-titularissen dan mandaten van titularis zijn, worden gekozen verklaard de kandidaat-titularissen, en subsidiair, in de volgorde van de voordracht, zoveel kandidaat-opvolgers als er nog zetels toe te kennen zijn. De overige kandidaten worden eerste, tweede, derde opvolger, enz. verklaard in de volgorde van de voordracht.

Wanneer verscheidene lijsten regelmatig zijn voorgedragen en er niet meer kandidaat-titularissen en -opvolgers dan toe te kennen mandaten van titularis zijn, worden die kandidaten zonder meer door het hoofdbureau gekozen verklaard als titularis.

Het proces-verbaal van de verkiezing staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau ondertekend, wordt onmiddellijk aan de griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat gezonden, tegelijk met de voordrachten. Uittreksels uit het proces-verbaal worden onmiddellijk aan de gekozenen gezonden en in elke gemeente van het arrondissement door aanplakking bekendgemaakt.

(. . .).

Het vijfde lid opgeheven bij artikel 8, c, van de wet van 15 mei 1949.

127. Indien er meer kandidaat-titularissen en -opvolgers dan toe te kennen mandaten van titularis zijn, maakt het hoofdbureau onmiddellijk het stembiljet op overeenkomstig het bij dit wetboek gevoegde model II.

De kandidatenlijst wordt onverwijld aangeplakt in alle gemeenten van het kiescollege. Het aanplakbiljet vermeld met vette letter in zwarte inkt de naam van de kandidaten in dezelfde vorm als hieronder voor het stembiljet wordt bepaald, alsmede hun voornamen, hun beroep en hun woonplaats. De bij dit wetboek gevoegde onderrichtingen (model I) worden daarop ook overgenomen. Vanaf de vijftiende dag voor de stemming deelt de voorzitter van het hoofdbureau de officiële kandidatenlijst mee aan de kandidaten en aan de kiezers die hen hebben voorgedragen, indien zij het vragen.

128. (De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst. Boven de naam van elke alleenstaande kandidaat en boven elke kandidatenlijst staan een stemvak en een volgnummer in Arabische cijfers van ten minste een centimeter hoogte en vier millimeter breedte.

Naast de naam van iedere kandidaat staat een kleiner stemvak, behalve naast die van alleenstaande kandidaten die zonder opvolger zijn voorgedragen.

De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en van 4 mm diameter.

De namen van de kandidaat-titularissen en van de kandidaat-opvolgers worden in de volgorde van de voordracht vermeld in de kolom bestemd voor de lijst waartoe zij behoren. Boven de namen van de kandidaat-opvolgers wordt de vermelding « opvolgers » geplaatst.

De lijsten worden op het stembiljet gerangschikt in de volgorde van de nummers.

De verenigde lijsten krijgen het volgnummer dat vermeld is in de tabel bedoeld in artikel 118bis en geen enkele andere lijst kan een van de in die tabel bepaalde nummers verkrijgen, zelfs indien geen verenigde lijsten in het arrondissement zijn ingediend.

De volgende nummers worden bij opeenvolgende lotingen toegekend aan de andere lijsten. Een eerste loting geschiedt onder de lijsten die door dezelfde kiezers tegelijk voor beide Kamers zijn voorgedragen; de volgende loting geschiedt voor de volledige lijsten die op dat ogenblik nog geen volgnummer hebben, terwijl de laatste loting beperkt blijft tot de onvolledige lijsten die zich in hetzelfde geval bevinden.

Het bureau kan zo nodig beslissen dat twee of meer van die onvolledige lijsten in een zelfde kolom worden ondergebracht. Indien daartoe reden is, bepaalt het bij speciale lotingen de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in deze kolommen zullen worden opgenomen.

Voor de toepassing van de vorige bepalingen worden alleenstaande kandidaten geacht een onvolledige lijst te vormen.

Wanneer de verkiezing voor de Senaat plaatsheeft in een kiescollege dat twee kiesarrondissementen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers omvat, wordt het stembiljet voor de Senaat het eerst opgemaakt en geeft de voorzitter van het hoofdbureau voor de Senaat onmiddellijk aan de voorzitter van het tweede kiescollege voor de Kamer kennis van de omtrent het stembiljet genomen beslissingen.

Onverschillig welk stembiljet eerst opgemaakt is, kunnen de daarop toegekende volgnummers, met uitzondering van de nummers der lijstenverenigingen en van de nummers toegekend aan lijsten die door dezelfde kiezers zijn voorgedragen, niet meer worden gegeven aan lijsten van het andere stembiljet. Voor deze lijsten geschiedt de loting over de nummers die onmiddellijk volgen op het laatste nummer van het eerste stembiljet.)

Aldus vervangen bij artikel 1, § 7 van de wet van 17 maart 1958.

128bis. (In geval van beroep verdaagt het hoofdbureau de verrichtingen, bepaald in de artikelen 126, 127 en 128, en het vergadert de dertiende dag vóór de verkiezing, te 18 uur, om tot die verrichtingen te kunnen overgaan zodra het in kennis is gesteld van de beslissingen van het hof van beroep. In dat geval geschiedt de mededeling van de lijsten waarvan sprake is in artikel 127, tweede lid, vanaf de twaalfde dag vóór de stemming.

Bij gelijktijdige verkiezing voor beide Kamers echter nummert het bureau de lijsten onmiddellijk. De desbetreffende beslissingen zijn definitief. Wordt ingevolge de beslissingen van het hof van beroep een volledige lijst afgewezen, dan blijft de nummering voortbestaan voor de andere lijsten die op hetzelfde stembiljet moeten voorkomen, alsmede voor de lijsten die voor de andere Kamer zijn voorgedragen en waarop de nummering enige invloed heeft kunnen uitoefenen.)

Ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 17 mei 1949.

129. De voorzitter laat de biljetten met zwarte inkt op stempapier drukken.

Het papier van de biljetten voor de Senaat is gekleurd, dat voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers is wit.

Het is verboden enig ander stembiljet te bezigen.

Daags vóór de stemming zendt de voorzitter van het hoofdbureau de voor de verkiezing nodige stembiljetten in verzegelde omslag aan de voorzitter van elke stemafdeling; op de omslag worden vermeld het adres en het aantal ingesloten stembiljetten. De omslag mag niet worden ontzegeld en geopend dan in aanwezigheid van het regelmatig samengestelde stembureau. De stembiljetten worden onmiddellijk nageteld en de uitslag wordt in het proces-verbaal opgetekend.

De voorzitter van het hoofdbureau zendt terzelfdertijd aan de voorzitter van elk stemopnemingsbureau het formulier dat hij heeft laten opmaken overeenkomstig de voorschriften van artikel 161 en dat de voorzitters van de stemopnemingsbureaus na de stemopneming moeten invullen.

130. De Staat levert het papier voor de stembiljetten. Afmetingen en kleur worden bepaald bij koninklijk besluit. Zij moeten in een zelfde kiescollege voor dezelfde stemming dezelfde zijn.

De stembussen, schotten, lessenaars, omslagen en potloden worden volgens de door de Regering goedgekeurde modellen door de gemeente geleverd.

Alle andere verkiezingsuitgaven, uitgezonderd de in artikel 101 bedoelde vergoedingen die door de Staat worden betaald, zijn insgelijks ten laste van de gemeente.

131. Vijf dagen vóór de verkiezing wijzen de kandidaten ten hoogste één getuige en één plaatsvervangend getuige per stembureau aan om de stemverrichtingen bij te wonen.

Kandidaten die te zamen zijn voorgedragen, mogen slechts één getuige en één plaatsvervangend getuige per stembureau aanwijzen.

Indien voor een zelfde bureau meer dan drie getuigen door alleenstaande kandidaten zijn voorgedragen, vermindert het hoofdbureau hun aantal tot drie door middel van een loting, waarbij de geweerde getuigen eventueel voor een ander stembureau van hetzelfde kieskanton worden aangewezen. De voorzitter van het hoofdbureau geeft hun daarvan dadelijk bericht. De loting geschiedt onmiddellijk na het verstrijken van de termijn die voor het in ontvangst nemen van de getuigenaanwijzingen is gesteld, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De kandidaten beslissen voor iedere getuige in welk stembureau hij tijdens de hele duur van de verrichtingen zijn opdracht zal vervullen. Zij geven hiervan zelf kennis aan de door hen aangewezen getuigen. Deze kennisgeving, door een van de kandidaten ondertekend, wordt medeondertekend door de voorzitter van het hoofdbureau.

De getuigen moeten kiezer voor de Wetgevende Kamers zijn in het arrondissement.

Zij hebben het recht de omslagen waarvan sprake is in de artikelen 147, 162 en 175, te verzegelen en hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen opnemen.

De kandidaten kunnen als getuige of als plaatsvervangend getuige worden aangewezen, zelfs indien zij geen kiezer zijn.

132. Bij de verkiezingen voor de gehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat kunnen de kandidaten van een lijst, met instemming van de kiezers die hen voorgedragen hebben, verklaren dat zij, met het oog op de zetelverdeling, zich verbinden met de bij name aan te wijzen kandidaten van lijsten die in andere kiesarrondissementen van dezelfde provincie zijn voorgedragen.

133. (De verklaring van lijstenverbinding is slechts ontvankelijk, indien de kandidaten zich in hun akte van bewilliging het gebruik van het hun bij artikel 132 verleende recht hebben voorbehouden en indien de akte van voordracht hen daartoe machtigt. Zij moet, op straffe van nietigheid, door alle kandidaat-titularissen of door twee van de eerste drie kandidaat-titularissen van de lijst ondertekend zijn en de kandidaat-titularissen of twee van de eerste drie kandidaat-titularissen van de aangewezen lijst of lijsten moeten bij een soortgelijke verklaring en onder dezelfde voorwaarden hun instemming betuigen.)

Een lijst kan zich niet verbinden met twee of meer lijsten die niet onderling verbonden zijn.

Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, § 8 van de wet van 17 maart 1958.

134. (De wederzijdse verklaringen van lijstenverbinding mogen bij een zelfde akte worden gedaan.

Indien een van de daarin opgenomen lijsten wordt afgewezen, blijft de verklaring gelden voor de andere lijsten van de groep.

Evenzo, wanneer een kandidaat onverkiesbaar wordt bevonden, blijft de bindingsverklaring gelden voor de andere kandidaten van de lijst.

In de verklaringen mogen voor de gehele groep een getuige en een plaatsvervangend getuige aangewezen worden om de verrichtingen van het provinciaal centraal bureau bij te wonen. Die getuigen moeten, tenzij zij zelf kandidaat zijn, parlementskiezer zijn in een van de arrondissementen der provincie.

De getuigen die overeenkomstig artikel, 116, twaalfde lid, door de kandidaten die geen verklaring van lijstenverbinding hebben afgelegd in arrondissementen waar andere kandidaten zulks wel hebben gedaan, aangewezen zijn om de vergaderingen van het hoofdbureau bij te wonen tijdens de verrich-

tingen bepaald in de artikelen 119, 124 en 163, zijn tevens van rechtswege aangewezen om de verrichtingen van het provinciaal centraal bureau bij te wonen.)

Aldus vervangen bij artikel 4 van de wet van 17 mei 1949.

135. De voorzitters van de hoofdbureaus in arrondissementen waar een of meer kandidaten zich het recht hebben voorbehouden om een verklaring van lijstenverbinding af te leggen, zenden aan de voorzitter van het provinciaal centraal bureau de kandidatenlijst, zodra deze overeenkomstig (artikel 124) definitief is afgesloten, of brengen te zijner kennis dat de verkiezing, krachtens artikel 126, eerste tot derde lid, zonder strijd is verlopen, in welk geval het voorbehoud van verklaring van lijstenverbinding vervalt.

Aldus gewijzigd bij artikel 4bis van de wet van 17 mei 1949.

136. (De verklaringen van lijstenverbinding moeten door ten minste een van de kandidaten aan de voorzitter van het provinciaal centraal bureau op het gestelde uur worden overhandigd. Er wordt een ontvangstbewijs van afgegeven.)

Dat bureau maakt onmiddellijk, in bijzijn van de getuigen indien er zijn aangewezen, de tabel op van de verbonden lijsten en stuurt aan de voorzitters van de arrondissementscolleges afschrift van de lijsten waarop kandidaten uit hun gebied voorkomen. Deze voorzitters laten de lijsten onmiddellijk in alle gemeenten van het kiesarrondissement aanplakken.

Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 1, § 9 van de wet van 17 maart 1958.

137. Op deze tabel wordt elke groep van verbonden lijsten aangewezen met de letters A, B, C, enz., naar de orde van de indeling der lijsten op het stembiljet, zoals zij overeenkomstig artikel 128 door het hoofdbureau van de provinciehoofdplaats is vastgesteld.

HOOFDSTUK III.

Inrichting van de stemlokalen en stemming.

138. Het stemlokaal en de stemhokjes worden ingericht volgens model III.

Afmetingen en schikking mogen echt worden gewijzigd volgens de vereisten van de lokalen.

139. Er is ten minste één stemhokje per honderd vijftig kiezers.

140. De onderrichtingen (model I) worden in het wachtlokaal aangeplakt.

141. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar zij op de kiezerslijst zijn ingeschreven, hebben voor de reis naar en van het stemlokaal recht op kosteloos vervoer op de lijnen van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, van het station het dichtst bij hun verblijfplaats tot het station het dichtst bij de plaats waar zij hun kiesrecht moeten uitoefenen, zulks volgens regels bij koninklijk besluit vast te stellen.

142. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur.

Bij het begin van de stemming of gedurende de verrichtingen kan de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, de namen van de kiezers laten afroepen in de volgorde waarin zij zijn ingeschreven op de krachtens artikel 112 opgehangen lijst.

Na de afroeping worden de kiezers die niet geantwoord hebben, tot de stemming toegelaten tot 13 uur. Kiezers die zich echter vóór 13 uur in het lokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

(Naarmate de kiezers zich aanmelden, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitskaart, houdt de secretaris aantekening van hun naam op de afroepingslijst; de voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter doet hetzelfde op een andere lijst van de kiezers der stemafdeling, na zich te hebben vergewist dat de opgaven van de lijst overeenstemmen met de vermeldingen van de oproepingsbrief en van de identiteitskaart.) De namen van de kiezers die niet ingeschreven zijn op de kiezerslijst van de stemafdeling maar door het stembureau tot de stemming zijn toegelaten, worden op beide lijsten ingeschreven.

De kiezer die niet voorzien is van zijn oproepingsbrief kan tot de stemming toegelaten worden, indien zijn identiteit en zijn kiesbevoegdheid door het bureau worden erkend.

De voorzitters, de secretarissen, de getuigen en de plaatsvervangende getuigen stemmen in de afdeling waar zij hun opdracht vervullen.

(Hij die niet ingeschreven is op de aan de voorzitter bezorgde lijst, wordt niet tot de stemming toegelaten dan na overlegging hetzij van een uittreksel uit een arrest waarbij zijn inschrijving wordt bevolen of van een verklaring van de arrondissementscommissaris waarbij het bestaan van een dergelijk arrest wordt bevestigd, hetzij van een getuigschrift van die ambtenaar waarbij bevestigd wordt dat de betrokkene het recht heeft te stemmen omdat hij, ingeschreven op de vorige kiezerslijsten, tegen zijn schrapping beroep heeft ingesteld en daarop nog niet is beschikt.)

Ondanks de inschrijving op de lijst mag het stembureau niet tot de stemming toelaten : degenen van wie het hof van beroep de schrapping heeft uitgesproken bij een arrest waaruit een uittreksel is overgelegd of waarvan het bestaan door een getuigschrift van de arrondissementscommissaris is bevestigd; degenen die voor de eerste maal op de kiezerslijsten zijn ingeschreven en tegen wie beroep tot schrapping is ingesteld, waarover nog geen einduitspraak is gedaan en waarvan het bestaan blijkt uit een getuigschrift van de arrondissementscommissaris; degenen die onder toepassing vallen van een der bepalingen van de artikelen 6, 7 en 9 en wier onbekwaamheid blijkt uit een stuk waarvan de wet de afgifte voorschrijft; degenen van wie bewezen is hetzij door stukken, hetzij door eigen bekentenis, dat zij op de dag van de verkiezing de stemgerechtigde leeftijd niet hebben bereikt of dezelfde dag reeds in een andere afdeling of een andere gemeente hebben gestemd.

De eerste volzin van het vierde lid aldus vervangen bij artikel 1, 1° van de wet van 26 december 1950, het zevende lid aldus vervangen bij artikel 1, § 10 van de wet van

17 maart 1958 en de leden 9 tot 11 opgeheven bij artikel 1 van de wet van 3 juli 1969.

143. De kiezer ontvangt een stembiljet uit de handen van de voorzitter, in voorkomend geval één voor elke Wetgevende Kamer.

Deze biljetten, na rechthoekig in vieren te zijn dichtgevouwen zodanig dat de stemvakken bovenaan op de lijsten zich aan de binnenzijde bevinden, worden open voor de voorzitter gelegd, die ze in dezelfde vouwen weer toevouwt; zij worden aan de keerzijde gemerkt met een stempel dragende de naam van het kanton waar de stemming plaats heeft en de datum van de verkiezing. Het bureau wijst ten minste vijf plaatsen aan waar de stempel mag worden aangebracht; daarna wordt de plaats door het lot bepaald. Deze loting wordt, op verzoek van een der leden van het stembureau of van een getuige, eens of meermaals herhaald gedurende de verrichtingen. Oordeelt het stembureau een dergelijk voorstel niet dadelijk te kunnen aannemen, dan kan het lid van het stembureau of de getuige eisen dat de redenen van de weigering in het proces-verbaal worden opgenomen.

De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar een van de stemhokjes; hij brengt er zijn stem uit, toont aan de voorzitter ieder behoorlijk opnieuw in vieren gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stembus, nadat de voorzitter of een door hem aangesteld bijzitter de oproepingsbrief heeft gemerkt met de in het vorige lid vermelde stempel. Het is hem verboden zijn stembiljet bij het verlaten van het stemhokje op zodanige wijze open te vouwen dat de door hem uitgebrachte stem bekend wordt. Doer hij zulks, dan neemt de voorzitter het opgevouwen biljet terug, dat onmiddellijk onbruikbaar wordt gemaakt, en hij verplicht de kiezer opnieuw te stemmen.

Bij gelijktijdige verkiezing voor beide Kamers worden twee stembussen gebruikt, één voor de biljetten van de Senaat en één voor die van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Een kiezer die wegens een lichaamsgebrek niet in staat is om zich alleen naar het stemhokje te begeven of om zelf zijn stem uit te brengen, mag zich met toestemming van de voorzitter door iemand laten geleiden of bijstaan. Beider naam wordt in het proces-verbaal vermeld.

Betwist een bijzitter of een getuige de echtheid of de ernst van het aangevoerde lichaamsgebrek, dan beslist het stembureau en zijn met redenen omklede beslissing wordt in het proces-verbaal opgenomen.

144. De kiezer mag niet meer dan een stem uitbrengen voor de toekenning van de mandaten van titularis en één stem voor de opvolging.

Kan hij zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaat-titularissen en -opvolgers op de door hem gesteunde lijst voorkomen, dan brengt hij zijn stem uit in het stemvak bovenaan op die lijst.

Kan hij zich enkel verenigen met de volgorde van de kandidaat-titularissen en wil hij die van de opvolgers wijzigen, dan geeft hij een naamstem aan een opvolger van de lijst.

Kan hij zich enkel verenigen met de volgorde van de kandidaat-opvolgers en wil hij die van die titularissen wijzigen, dan geeft hij een naamstem aan de titularis zijner keuze.

Kan hij zich ten slotte niet verenigen met de volgorde, noch van de titularissen, noch van de opvolgers en wil hij die volgorde wijzigen, dan brengt hij een naamstem uit op een titularis en een op een opvolger van dezelfde lijst.

De naamstem wordt uitgebracht in het stemvak naast de naam van de kandidaat-titularis of -opvolger aan wie de kiezer zijn stem wil geven.

Het stemmerk, zelfs op onvolmaakte wijze aangebracht, is geldig, tenzij het voornemen om het stembiljet herkenbaar te maken duidelijk blijkt.

145. De kiezer die door onoplettendheid het hem overhandigde stembiljet beschadigt, kan aan de voorzitter een ander vragen, tegen teruggave van het eerste, dat onmiddellijk onbruikbaar gemaakt wordt.

De voorzitter schrijft op de stembiljetten die ter uitvoering van het vorige lid en van het derde lid van artikel 143, zijn teruggenomen, de vermelding : « Teruggenomen stembiljet » en parafeert ze.

146. Wanneer de stemming gesloten is, maakt het stembureau aan de hand van de lijsten, door de voorzitter of een bijzitter en door de secretaris gehouden, een staat op van de kiezers die op de kiezerslijsten van de stemafdeling voorkomen en niet aan de verkiezing hebben deelgenomen. Deze staat, ondertekend door alle leden van het stembureau, wordt door de voorzitter van het bureau binnen drie dagen toegezonden aan de vrederechter van het kanton. De voorzitter vermeldt op de staat de gemaakte opmerkingen en voegt er de verantwoordingstukken bij, die de afwezigen hem hebben doen geworden.

Hij voegt daarbij een opgave van de kiezers die met toepassing van artikel 142 tot de stemming worden toegelaten ofschoon zij op de kiezerslijsten van de stemafdeling niet waren ingeschreven.

147. Wanneer de stemming gesloten is, stelt het stembureau vast hoeveel stembiljetten in de stembus gestoken zijn, hoeveel er op grond van de artikelen 143, derde lid, en 145 teruggenomen zijn en hoeveel er niet gebruikt zijn. De getallen worden in het proces-verbaal vermeld.

Wanneer de stemopneming moet geschieden in het lokaal waar de stemming heeft plaatsgehad, verzegelt de voorzitter de stembussen en zorgt, met bijstand van de getuigen indien zij het verlangen, voor de bewaring ervan totdat het stemopnemingsbureau is samengesteld.

In het tegenovergestelde geval opent de voorzitter de stembussen, sluit de stembiljetten in een omslag, die verzegeld wordt met de zegels van alle leden van het stembureau en vermeldt op de omslag het stembureau en het aantal biljetten, zoals dit blijkt uit de bij artikel 142 voorgeschreven aantekeningen en opgaven.

Hij sluit in afzonderlijke, eveneens te verzegelen omslagen de biljetten die teruggenomen zijn op grond van de artikelen 143, derde lid, en 145 of die niet gebruikt zijn, alsmede het proces-verbaal van het stembureau. Op deze omslagen wordt de inhoud ervan vermeld.

Bij gelijktijdige verkiezing voor de Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden de voormelde verrichtingen voor de twee stembussen afzonderlijk gedaan, derwijze dat de gehele inhoud van de eerste bus in verzegelde omslagen gesloten en daarop de inhoud vermeld is voordat de tweede bus wordt geopend.

Op de omslagen staat in goed zichtbare letters de naam van de Wetgevende Kamer waarop de ingesloten stembiljetten betrekking hebben. De kleur van de omslagen verschilt naar gelang van de Kamer waarvoor zij moeten dienen.

De stembiljetten die bij vergissing in een verkeerde stembus zijn gestoken, moeten in afzonderlijke omslagen gesloten worden. Hiervan wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

De voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter, vergezeld door de getuigen, brengt al die omslagen onmiddellijk naar het stemopnemingsbureau. Er wordt hem een ontvangstbewijs afgegeven.

HOOFDSTUK IV.

Stemopneming.

148. (Alle stemopnemingsbureaus zijn in de hoofdplaats van het kieskanton gevestigd. Zij bestaan uit drie bureauvoorzitters uit het kanton, bij loting door het hoofdbureau aan te wijzen. Deze loting geschiedt vijf dagen vóór de stemming, nadat de formaliteiten bepaald voor de aanwijzing van de getuigen zijn vervuld. De getuigen die aangewezen zijn om de vergaderingen van het hoofdbureau bij te wonen, mogen aanwezig zijn.

Zo nodig worden de bureaus door de voorzitter van het hoofdbureau aangevuld.

De voorzitters van de afdelingsstembureaus zijn, in de volgorde van de krachtens artikel 95 gedane aanwijzingen, voorzitter van de stemopnemingsbureaus ten belope van het getal van deze bureaus.

De voorzitter van het eerste stembureau van ieder kanton neemt geen stemmen op. Hij wijst uit de kiezers van het arrondissement een plaatsvervanger aan om het eerste stemopnemingsbureau voor te zitten.)

Aldus vervangen bij artikel 1, § 11, van de wet van 17 maart 1958.

149. Voor elke drie stembureaus is er een stemopnemingsbureau. Wanneer een juiste deling door drie onmogelijk is onderzoeken een of twee stemopnemingsbureaus slechts de stembiljetten van twee stembureaus.

Ieder stemopnemingsbureau onderzoekt de stembiljetten van de afdelingen die voorgezeten waren door de leden van het stemopnemingsbureau.

(...)

De laatste drie leden opgeheven bij artikel 1, § 1, 28° van deze wet.

150. De stemopnemingsbureaus zijn gevestigd in de lokalen van de stembureaus die door de voorzitters van de stemopnemingsbureaus voorgezeten waren, of, indien deze lokalen niet in de kantonhoofdplaats gelegen of te ver van de zetel van het eerste stembureau verwijderd zijn, in de lokalen door de voorzitter van het hoofdbureau aangewezen. Deze wijst het lokaal aan waar de voorzitter van het eerste stembureau belast met het ontvangen van het dubbel der stemopnemingstabel, zitting zal houden.

De voorzitter van het hoofdbureau geeft bij ter post aangekende brief aan de voorzitters van de stembureaus onmiddellijk kennis van de plaats van vergadering van het stemopnemingsbureau waar zij hun taak moeten vervullen.

Hij deelt aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus mee in welk lokaal de voorzitter van het eerste stembureau, aan wie zij het dubbel van de uitslagentabel moeten overhandigen, zitting zal houden.

151. De voorzitter van het eerste stembureau van het kanton, die bij artikel 148 ervan ontslagen is deel uit te maken van een stemopnemingsbureau, houdt, bijgestaan door een secretaris te zijner keuze, de avond van de stemming zitting in het door de voorzitter van het hoofdbureau aangewezen lokaal. Hij verzamelt de dubbels van de stemopnemings-tabellen, parafeert ze en geeft aan de voorzitter van elk bureau een ontvangstbewijs af, na te hebben vastgesteld dat de gegevens geen leemten vertonen en met elkaar overeenstemmen. In het tegenovergestelde geval verzoekt hij de voorzitters hun tabel aan te vullen of te verbeteren.

152. Het stemopnemingsbureau verklaart zich samengesteld zodra de drie leden waaruit het moet bestaan, aanwezig zijn.

Indien een van de voorzitters op het ogenblik van de verichtingen verhinderd of afwezig is, zorgt het bureau voor de nodige aanvulling. Zijn de leden van het bureau het oneens over de keus, dan beslist de stem van het oudste lid.

Vooraleer zijn ambt te aanvaarden, legt het toegevoegde lid, alsmede in voorkomend geval de plaatsvervanger van de voorzitter van het eerste stembureau, de bij artikel 104, tweede lid, voorgeschreven eed af.

Van dit alles wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

153. Zodra het stemopnemingsbureau is samengesteld wijst de voorzitter, bij loting voor elke kandidatenlijst, uit de aanwezige getuigen van de stembureaus waarvan hem de omslagen zijn overhandigd, degene aan die bij de stemopneming aanwezig moet zijn. De niet aangewezen getuigen gaan onmiddellijk weg en van een en ander wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

154. Het stemopnemingsbureau mag de stemopneming niet langer uitstellen dan een uur, te rekenen van het ogenblik dat het alle voor hem bestemde omslagen ontvangen heeft. In dat geval zorgt de voorzitter van het bureau voor de bewaring van deze omslagen, die behoorlijk verzegeld moeten blijven.

155. In aanwezigheid van de leden van het stemopnemingsbureau en van de getuigen opent de voorzitter de omslagen en telt de stembiljetten die zij bevatten, zonder ze open te vouwen. Hij kan een of twee leden van het bureau gelasten tegelijk met hem deze telling te doen.

Het aantal in elke omslag gevonden stembiljetten wordt vermeld in het proces-verbaal.

De omslagen met de stembiljetten die krachtens de artikelen 143, derde lid, en 145, zijn teruggenomen, en de omslagen met de ongebruikte stembiljetten worden niet geopend.

(...)

Het vierde lid opgeheven bij artikel 1, § 1 30° van deze wet.

156. De voorzitter en een van de leden mengen alle door het bureau te onderzoeken stembiljetten dooreen, vouwen ze open en delen ze in de volgende categorieën in :

1. Stembiljetten met geldige stemmen voor de eerste lijst of voor kandidaten van deze lijst;

2. Hetzelfde voor de tweede lijst en in voorkomend geval voor de volgende lijsten;

3. Twijfelachtige stembiljetten;

4. Blanco stembiljetten en ongeldige stembiljetten.

Na deze eerste indeling worden de stembiljetten van elk van de categorieën voor de verschillende lijsten verder verdeeld in drie ondercategorieën :

1. Stembiljetten waarop bovenaan op een lijst is gestemd;

2. Stembiljetten waarop alleen naast de naam van een opvolger is gestemd;

3. Stembiljetten waarop naast de naam van een titularis of naast de naam van een titularis en van een opvolger is gestemd.

De stembiljetten waarop bovenaan op een lijst en naast de naam van een opvolger is gestemd, worden in de tweede ondercategorie geplaatst; de stembiljetten waarop bovenaan op een lijst en naast de naam van een titularis of van een titularis en van een opvolger is gestemd, worden in de derde ondercategorie geplaatst. Op al deze stembiljetten schrijft de voorzitter de vermelding « geldig » en stelt hij zijn paraaf.

157. Ongeldig zijn :

1. Alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;

2. De stembiljetten waarop meer dan één lijststem voorkomt of waarop meer dan één naamstem, hetzij voor titularissen, hetzij voor opvolgers is uitgebracht;

3. De stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk naast de naam van een kandidaat-titularis of kandidaat-opvolger van een andere lijst;

4. De stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht voor een titularis van een lijst en tegelijk voor een opvolger van een andere lijst;

5. De stembiljetten waarop geen stem tot uitdrukking is gebracht; de stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij de wet niet goorloofd merk.

Niet ongeldig zijn de stembiljetten waarop de kiezer tegelijk bovenaan op een lijst en naast de naam van een kandidaat-titularis of van een kandidaat-opvolger, dan wel van een kandidaat-titularis en een kandidaat-opvolger van dezelfde lijst gestemd heeft. In dat geval wordt de stem bovenaan op de lijst als niet-bestaande beschouwd.

158. Wanneer de indeling van de stembiljetten geëindigd is, worden deze zonder verandering van de indeling, onderzocht door de andere leden van het bureau en de getuigen, die hun opmerkingen en bezwaren aan het bureau voorleggen.

De bezwaren, het advies van de getuigen en de beslissing van het bureau worden in het proces-verbaal opgenomen.

159. De twijfelachtige stembiljetten en die waartegen bezwaren zijn ingebracht, worden volgens de beslissing van het bureau gevoegd bij de categorie waartoe zij behoren.

De stembiljetten van elke categorie worden achtereenvolgens door twee leden van het bureau geteld.

Het bureau stelt vervolgens vast het gezamenlijk aantal geldige en ongeldige stembiljetten, alsmede het aantal stemmen voor iedere kandidaat.

Al die getallen worden in het proces-verbaal opgenomen.

De ongeldig verklaarde en de betwiste, niet echter de blanco stembiljetten, worden door twee leden van het bureau en door een van de getuigen geparafereerd.

Alle stembiljetten, ingedeeld zoals hierboven is bepaald, worden in afzonderlijke omslagen gesloten.

160. In geval van gelijktijdige verkiezingen voor de Senaat en voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers geschieden de in de artikelen 155 tot 159 bepaalde verrichtingen afzonderlijk voor elke reeks omslagen, en wel zo dat alle verrichtingen voor de reeks omslagen betreffende de ene Kamer afgelopen zijn alvorens de omslagen betreffende de andere Kamer worden geopend.

161. Het proces-verbaal van de verrichtingen wordt staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau en de getuigen ondertekend.

De uitslagen van de stemopneming worden erin vermeld in de volgorde en naar de aanwijzingen van een modeltabel, op te maken door de voorzitter van het hoofdbureau.

Deze tabel vermeldt het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten, het aantal geldige stembiljetten; zij vermeldt vervolgens voor elke lijst, gerangschikt naar haar volgnummer, het aantal lijststemmen en het aantal naamstemmen van elke kandidaat.

In de lijststemmen zijn begrepen enerzijds de stemmen bovenaan op de lijsten uitgebracht (Art. 144, tweede lid), met uitzondering van de stemmen die bij artikel 157, laatste lid, niet-bestaande zijn verklaard, en anderzijds de stemmen die alleen op opvolgers zijn uitgebracht (art. 144, derde lid), welke stemmen tegelijk als lijststemmen en als afzonderlijke stemmen voor de opvolgers worden geteld.

Van deze tabel wordt onmiddellijk een dubbel opgemaakt.

Dit stuk draagt als opschrift de naam van het arrondissement en van het kieskanton, het nummer van het stemopnemingsbureau, de datum van de verkiezing en de vermelding : « Uitslag van de opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs... » .

Het wordt geplaatst in een omslag, die niet gesloten wordt en waarop hetzelfde opschrift en het adres van het hoofdbureau voorkomen.

Alvorens de verrichtingen voort te zetten, gaat de voorzitter van het stemopnemingsbureau met het proces-verbaal bij de voorzitter van het eerste stembureau en legt hem het dubbel van de tabel voor. Indien deze voorzitter vaststelt dat de tabel in orde is, stelt hij er zijn paraaf op. In het tegenovergestelde geval verzoekt hij de voorzitter van het stemopnemingsbureau de tabel eerst door zijn bureau te doen aanvullen of verbeteren, en in voorkomend geval, het oorspronkelijk proces-verbaal te doen aanvullen of verbeteren.

De voorzitter van het stemopnemingsbureau plaatst de geparafeerde tabel opnieuw in de omslag, die hij sluit met zijn zegel en overhandigt aan de voorzitter van het eerste stembureau.

De voorzitter van het eerste stembureau rangschikt die omslagen, sluit ze in een pak, dat het adres van het hoofdbureau draagt, en geeft het tegen ontvangstbewijs af in het dichtstbij gelegen postkantoor.

Indien de voorzitter van het eerste stembureau niet in het bezit is van alle stemopnemingstabellen voordat het pak naar het hoofdbureau moet worden gezonden, voegt hij bij het pak met de reeds ontvangen omslagen een bericht, waarin worden vermeld de nog ontbrekende tabellen, de oorzaken van de vertraging en het uur waarop die tabellen vermoedelijk het hoofdbureau zullen bereiken. Hij draagt zorg dat de te laat binnengekomen tabellen langs de snelste weg verzonden worden.

162. De voorzitter doet in het proces-verbaal aantekenen dat de stemopnemingstabel is overhandigd en in voorkomend geval welke verbeteringen erin zijn aangebracht.

De uitslag, vastgesteld in de modeltabel bedoeld in artikel 161, tweede lid, wordt daarna door hem in het openbaar afgekondigd.

Het proces-verbaal, waarbij het pak met de betwiste stembiljetten is gevoegd, wordt gesloten in een te verzegelen omslag, waarvan het opschrift de inhoud aangeeft. Deze omslag en de omslagen met de processen-verbaal van de stembureaus worden samen in een te verzegelen pak gesloten, dat de voorzitter binnen vierentwintig uren doet toekomen aan de voorzitter van het kiescollege.

163. De dag daarop te 9 uur gaan de voorzitter van het hoofdbureau en de getuigen naar het postkantoor, waar de aan het bureau gestuurde pakken hun tegen ontvangstbewijs worden overhandigd.

Deze pakken worden onder hun toezicht onmiddellijk naar de zetel van het hoofdbureau overgebracht.

164. In aanwezigheid van het bureau en van de getuigen maakt de voorzitter de pakken met de stemopnemings-tabellen open en het bureau telt onmiddellijk de stemmen.

De voorzitter mag aan het bureau rekenaars toevoegen om bij de telling behulpzaam te zijn; zij werken onder toezicht van het bureau.

165. De verkiezing voor een wetgevende kamer geschiedt door een enkele stemming en overeenkomstig de volgende bepalingen.

166. Het totaal van de biljetten waarop een geldige stem voor een lijst is uitgebracht, onverschillig of het een lijststem dan wel een naamstem is, vormt het stemcijfer van die lijst.

Dit totaal wordt verkregen door optelling van de lijststemmen (art. 144, tweede en derde lid) en de op kandidaat-titularissen uitgebrachte naamstemmen.

Alleenstaande kandidaten worden geacht ieder een afzonderlijke lijst te vormen.

167. Het hoofdbureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz., en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn. Het laatste quotiënt dient als kiesdeler.

De verdeling over de lijsten geschiedt derwijze dat aan iedere lijst een aantal zetels wordt toegekend, gelijk aan het aantal keren dat haar stemcijfer de kiesdeler bevat, behoudens toepassing van artikel 168.

Indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaat-titularissen en -opvolgers telt, worden de niet toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de andere lijsten toekomen; de verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid omschreven bewerking, zodat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort.

168. Wanneer een zetel met evenveel recht aan verscheidene lijsten toekomt, wordt hij toegekend aan de lijst met het hoogste stemcijfer en, bij gelijkheid van de stemcijfers, aan de lijst waarop de kandidaat voorkomt die onder de kandidaten wier verkiezing in het geding is, de meeste stemmen heeft verkregen of, subsidiair, de oudste in jaren is.

169. Het hoofdbureau wijst overeenkomstig de hierna volgende voorschriften de kandidaten aan die de door hun lijst behaalde zetels zullen verkrijgen.

170. Wanneer het aantal kandidaat-titularissen van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan die lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen.

Is dat aantal groter, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaat-titularissen die de meeste stemmen hebben behaald. Bij gelijk stemmental is de volgorde van de lijst beslissend. Alvorens de gekozenen aan te wijzen, kent het hoofdbureau aan de kandidaat-titularissen individueel de lijststemmen toe die ten gunste van de orde van voordracht zijn uitgebracht. Deze toekenning geschiedt door overdracht : aan de naamstemmen, door de eerste kandidaat van de lijst behaald, worden zoveel lijststemmen toegevoegd als nodig is om het verkiesbaarheidscijfer van die lijst te bereiken, welk cijfer wordt verkregen door het stemcijfer van de lijst te delen door het getal van de aan de lijst definitief toegekende zetels, vermeerderd met één. Is er een overschot, dan wordt het op gelijke wijze toegekend aan de tweede kandidaat, en zo vervolgens totdat alle lijststemmen zijn toegekend.

Is het aantal kandidaat-titularissen van een lijst lager dan dat van de aan de lijst toekomende zetels, dan zijn deze kandidaten gekozen en worden de overblijvende zetels toegekend aan de kandidaat-opvolgers die het eerst komen in de bij artikel 171 bepaalde orde. Zijn er niet genoeg opvolgers, dan wordt het overschot verdeeld overeenkomstig artikel 167, laatste lid.

171. Voor elke lijst waarop een of meer kandidaten gekozen zijn, worden de kandidaat-opvolgers die de meeste stemmen hebben behaald, eerste, tweede, derde opvolger enz. verklaard; bij gelijk stemmental is de orde van inschrijving op het stembiljet beslissend. Het aantal opvolgers mag het dubbel van het aantal gekozen titularissen niet te boven gaan.

Alvorens de opvolgers aan te wijzen, kent het hoofdbureau aan de kandidaat-opvolgers individueel de stemmen toe die uitgebracht zijn ten gunste van de volgorde waarin zij op de lijst voorkomen. Het getal van die stemmen wordt verkregen door het getal van de op de kandidaat-opvolgers uitgebrachte naamstemmen af te trekken van het stemcijfer van de lijst.

De toekenning van de te verdelen stemmen geschiedt door overdracht : aan de naamstemmen, door de eerste kandidaat-opvolger behaald, worden zoveel stemmen toegevoegd als nodig is om het verkiesbaarheidscijfer te bereiken. Is er een overschot, dan wordt het op gelijke wijze toegekend aan de tweede kandidaat-opvolger, en zo vervolgens naar de orde van voordracht.

Geen stemmen worden toegekend aan de kandidaten die tegelijk als titularis en als opvolger zijn voorgedragen en reeds als titularis gekozen zijn.

172. De uitslag van de algemene telling van de stemmen en de namen van de gekozenen worden in het openbaar afgekondigd.

173. Het proces-verbaal van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van het hoofdbureau en door de getuigen, de processen-verbaal van de stembureaus en de stemopnemingsbureaus, de akten van voordracht en de betwiste biljetten worden binnen vijf dagen toegezonden aan de griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat.

Aan ieder gekozene wordt een uittreksel uit dit proces-verbaal gezonden.

In de kiesarrondissementen voor de Kamer die voor de Senaatsverkiezing verenigd zijn, worden de stukken die tegelijk op beide verkiezingen betrekking hebben, gevoegd bij de pakken betreffende de Senaat; in de andere arrondissementen die eenzelfde kiesgebied voor beide colleges vormen, worden de bedoelde stukken gevoegd bij de pakken betreffende de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

174. In de arrondissementen waar de kandidaten van een of meer lijsten de in artikel 132 bedoelde verklaring van lijstenverbinding hebben gedaan, stelt het hoofdbureau, in plaats van te handelen op de wijze vermeld in artikel 167, een kiesdeler vast door het algemeen totaal van de geldige stemmen te delen door het getal van de in het arrondissement toe te kennen zetels. Het deelt de stemcijfers door deze deler en bepaalt aldus voor elke lijst haar kiesquotiënt, waarvan de eenheden het aantal onmiddellijk behaalde zetels aanduiden.

Daarna deelt het elk kiesquotiënt door 1, indien de lijst nog geen zetel, door 2 indien zij één zetel, door 3 indien zij twee zetels heeft verkregen, en zo vervolgens. Het eventuele recht van de lijst wordt op die wijze uitgedrukt door de breuk die men verkrijgt wanneer men haar kiesquotiënt deelt door het getal van de zetels die zij achtereenvolgens zou bezetten indien de aanvullende zetel haar telkens toegekend werd.

Het proces-verbaal van die verrichtingen wordt dadelijk gezonden aan de voorzitter van het provinciaal centraal bureau; alleen de overige in artikel 173 vermelde stukken worden aan de griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat gestuurd.

175. De stembiljetten, de voor het aantekenen van de namen gebruikte kiezerslijsten, die behoorlijk ondertekend moeten zijn door de leden van het stembureau die de aantekening gedaan hebben, en door de voorzitter, alsook de ingevolge artikel 143, derde lid, en artikel 145 teruggenomen biljetten worden neergelegd ter griffie van de rechtbank of subsidiair van het vrederecht van het stemopnemingsbureau; zij blijven er berusten tot de tweede dag na de geldigverklaring van de verkiezing. De Senaat of de Kamer van Volksvertegenwoordigers kunnen zich deze stukken doen overleggen, indien zij het nodig achten.

De niet gebruikte biljetten worden onmiddellijk toegezonden aan de gouverneur der provincie, die het getal ervan vaststelt.

De stembiljetten worden vernietigd nadat de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is.

In voorkomend geval overhandigt de griffier aan de vrederechter desgevraagd de kiezerslijsten betreffende het gebied waarover deze bevoegd is.

176. Het provinciaal centraal bureau vergadert de dag na de stemming op het uur dat de voorzitter bepaalt. Indien het werk opgeschort is ten gevolge van een vertraging in de ontvangst van een of meer processen-verbaal van de hoofdbureaus van de arrondissementen, kan de vergadering tijdelijk onderbroken worden. Zij wordt dezelfde dag of zo nodig de volgende dag hervat op het uur waarop de ontbrekende stukken worden verwacht. Het bureau stelt het stemcijfer van iedere groep vast door optelling van de stemcijfers van de lijsten die er deel van uitmaken. De andere lijsten behouden hun stemcijfers.

Het bureau bepaalt door samenstelling van de eenheden van de ingevolge artikel 174 vastgestelde quotiënten hoeveel zetels de verschillende lijstengroepen en de alleenstaande lijsten voor de gehele provincie reeds hebben verkregen en hoeveel zetels aanvullenderwijs te verdelen zijn.

(Tot die aanvullende verdeling laat het alle lijstengroepen toe, behalve die welke in geen enkel arrondissement een aantal stemmen voor de Kamer hebben verkregen, dat ten minste gelijk is aan zesenzestig ten honderd van de krachtens artikel 174, eerste lid, bepaalde kiesdeler, en voor de Senaat een aantal stemmen dat ten minste gelijk is aan drieëndertig ten honderd van die deler. Het laat (insgelijks) tot die verdeling toe de alleenstaande lijsten die dit procent hebben bereikt.)

Het bureau deelt de stemcijfers achtereenvolgens door 1, 2, 3, enz., indien de lijst nog geen enkele zetel definitief heeft verkregen; door 2, 3, 4, enz. indien zij slechts één zetel, door 3, 4, 5, enz. indien zij reeds twee zetels heeft verkregen en zo vervolgens, in dier voege dat bij de eerste deling telkens gedeeld wordt door een cijfer gelijk aan het totaal van de zetels dat de groep of de lijst zou verkrijgen indien de eerste van de nog beschikbare zetels haar toegekend werd.

Het bureau rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat een aantal quotiënten gelijk aan het aantal beschikbare zetels is bereikt; elk in aanmerking komend quotiënt brengt de toekenning mee van een aanvullende zetel aan de betrokken groep of lijst.

Het derde lid aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 13 maart 1947 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 33° van deze wet.

177. Het bureau wijst vervolgens de arrondissementen aan waar de verbonden lijsten de hun toekomende aanvullende zetel of zetels zullen verkrijgen.

Voor de alleenstaande lijsten is de aanwijzing volkomen duidelijk en heeft de toekenning het eerst plaats, en wel te beginnen met de lijsten die de hoogste in aanmerking komende quotiënten hebben.

Voor de verbonden lijsten geschiedt de aanwijzing als volgt :

De volgorde van belangrijkheid van de in artikel 176, laatste lid, bedoelde quotiënten bepaalt de orde waarin elke

groep achtereenvolgens aan de beurt komt om de nog toe te kennen zetel te bezetten.

Samen met elke groep komt aan de beurt het arrondissement waar de groep een zetel verkrijgt.

Te dien einde schrijft het provinciaal centraal bureau onder elkaar, in evenveel kolommen als er groepen voor de verdeling aan de beurt komen, de breuken voor zeteltoewijzing vermeld in de bij artikel 174 bedoelde processen-verbaal van elk arrondissement, rangschikt ze in de volgorde van hun belangrijkheid in dier voege dat de breuk die de eenheid het dichtst benadert, eerst komt, en vermeldt tegenover elke breuk de naam van het arrondissement waarop zij betrekking heeft.

De groep waaraan de eerste zetel bij de aanvullende toekenning van de mandaten toekomt, verkrijgt hem in het arrondissement dat bovenaan staat in de aan die groep toegewezen kolom, en zo vervolgens. Heeft het aan de beurt komende arrondissement het volle aantal zetels reeds verkregen, dan gaat de zetel die de aan de beurt komende groep toekomt, naar het arrondissement dat onmiddellijk volgt in dezelfde kolom, en in voorkomend geval naar het daarop volgende arrondissement.

Zijn alle zetels reeds toegekend in de arrondissementen waar de groep kandidaten heeft, dan kan de aanvullende zetel haar niet worden toegekend en wordt het mandaat dat nog openstaat in het arrondissement waar de groep geen kandidaten heeft, aan een andere lijst toegekend overeenkomstig het volgende lid.

Wanneer, nadat de lijsten aan de beurt gekomen zijn en de arrondissementen aangewezen zijn, bevonden wordt dat in een arrondissement een lijst meer zetels verkrijgt dan zij er kandidaat-titularissen en -opvolgers telt, voegt het provinciaal centraal bureau de niet toegekende zetels bij die welke aan de overige lijsten in hetzelfde arrondissement toekomen, en zet te dien einde de in artikel 176 omschreven bewerkingen voort; ieder nieuw quotiënt brengt toekenning mee van een zetel aan de betrokken groep of lijst die een toereikend aantal kandidaten telt in het arrondissement.

178. Het provinciaal centraal bureau wijst de gekozenen aan overeenkomstig de artikelen 170 en 171.

179. De uitslag van de telling van de stemmen in de arrondissementen waar gebruik is gemaakt van het recht van lijstenverbinding, de uitslag van de provinciale verdeling en de namen van de gekozenen worden in het openbaar afgekondigd.

180. Het proces-verbaal van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van het hoofdbureau en door de getuigen, wordt binnen vijf dagen toegezonden aan de griffier van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat.

Aan ieder gekozene wordt een uittreksel uit het proces-verbaal gezonden.

TITEL V.

Straffen.

181. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboeten van vijftig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die, rechtstreeks of onrechtstreeks, zelfs bij wijze van weddenschap, hetzij geld, waarden of enig voordeel, hetzij steun geeft, aanbiedt of belooft onder voorwaarde van stemverlening of stemonthouding dan wel op voorwaarde dat de verkiezing een bepaalde uitslag oplevert.

Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die het aanbod of de belofte aanneemt.

182. Met de straffen, in het vorige artikel bepaald, wordt gestraft hij die onder de aldaar vermelde voorwaarden een aanbod of belofte van een openbare of particuliere betrekking doet of aanneemt.

183. Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een kiezer tot stemonthouding over te halen of op zijn stemming invloed uit te oefenen, zich jegens hem schuldig maakt aan feitelikheden, gewelddaden of bedreigingen, of hem doet vrezen voor het verlies van zijn betrekking of voor een nadeel in zijn persoon, zijn familie of zijn vermogen.

184. Met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank wordt gestraft hij die aan kiezers, onder voorwendsel van reis- of verblijfsvergoeding, een som geld of enige waarde geeft, aanbiedt of belooft.

Dezelfde straf wordt ook toegepast op hem die ter gelegenheid van een verkiezing aan kiezers eetwaren of drank geeft, aanbiedt of belooft.

Dezelfde straf wordt ook toegepast op de kiezer die een gift, aanbod of belofte aanneemt.

Herbergiers, drankslijters of andere handelaars zijn niet ontvankelijk om in rechte betaling te vorderen van verbruikskosten die ter gelegenheid van de verkiezing gemaakt zijn.

185. Als dader van de wanbedrijven, in de vier vorige artikelen omschreven, wordt gestraft hij die geld geeft om ze te plegen, wetend waarvoor het moet dienen, of opdracht geeft om in zijn naam het aanbod, de belofte of de bedreiging te doen.

186. Indien de schuldige, in de gevallen bedoeld in de vijf vorige artikelen, een openbaar ambtenaar is, wordt het maximum van de straf uitgesproken en kunnen de gevangenisstraf en de geldboete verdubbeld worden.

187. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank wordt gestraft ieder lid of bediende van een onderstandsc commissie of liefdadigheidscomité, ieder lid of bediende van een openbaar liefdadigheidsbestuur, die aan een of meer behoeftigen, al dan niet rechtstreeks, blijvende, tijdelijke of

buitengewone steun aanbiedt, belooft of geeft onder voorwaarde van stemverlening of stemonthouding.

Hetzelfde geldt voor de voormelde leden of bedienden die enige steunverlening ontzeggen of schorsen, omdat de behoeftige weigert op zijn stemming invloed te laten uitoefenen of zich van stemming te onthouden.

Hij die, onder bedreiging in een bepaalde zin te stemmen, steun of steunverhoging vraagt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden.

188. Hij die personen, zelfs ongewapende, aanwerft, bijeen brengt of opstelt derwijze dat de kiezers vrees wordt aangejaagd of de orde verstoord, wordt gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot een maand en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank.

Zij die wetens van aldus ingerichte benden of groepen deel uitmaken, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank.

189. Zij die door samenscholing, geweld of bedreiging een of meer burgers beletten hun politieke rechten uit te oefenen, worden gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank.

190. Zij die met geweld binnendringen of pogen binnen te dringen in een kiescollege om de kiesverrichtingen te belemmeren, worden gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot tweeduizend frank.

Wordt de stemming geschonden, dan wordt het maximum van die straffen uitgesproken en kunnen deze verdubbeld worden.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft, in het eerste geval met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met geldboete van vijfhonderd frank tot drieduizend frank, in het tweede geval met opsluiting en met geldboete van drieduizend frank tot vijfduizend frank.

191. Wanneer deze feiten gepleegd worden door ingerichte benden of groepen als bedoeld in artikel 188, worden zij die de daarvan deel uitmakende personen aangeworven, bijeengebracht of opgesteld hebben, gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank.

192. Als daders worden gestraft zij die hetzij door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, hetzij door woorden of kreten in openbare bijeenkomsten of plaatsen, hetzij door aangeplakte plakaten, hetzij door al dan niet gedrukte geschriften die verkocht of rondgedeeld zijn, het plegen van de in de artikelen 189 en 190 omschreven feiten rechtstreeks hebben uitgelokt.

Is de uitlokking zonder gevolg gebleven, dan worden zij gestraft met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

193. Leden van een kiescollege die zich gedurende de vergadering schuldig maken aan smaad of geweld, hetzij tegen het stembureau, hetzij tegen een van de leden ervan, tegen een van de getuigen, of die door feitelijkeheden of

hetzij bedreigingen de kiesverrichtingen vertragen of verhinderen, worden gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank.

Wordt de stemming geschonden, dan wordt het maximum van die straffen uitgesproken en kunnen deze verdubbeld worden.

Indien de schuldigen wapens dragen, worden zij gestraft, in het eerste geval met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot tweeduizend frank, in het tweede geval met opsluiting en met geldboete van drieduizend frank tot vijfduizend frank.

194. Als schuldig aan valsheid in private geschriften worden gestraft zij die de handtekening van iemand anders of van verdichte personen plaatsen op akten van kandidaatstelling, van bewilliging in de kandidaatstelling of van getuigenaankwijzing.

195. Hij die, met het oogmerk om zich op een kiezerslijst te doen inschrijven, wetens valse verklaringen aflegt of schijnakten overlegt, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank.

Met dezelfde straf wordt gestraft hij die, met het oogmerk om een burger op deze lijsten te doen inschrijven of schrappen, wetens dezelfde kunstgrepen aanwendt.

Vervolg kan echter maar worden ingesteld, wanneer de vraag tot inschrijving of schrapping verworpen is bij een definitief geworden beslissing die gegrond is op bedroginhoudende feiten.

Zulke beslissingen van de colleges van burgemeester en schepenen of van de hoven van beroep, alsmede de desbetreffende stukken en inlichtingen, worden door de provinciegouverneur doorgezonden aan het openbaar ministerie, dat ze ook ambtshalve kan eisen.

De vervolging verjaart door verloop van drie volle maanden na de beslissing.

196. Hij die in enigerlei hoedanigheid met het voorbereiden of het opmaken van de voorlopige kiezerslijsten belast is en, met het oogmerk om een kiezer te doen schrappen, bij dit werk wetens gebruik maakt van stukken of bescheiden welke hetzij door verandering, weglating of toevoeging vervalst zijn, hetzij valselijk opgemaakt zijn, of die opzettelijk, met hetzelfde oogmerk, de gegevens van de stukken of bescheiden welke voor het opmaken van de lijsten kunnen dienen, door verandering, toevoeging of weglating onjuist overneemt op de kiezerslijsten, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank. Wordt dit wanbedrijf gepleegd met het oogmerk om aan een burger kiesrecht te verschaffen, dan is de gevangenisstraf acht dagen tot een maand en de geldboete vijftig frank tot vijfhonderd frank.

Wat de bij dit artikel omschreven misdrijven betreft, begint de in artikel 204 bepaalde verjaring van zes maanden eerst te lopen van de dag dat de definitieve kiezerslijsten en de desbetreffende stukken aan het arrondissementscommissariaat gezonden zijn.

197. Ieder lid van een college van burgemeester en schepenen, ieder gemeenteraadslid, dat bij het uitoefenen van de

rechtsmacht in kieszaken, op zijn verslag ten onrechte hetzij een aanvraag tot inschrijving op de lijsten doet verwerpen, hetzij de inschrijving of schrapping van een kiezer doet bevelen en te dien einde stukken of bescheiden inroept of gebruikt, ofschoon hij weet dat zij door verandering, weglating of toevoeging vervalst zijn, of dat zij valselijk opge maakt of denkbeeldig zijn, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar.

Vervolging kan echter maar worden ingesteld, wanneer op beroep tot inschrijving of schrapping van de kiezer een definitief geworden beslissing is gewezen die gegrond is op bedroginhoudende feiten.

De in artikel 204 bepaalde verjaring begint te lopen vanaf deze beslissing.

198. Namaak van stembiljetten wordt gestraft als valsheid in openbare geschriften.

199. Iedere voorzitter, bijzitter of secretaris van een bureau en iedere getuige, die het geheim van de stemming kenbaar maakt, wordt gestraft met geldboete van vijfhonderd frank tot drieduizend frank.

200. Met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van vijftig frank tot tweeduizend frank wordt gestraft ieder lid van een bureau of iedere getuige die bij de stemming of bij de stemopneming betrapt wordt op bedrieglijke verandering, op wegneming of op bijvoeging van biljetten, of die wetens minder of meer stembiljetten of stemmen aantekent dan hij werkelijk te tellen heeft gekregen.

Ieder ander persoon die schuldig is aan de in het vorige lid omschreven feiten, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank.

Van de feiten wordt onmiddellijk melding gemaakt in het proces-verbaal.

201. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank wordt gestraft hij die stemt of zich ter stemming aanmeldt onder naam van een andere kiezer.

Met dezelfde straffen wordt gestraft hij die op enigerlei wijze een of meer officiële stembiljetten wegneemt of achterhoudt.

202. Hij die in een kiescollege stemt met overtreding van de artikelen 6, 7, 9 (142, achtste lid) wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot vijftien dagen en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank.

Aldus gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 3 juli 1969.

203. Hij die op de dag van de stemming wanorde veroorzaakt hetzij door een herkenningsteken te aanvaarden, te dragen of te vertonen, hetzij op enige andere wijze, wordt gestraft met geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

204. De vervolging van de in dit wetboek omschreven misdaden en wanbedrijven, alsmede de burgerlijke rechtsvordering, verjaren door verloop van zes volle maanden vanaf de dag waarop de misdaden en wanbedrijven zijn gepleegd.

205. Bij samenloop van verscheidene in dit wetboek omschreven wanbedrijven worden alle straffen samen opgelegd, zonder dat zij evenwel het dubbele van het maximum van de zwaarste straf mogen te boven gaan.

Bij samenloop van een of meer van deze wanbedrijven met een van de misdaden in dit wetboek omschreven, wordt alleen de op de misdaad gestelde straf uitgesproken.

206. Wanneer verzachtende omstandigheden aanwezig zijn kunnen de rechtbanken de straf van opsluiting door gevangenisstraf van ten minste drie maanden vervangen en de gevangenisstraf tot beneden acht dagen, de geldboete tot beneden zesentwintig frank verminderen.

Zij kunnen een van die straffen afzonderlijk uitspreken, zonder dat deze echter lager mag zijn dan een politiestraf.

TITEL VI.

Sanctie op de stemplicht.

207. Kiezers die onmogelijk aan de stemming kunnen deelnemen, mogen de redenen van hun onthouding, met de nodige verantwoording, aan de vrederechter doen kennen.

208. Er wordt geen vervolging ingesteld, wanneer deze verschoning gegrond wordt geacht door de vrederechter, in overeenstemming met de politiecommissaris of, bij diens ontstentenis, met de burgemeester of de schepenen die het openbaar ministerie uitoefent.

209. Binnen acht dagen na de afkondiging van de namen van de gekozenen maakt de politiecommissaris, onder toezicht van de vrederechter, de lijst op van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen. De lijst wordt per gemeente opgemaakt.

Deze kiezers verschijnen op een eenvoudige oproeping voor de vrederechter, die het openbaar ministerie gehoord, beslist zonder mogelijkheid van hoger beroep.

210. Een eerste, niet gewettigde onthouding wordt naar gelang van de omstandigheden gestraft met berisping of met geldboete van één tot drie frank.

Bij herhaling binnen zes jaar is de geldboete drie frank tot vijftientwintig frank.

Vervangende gevangenisstraf wordt niet uitgesproken.

Bij een tweede herhaling binnen tien jaar wordt dezelfde straf toegepast en wordt de kiezer bovendien vermeld op een lijst die gedurende een maand aan de gevel van het gemeentehuis van zijn woonplaats aangeplakt blijft.

Komt de niet gewettigde onthouding een vierde maal voor binnen vijftien jaar, dan wordt dezelfde straf toegepast. De kiezer wordt bovendien voor tien jaar van de kiezerslijsten geschrapt en gedurende die tijd kan hij geen benoeming, bevordering of onderscheiding, hetzij van de regering, hetzij van de provincie- of gemeentebesturen, verkrijgen.

In de gevallen van dit artikel kan (geen uitstel van de tenuitvoerlegging van de straf worden verleend.)

Tegen een veroordeling bij verstek staat verzet open gedurende zes maanden na de betekening van het vonnis. Het verzet kan worden gedaan bij eenvoudige verklaring, zonder kosten, op het gemeentehuis.

Het zesde lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 38° van deze wet.

TITEL VII.

Verkiezing van de door de Senaat te benoemen senatoren en van de provinciale senatoren.

HOOFDSTUK I.

Verkiezing van de door de Senaat te benoemen senatoren.

211. De door de Senaat te benoemen senatoren worden eerst aangewezen nadat de geloofsbrieven van alle rechtstreeks door het kiezerskorps gekozen leden en van de door de provincieraden gekozen senatoren zijn onderzocht.

212. Wanneer een of meer zetels wegens ongeldigverklaring, optie, overlijden of anderszins voorlopig toe te kennen blijven, wordt de stemming verdaagd, indien ten minste een derde van de in functie zijnde leden het vraagt.

213. Uiterlijk vijf dagen vóór de stemming moeten de kandidatenlijsten ingediend zijn. Zij moeten door ten minste tien senatoren ondertekend zijn. Wanneer niet meer kandidaten worden voorgedragen dan er mandaten toe te kennen zijn, worden deze kandidaten zonder meer gekozen verklaard.

214. Zijn er meer kandidaten voorgedragen dan er mandaten toe te kennen zijn, dan geschiedt de verkiezing overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 165 tot 172 betreffende de benoeming van titularissen.

215. Wanneer een door de Senaat benoemd senator vóór het verstrijken van zijn mandaat ophoudt van de Senaat deel uit te maken, wordt hij vervangen in de eerste vergadering na de tiende dag van de vacature.

De stemming geschiedt overeenkomstig de voorschriften betreffende een algehele vernieuwing. Wanneer echter ten minste tien ondertekenaars van de lijst waartoe het gewezen lid behoorde, een voordracht ondertekenen, wordt bij het vaststellen van de uitslagen van de stemming gehandeld alsof alle zetels toe te kennen waren, en wordt de kandidaat, voorgesteld door de senatoren die het te vervangen lid hadden voorgedragen, gekozen verklaard indien zijn lijst ten minste evenveel zetels behaalt als de door dezelfde senatoren ingediende lijst bij de algehele vernieuwing had verkregen.

Is zulks niet het geval en worden een of meer kandidaten onderscheidenlijk voorgedragen door ten minste tien ondertekenaars van een van de lijsten die bij de voorgaande vernieuwing waren ingediend, dan wordt gekozen verklaard de kandidaat wiens lijst meer zetels behaalt dan de door dezelfde senatoren ingediende lijst bij de vernieuwing verkregen had. Bij gemis van kandidaten die aan deze vereisten voldoen, wordt de zetel toegekend aan de kandidaat die de meeste stemmen behaalt.

Deze regeling wordt ook toegepast wanneer in dezelfde groep of in verschillende groepen twee of meer vacatures zijn ontstaan.

HOOFDSTUK II.

Verkiezing van de provinciale senatoren.

216. (De provincieraden vergaderen om te voorzien in de benoeming van de door hen te verkiezen senatoren, de derde maandag na de datum die voor de vernieuwing van deze raden is gesteld. Is die maandag een wettelijke feestdag, dan wordt de vergadering tot de volgende dag uitgesteld.)

In geval van vacature worden de provincieraden bij koninklijk besluit bijeengeroepen binnen veertig dagen.

In geval van ontbinding van de Senaat, waarop geen ontbinding van de provincieraden volgt, worden deze bij koninklijk besluit bijeengeroepen binnen vijftien dagen na de datum van de verkiezingen voor de vernieuwing van de Senaat.)

Aldus vervangen bij artikel 1, § 12 van de wet van 17 maart 1958.

217. De kandidaten voor de Senaat worden uiterlijk de zesde dag vóór de dag van de stemming voorgedragen door ten minste vijf leden van de provincieraad. De voordrachten worden gedagtekend en ondertekend en vermelden de naam, de voornamen, de woonplaats en het beroep van de kandidaten. Binnen dezelfde termijn bewilligen de kandidaten in hun kandidaatstelling door middel van een gedagtekende en ondertekende schriftelijke verklaring.

De voordrachten van kandidaten en de verklaringen van bewilliging worden aan de gouverneur tegen ontvangstbewijs afgegeven.

218. Bij dezelfde verkiezing mag een kandidaat, noch in dezelfde provincie, noch in verschillende provincies, op meer dan één lijst voorkomen. De bewilligende kandidaat die dit verbod overtreedt, is strafbaar met de in artikel 202 bepaalde straffen.

Zijn naam wordt geschrapt van alle lijsten waarop hij voorkomt.

219. Vijf dagen vóór de dag van de stemming wordt de kandidatenlijst afgesloten door de Bestendige Deputatie van de provincieraad.

Wanneer er niet meer kandidaten dan toe te kennen mandaten zijn, worden de kandidaten zonder meer door de Bestendige Deputatie gekozen verklaard.

Het proces-verbaal van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van dit college, wordt onmiddellijk aan de griffie van de Senaat gezonden tegelijk met de voordrachten. De gouverneur doet aan de gekozenen en aan de leden van de Provincieraad een uittreksel uit het proces-verbaal toekomen.

Zijn er meer kandidaten regelmatig voorgedragen dan er mandaten toe te kennen zijn, dan wordt de kandidatenlijst aan de provincieraadsleden gezonden, samen met hun oproepingsbrief voor de stemming; tot de bij de onderstaande

artikelen bepaalde kiesverrichtingen wordt dan overgegaan door een bureau bestaande uit de voorzitter van de Provincieraad en de twee jongste raadsleden, die hem bijstaan.

Zie ook artikel 49 van de Provinciewet.

220. De benoeming van de provinciale senatoren geschiedt overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 165 tot 173 betreffende de verkiezing van de leden der Wetgevende Kamers.

Zie inzonderheid artikel 173.

221. De Voorzitter van de provincieraad kondigt in openbare vergadering de uitslag van de stemming af.

222. Wanneer een provinciaal senator vóór het verstrijken van zijn mandaat ophoudt van de Senaat deel uit te maken, wordt in zijn vervanging voorzien overeenkomstig de voorschriften betreffende een algehele vernieuwing. Wanneer echter ten minste vijf ondertekenaars van de lijst waartoe het gewezen lid behoorde, een voordracht ondertekenen, wordt bij het vaststellen van de uitslagen van de stemming gehandeld alsof alle zetels toe te kennen waren, en wordt de kandidaat voorgesteld door de raadsleden die het te vervangen lid hadden voorgedragen, gekozen verklaard indien zijn lijst ten minste evenveel zetels behaalt als de door dezelfde raadsleden ingediende lijst bij de algehele vernieuwing had verkregen. Is zulks niet het geval en werden een of meer kandidaten onderscheidenlijk voorgedragen door ten minste vijf ondertekenaars van een van de lijsten die bij de voorgaande vernieuwing waren ingediend, dan wordt gekozen verklaard de kandidaat wiens lijst meer zetels behaalt dan de door dezelfde raadsleden ingediende lijst bij de vernieuwing verkregen had. Bij gemis van kandidaten die aan deze vereisten voldoen, wordt de zetel toegekend aan de kandidaat die de meeste stemmen behaalt.

TITEL VIII.

Verkiezbaarheid (...).

223. Om verkiesbaar te zijn voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers moet men :

- 1° Belg zijn door geboorte of grote naturalisatie hebben verkregen;
- 2° Het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° De volle leeftijd van vijftientig jaar hebben bereikt;
- 4° Zijn woonplaats hebben in België.

224. Om tot senator gekozen te kunnen worden moet men :

- 1° Belg zijn door geboorte of grote naturalisatie hebben verkregen;
- 2° Het genot hebben van de burgerlijke en politieke rechten;
- 3° Zijn woonplaats hebben in België;
- 4° Ten minste veertig jaar oud zijn.

225. Om door het gewone kiezerskorps tot senator gekozen te kunnen worden, moet men bovendien behoren tot een der volgende categorieën :

- 1° Ministers, gewezen ministers en ministers van Staat;
 - 2° Leden en gewezen leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat;
 - 3° Houders van een einddiploma, uitgereikt door een der inrichtingen voor hoger onderwijs waarvan de lijst door de wet wordt vastgesteld;
 - 4° Gewezen hogere officieren van het leger en van de marine;
 - 5° Leden-titularissen en gewezen leden-titularissen der rechtbanken van koophandel, die ten minste tweemaal met een mandaat werden bekleed;
 - 6° Zij die gedurende ten minste tien jaar het ambt hebben bekleed van bedienaar van een der erediensten waarvan de leden een wedde genieten ten laste van de Staat;
 - 7° Werkende leden en gewezen werkende leden van een der koninklijke academiën en hoogleraren en gewezen hoogleraren aan een der inrichtingen voor hoger onderwijs waarvan de lijst door de wet wordt vastgesteld;
 - 8° Gewezen provinciegouverneurs, leden en gewezen leden van een bestendige deputatie, gewezen arrondissementscommissarissen;
 - 9° Leden en gewezen leden van provincieraden, die ten minste tweemaal met een mandaat werden bekleed;
 10. Burgemeesters en gewezen burgemeesters, schepenen en gewezen schepenen van gemeenten die arrondissementshoofdplaats zijn of meer dan 4.000 inwoners tellen;
 - 11° Gewezen gouverneurs-generaal en vice-gouverneurs-generaal van Belgisch-Kongo, (...) gewezen leden van de Koloniale Raad;
- Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 39° van deze wet.*
- 12° Gewezen directeurs-generaal, gewezen directeurs en gewezen inspecteurs-generaal bij de onderscheiden ministeries;
 - 13° Eigenaars en vruchtgebruikers van in België gelegen onroerende goederen waarvan het kadastraal inkomen ten minste 12.000 frank bedraagt; belastingplichtigen die elk jaar aan 's Lands Kas ten minste 3.000 frank aan directe belastingen betalen;
 - 14° Zij die, als afgevaardigd beheerder, als bestuurder, of in een soortgelijke hoedanigheid, gedurende vijf jaar de leiding hebben gehad van het dagelijks bestuur van een Belgische handelsvennootschap op aandelen waarvan het gestorte kapitaal ten minste een miljoen frank bedraagt;
 - 15° Hoofden van nijverheidsondernemingen waarin voortdurend ten minste honderd werklieden arbeiden, en van landbouwbedrijven ter grootte van ten minste vijftig hectaren;
 - 16° Zij die, als bestuurder-zaakvoerder of in een soortgelijke hoedanigheid, gedurende drie jaar de leiding hebben gehad van het dagelijks bestuur van een Belgische coöperatieve vennootschap, sinds vijf jaar ten minste 500 leden tellende;

17° Zij die, als werkende leden, gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter of secretaris van een maatschappij van onderlinge bijstand of van een verbond van maatschappijen van onderlinge bijstand, sinds vijf jaar ten minste 1.000 leden tellende;

18° Zij die, als werkende leden, gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter of secretaris van een beroeps-, nijverheids- of landbouwvereniging, sinds vijf jaar ten minste 500 leden tellende;

19° Zij die gedurende vijf jaar het ambt hebben vervuld van voorzitter van een kamer van koophandel of van nijverheid, sinds vijf jaar ten minste 300 leden tellende;

20° Leden of gewezen leden van raden van nijverheid en arbeid, van provinciale landbouwcommissies, van werkrechtersraden, die ten minste tweemaal met een mandaat werden bekleed;

21° Door verkiezing aangestelde leden of gewezen leden van een der raden van advies opgericht bij de ministeriële departementen.

226. De door de provincieraden gekozen senatoren mogen niet behoren tot de vergadering die hen kiest, noch daarvan deel hebben uitgemaakt gedurende het jaar van de verkiezing of gedurende de twee vorige jaren.

227. Niet verkiesbaar voor de Wetgevende Kamers zijn :

Zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om gekozen te worden;

Zij die krachtens artikel 6 van het kiesrecht uitgesloten zijn;

Zij die, ingevolge artikel 7, 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° (...), 12° en 13°, in de uitoefening van het kiesrecht geschorst zijn.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 41° van deze wet. In het opschrift van Titel VIII zijn de woorden « en onverenigbaarheden » geschrapt en is de indeling van deze titel in hoofdstuk I « Verkiezbaarheid » en Hoofdstuk II « Onverenigbaarheden » te niet gedaan bij artikel 1, § 2, 40° van deze wet.

228-230. (...).

Opgeheven bij artikel 9 van de wet van 6 augustus 1931.

TITEL IX.

Bepalingen van verschillende aard.

231. Alleen de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de Senaat doen uitspraak, zowel wat hun leden als wat de opvolgers betreft, over de geldigheid van de kiesverrichtingen.

Bij nietigverklaring van een verkiezing moeten alle formaliteiten, met inbegrip van de kandidaatstellingen, opnieuw worden vervuld.

232. Elk bezwaar tegen de verkiezing moet vóór het onderzoek van de geloofsbrieven worden ingebracht.

233. De niet aftredende volksvertegenwoordiger of senator die zich kandidaat heeft gesteld bij een parlementsverkiezing en gekozen is, wordt geacht zijn vorig mandaat te hebben neergelegd op de dag van de geldigverklaring van zijn nieuw mandaat van titularis of op de dag van het in artikel 235 bedoelde aanvullend onderzoek van de geloofsbrieven.

Hij die terzelfdertijd tot senator en tot volksvertegenwoordiger gekozen is, moet binnen acht dagen na het onderzoek van de geloofsbrieven aan beide Kamers bekend maken voor welk mandaat hij opteert. De optietermijn gaat voor de opvolger eerst in vanaf het in artikel 235 bedoelde aanvullend onderzoek.

234. Wanneer de Kamers vergaderd zijn, hebben alleen zij het recht de ontslagaanvraag van hun leden te ontvangen. Wanneer zij niet vergaderd zijn, mag de ontslagaanvraag ter kennis worden gebracht van de minister van Binnenlandse Zaken (...).

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 1, 42° van deze wet.

235. Wanneer een plaats openvalt door optie, overlijden, ontslag of anderszins, voleindigt de nieuwe senator of volksvertegenwoordiger het mandaat van zijn voorganger.

Indien kandidaten die tot dezelfde lijst als het te vervangen lid behoren, bij de verkiezing van dit lid opvolgers verklaard werden, aanvaardt de eerst in aanmerking komende opvolger zijn ambt. Vooraleer hij als volksvertegenwoordiger of senator geïnstalleerd wordt, verricht de bevoegde Kamer echter een aanvullend onderzoek van zijn geloofsbrieven, uitsluitend om na te gaan of hij nog aan de verkiesbaarheidsvereisten voldoet.

236. De nieuw gekozen volksvertegenwoordigers en senatoren aanvaarden hun ambt zodra het onderzoek van hun geloofsbrieven en hun eedaflegging hebben plaatsgehad.

De volksvertegenwoordigers en de senatoren die bij een algehele vernieuwing tot gekozenen uitgeroepen werden door de voorzitters van de kiescolleges, door de voorzitters van de provincieraden of door de voorzitters van de Senaat, onderzoeken echter de geloofsbrieven van hun collega's en nemen deel aan de stemming daarover, zelfs vooraleer zij de eed hebben afgelegd.

237. De leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden voor vier jaar gekozen.

De Kamer wordt om de vier jaar vernieuwd.

238. De senatoren worden voor vier jaar gekozen.

De Senaat wordt om de vier jaar geheel vernieuwd.

239. Het mandaat van de leden der Wetgevende Kamers eindigt normaal :

Voor de rechtstreeks gekozen leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat, op de dag bij artikel 105 vastgesteld voor de gewone vergadering van de kiescolleges die in de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren moeten voorzien;

(Voor de door de provincieraden gekozen senatoren, op de dag overeenkomstig artikel 216 bepaald voor hun vervanging;)

Voor de door de Senaat gekozen senatoren, daags vóór de eerste gewone of buitengewone zitting van de vernieuwde Senaat.

Het derde lid aldus vervangen bij artikel 1, § 13 van de wet van 17 maart 1958.

240. De eerste gewone vernieuwing na een buitengewone algehele vernieuwing heeft plaats, hetzij voor beide Kamers, hetzij voor de Kamer die buitengewoon vernieuwd werd, in de maand mei na de vierde gewone zitting.

De gewone zitting is die waarin de Kamers de rijksmidelenbegroting hebben aangenomen.

241. Opgeheven worden :

1. De titels IV tot XI van het Kieswetboek (. . .) ;

2. De wet van 21 oktober 1921, tot regeling van de verkiezing der rechtstreeks door de Senaat gekozen senatoren en van deze door de provincieraden benoemd;

3. Alle met deze wet strijdige bepalingen.

Het overige van 1° opgeheven bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1932.

PARLEMENTSVERKIEZING.

MODEL I.

Onderrichtingen voor de kiezer.

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur.

Bij het begin van de stemming of gedurende de verrichtingen, kan de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, de namen van de kiezers laten afroepen in de volgorde waarin zij zijn ingeschreven op de krachtens artikel 112 van het Kieswetboek opgehangen lijst.

Na de afroeping worden de kiezers die niet geantwoord hebben, tot de stemming toegelaten tot 13 uur. Kiezers die zich echter vóór 13 uur in het lokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer mag, hetzij voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers, hetzij voor de Senaat, niet meer dan één stem uitbrengen voor de toekenning van de mandaten van titularis en één stem voor de opvolging.

3. Ingeval er niet meer dan één lid moet worden gekozen, staan de namen van de kandidaten voor het mandaat van titularis op het stembiljet naast elkaar in de volgorde door het lot aangewezen. Onder elk van deze namen staat eventueel onder de vermelding « opvolger » de naam van de op dezelfde lijst voorkomende kandidaat-opvolger.

Wanneer er meer dan één lid moet worden gekozen voor een zelfde Kamer, zijn de samen voorgedragen kandidaten in een zelfde kolom ondergebracht. Eerst komen de namen

van de kandidaten voor de mandaten van titularis in de volgorde van de voordracht en daarna, onder de vermelding « opvolgers », de namen van de kandidaat-opvolgers, insgelijks in de volgorde van de voordracht. De volgorde van de lijsten op het stembiljet is door het lot aangewezen.

4. Kan de kiezer zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaat-titularissen en -opvolgers op de door hem gesteunde lijst voorkomen, dan maakt hij in het stemvak bovenaan op die lijst het helle stipje zwart met het te zijner beschikking gestelde potlood. Hij handelt evenzo wanneer hij zijn stem wil geven aan een alleenstaand kandidaat voor wie het stembiljet geen opvolger aangeeft.

Kan hij zich enkel verenigen met de volgorde van de kandidaat-titularissen en wil hij die van de opvolgers wijzigen, dan geeft hij een naamstem, door in het stemvak naast de naam van de kandidaat van zijn keuze het stipje zwart te maken met het te zijner beschikking gestelde potlood.

Kan hij zich enkel verenigen met de volgorde van de kandidaat-opvolgers en wil hij die van de titularissen wijzigen, dan geeft hij een naamstem aan de titularis van zijn keuze.

Kan hij zich niet verenigen met de volgorde, noch van de titularissen, noch van de opvolgers en wil hij die volgorde wijzigen, dan brengt hij een naamstem uit op een titularis en een naamstem op een opvolger van dezelfde lijst.

Moet er niet meer dan één lid gekozen worden of wil de kiezer zijn stem geven aan een lijst waarop maar één kandidaat-titularis en één -opvolger voorkomen, dan mag de kiezer naar goeddunken zijn stem uitbrengen overeenkomstig het eerste, het tweede, het derde of het vierde lid hierboven.

Het stemcijfer van een lijst is het totaal van de stembiljetten waarop een geldige stem voor die lijst is uitgebracht, onverschillig of het een lijststem dan wel een naamstem is.

5. Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt hij hem een stembiljet in ruil voor de oproepingsbrief.

Nadat de kiezer zijn stem heeft uitgebracht, toont hij aan de voorzitter zijn rechthoekig in vieren gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stembus; hij laat zijn oproepingsbrief afstempelen door de voorzitter of de daartoe gemachtigde bijzitter en verlaat de zaal.

In geval van gelijktijdige verkiezing voor beide Wetgevende Kamers ontvangt de kiezer bovendien een stembiljet voor de verkiezing van de Senaat. Hij steekt het in de daartoe bestemde stembus nadat dezelfde formaliteiten zijn vervuld.

6. De kiezer mag zich niet langer in het stemhokje ophouden dan nodig is om zijn stembiljet in te vullen.

7. Ongeldig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan die welke op het ogenblik van de stemming door de voorzitter zijn overhandigd;

2° zelfs de laatstbedoelde biljetten a) als daarop geen stem is uitgebracht, meer dan één stem, hetzij voor titularissen, hetzij voor opvolgers is uitgebracht, meer dan één lijststem

is uitgebracht, een stem bovenaan op een lijst en tegelijk een stem voor een kandidaat van een andere lijst is uitgebracht of voor een titularis van een lijst en tegelijk voor een opvolger van een andere lijst is gestemd;

b) als hun vorm en afmetingen veranderd zijn of als zij, binnenin, een papier of enig voorwerp bevatten; c) als er een

teken, een doorhaling of een bij de wet niet geoorloofd merk op aangebracht is waardoor de kiezer herkend kan worden.

8. bij die stemt zonder daartoe het recht te hebben of in de plaats van een ander stemt, is strafbaar.

Wet van 15 mei 1949 tot regeling van de gelijktijdige parlaments- en provincieraadsverkiezingen.

ART. 1. — Wanneer de parlamentsverkiezingen en de provincieraadsverkiezingen op dezelfde dag moeten plaatshebben, blijven de bepalingen van het Kieswetboek en van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen gelden voor de kiesverrichtingen, onder voorbehoud van de regels gesteld in de hiernavolgende artikelen 2 tot 7.

2. — De hoofdbureaus verrichten hun werkzaamheden afzonderlijk voor de twee verkiezingen. Alleen het hoofdbureau voor de parlamentsverkiezingen is echter bevoegd om de in artikel 148 van het kieswetboek voorgeschreven loting te houden.

Bovendien is alleen de voorzitter van het evengenoemde bureau gerechtigd :

a) toezicht te houden op het geheel van de verrichtingen in het kiesarrondissement en desnoods zodanige spoedmaatregelen voor te schrijven als door de omstandigheden vereist zijn;

b) over te gaan tot de verrichtingen, bepaald in artikel 150 van het Kieswetboek en in artikel 6, zesde lid, van deze wet;

c) te waken voor de toepassing van artikel 131 van het Kieswetboek betreffende de aanwijzing van getuigen.

Wanneer een zelfde magistraat is aangewezen als voorzitter van het hoofdbureau voor de parlamentsverkiezingen en van het hoofdbureau voor de provincieraadsverkiezingen, wordt hij in de laatstgenoemde functie vervangen door de magistraat die hem bij verhindering in zijn rechterlijk ambt moet vervangen.

3. — (De kandidaten voor de provincieraadsverkiezingen mogen in hun verklaring van bewilling in hun kandidaatstelling vragen dat aan hun lijst hetzelfde volgnummer wordt toegekend als aan een van de lijsten die in het kiesarrondissement voorgedragen zijn voor de parlamentsverkiezingen. Het verzoek kan eveneens gedaan of ingetrokken worden bij een door dezelfde kandidaten ondertekende verklaring, die de twintigste dag vóór de stemming tussen 13 en 16 uur, of de negentiende dag, tussen 13 en 15 uur, aan de voorzitter van het hoofdbureau voor de provincieraadsverkiezingen dient te worden overhandigd.

Deze voorzitter geeft uiterlijk de negentiende dag vóór de stemming aan de voorzitter van het hoofdbureau voor de parlamentsverkiezingen kennis van de aldus gedane verzoeken.

Het verzoek kan alleen ingewilligd worden indien het de instemming heeft van de kandidaat-titularissen voor de Kamer en de Senaat of van twee der eerste drie kandidaten die voorkomen op de lijsten waarvan het nummer is

gevraagd.) Deze instemming wordt uitgedrukt in een door de bedoelde kandidaten ondertekende verklaring, die de negentiende dag vóór de stemming, tussen 13 en 15 uur, en de zeventiende dag, tussen 14 en 16 uur, aan de voorzitter van het hoofdbureau voor de parlamentsverkiezingen wordt overhandigd. Wanneer het verzoek regelmatig verklaard is, moeten de lijsten het gevraagde nummer krijgen.

Zodra de lijsten voor de parlamentsverkiezingen genummerd zijn, geeft de voorzitter van het bevoegde hoofdbureau aan de betrokken voorzitters telegrafisch of per bode kennis van de regelmatig ingewilligde verzoeken, van de aan de bedoelde lijsten toe te kennen volgnummers en van het laatste nummer dat voor de parlamentsverkiezingen is toegekend.

De nummering van de lijsten voor de provincieraadsverkiezingen geschiedt eerst na de ontvangst van die kennisgeving, en de loting voor de nog niet van een volgnummer voorziene lijsten heeft plaats over de nummers die onmiddellijk hoger zijn dan het laatste nummer dat in het kiesarrondissement voor de parlamentsverkiezingen is toegekend.

Het eerste en tweede lid en de eerste volzin van het derde lid aldus vervangen bij artikel 3, § 1 van de wet van 17 maart 1958.

4. — De opdracht van de voorzitter van het eerste stembureau van het kanton geldt voor beide verkiezingen.

De voorzitter wijst een plaatsvervanger aan om zijn taak waar te nemen bij de kiesverrichtingen van zijn bureau en een andere plaatsvervanger om op de avond van de stemming de dubbels van de opnemingsstabellen betreffende de provincieraadsverkiezingen na te zien. Deze laatste plaatsvervanger, bijgestaan door de secretaris, die hij aanwijst, houdt zitting in hetzelfde gebouw als de voorzitter van het eerste stembureau.

De bepalingen van dit artikel zijn ook dan van toepassing wanneer het kiesdistrict slechts één kanton omvat.

5. — De stemverrichtingen zijn gemeenschappelijk voor beide verkiezingen. Ieder stembureau beschikt over drie stembussen, onderscheidenlijk voor de stembiljetten voor de Senaat, de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de provincieraad.

Het stempapier voor de provincieraadsverkiezingen is van een andere kleur dan het stempapier voor de parlamentsverkiezingen.

De omslagen waarin stembiljetten of stukken voor de provincieraadsverkiezingen moeten worden gesloten, zijn van dezelfde speciale kleur als die biljetten of dragen als opschrift een letter P van drie centimeter hoogte.

Het sluitingsuur van de stemverrichtingen wordt verscho-
ven tot 14 uur.

Wanneer de stemopneming niet in het stemlokaal, maar in
een ander lokaal van dezelfde gemeente moet geschieden,
mogen de stembiljetten in een harmonika-omslag gesloten
of in de stembus gelaten worden. De omslagen of stem-
bussen worden behoorlijk verzegeld alvorens naar het
stemopnemingsbureau te worden vervoerd.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt in twee exemplaren,
het ene bestemd voor het stemopnemingsbureau van de
provincieraadsverkiezingen en het andere voor het bureau
van de parlementsverkiezingen. De bijlagen die beide verkie-
zingen betreffen, worden gevoegd bij het exemplaar bestemd
voor het bureau van de parlementsverkiezingen.

(Niemand kan voorzitter zijn van een stembureau, tenzij
hij kiezer is in het kiesdistrict.)

*Het zevende lid aldus vervangen bij artikel 3, § 2 van de
wet van 17 maart 1958.*

6. — De stemopneming geschiedt afzonderlijk voor
de twee verkiezingen. Te dien einde worden alle stemopne-
mingsbureaus gesplitst in een bureau A en een bureau B.

Het bureau A, samengesteld overeenkomstig de bepalingen
van de artikelen 148 tot 150 van het Kieswetboek, neemt de
stembiljetten voor de provincieraad op.

Het bureau B neemt de stembiljetten voor de Wetgevende
Kamers op. Dit bureau bestaat uit een voorzitter en twee
bijzitters, aangewezen overeenkomstig het bepaalde in arti-
kel 95 van het Kieswetboek.

De voorzitters en de bijzitters van de bureaus B worden
onderscheidenlijk voor en na de benoeming van de voor-
zitters van de stembureaus aangewezen.

De tabel van de voorzitters en bijzitters van de bureaus B
worden ten minste veertien dagen vóór de dag van de stem-
ming toegezonden aan de voorzitter van het hoofdbureau
voor de parlementsverkiezingen.

De aanwijzing, bij loting, van de voorzitters en bijzitters
van de bureaus B voor een bepaald stemopnemingsbureau
en de kennisgeving van die aanwijzing geschieden tegelijk
met de verrichtingen voorgeschreven bij de artikelen 148,
eerste lid, en 150, tweede en derde lid, van het Kieswetboek.

De bureaus A en B houden zitting in verschillende lokalen
van hetzelfde gebouw.

De leden van het bureau B moeten aanwezig zijn te
14 u 30 m en dadelijk verklaart het bureau zich samengesteld.
Is een van de leden op het ogenblik van de verrichtingen

verhindert of afwezig, dan zorgt het bureau voor de nodige
aanvulling.

De voorzitter van het bureau B wijst een secretaris aan
om het bureau bij te staan. De secretaris legt de eed af; hij
ontvangt presentiegeld. Hij is niet stemgerechtigd, behalve
indien hij, bij afwezigheid van een lid van het bureau, als
bijzitter opgenomen wordt. In dat geval, evenals bij afwezig-
heid van de door de voorzitter aangewezen secretaris, wijst
het bureau de bijzitter aan, die tevens de taak van secretaris
zal vervullen.

De eed wordt vóór het begin van de verrichtingen door de
bijzitters, de secretaris en de getuigen die 's voormiddags
niet beëdigd zijn, afgelegd in handen van de voorzitter, ver-
volgens door deze ten overstaan van het samengestelde
bureau.

(Onmiddellijk na de eedaflegging telt het bureau, naarmate
de omslagen en de stembussen binnenkomen, de daarin ver-
vatte stembiljetten, zonder ze open te vouwen. Met de
eigenlijke stemopneming wordt begonnen zodra het bureau
in het bezit is van alle stembiljetten. Deze moeten uiterlijk
te 16 uur het bureau bereiken).

Gedurende de verrichtingen wisselen de voorzitters van de
bureaus A en B, in tegenwoordigheid van de getuigen, de
biljetten uit die niet voor hen bestemd zijn en bij vergissing
in hun stembussen gestoken zijn. Het getal van die biljetten
wordt in de processen-verbaal vermeld.

*Het elfde lid aldus vervangen bij artikel 3, § 3 van de wet
van 17 maart 1958.*

7. — Het presentiegeld en de reisvergoeding voor de
leden van de stembureaus worden eenvormig vastgesteld op
de bedragen bepaald voor de parlementsverkiezingen. Zij
worden voor twee derde door de Staat gedragen en voor een
derde door de provincies. De Staat schiet het aandeel van de
provincies voor en houdt het af van hun aandeel in het fonds
der provincies, op overlegging van een staat door de minis-
ter van Binnenlandse Zaken opgemaakt.

8. — (...).

*Deze bepalingen vormen de artikelen 99, derde lid 101 en
126 van het Kieswetboek.*

9. — (...).

*Deze bepalingen vormen de artikelen 6, 29 en 33 van de
Provinciekieswet.*

10. — (...).

Deze bepaling vormt artikel 100 van de Provinciewet.

PROVINCIEKIESWET.

(Wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen.)

TITEL I.

Kiescolleges en stembureaus.

ART. 1. — (Kiezer voor de provincieraad zijn, zonder
onderscheid van geslacht, zij die voldoen aan de vereisten
om kiezer te zijn voor de Wetgevende Kamers en ingeschre-
ven zijn op de lijst van de parlementskiezers die geldt op de
datum van de provincieraadsverkiezingen.)

*Aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van
26 juli 1948.*

(2.) De provincieraadsverkiezingen hebben plaats per kies-
district; ieder kiesdistrict bestaat in elk administratief arron-
dissement uit een of meer kieskantons, vastgesteld overeen-
komstig artikel (88) van het Kieswetboek.

De groepering van de kieskantons wordt bepaald door de bij de provinciewet gevoegde tabel.

Het nummer van het artikel aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 26 juli 1948; de verwijzing naar het artikel van het Kieswetboek, aldus vervangen bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929. Wat de in het laatste lid bedoelde tabel betreft, zie het besluit van de Regent van 18 mei 1949.

(2bis.) Het aantal te kiezen raadsleden wordt voor elk kiesdistrict bepaald door de indelingstabel van de provincieraadsleden (...) die geldt op het tijdstip van de verkiezing.

Het nummer van het artikel aldus vervangen bij het enige artikel van de wet van 26 juli 1948 en de tekst aldus gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 11 april 1936.

3. De bepalingen van de artikelen (89, 90, eerste lid, en 91 tot 104) van het Kieswetboek zijn mede van toepassing op de provincieraadsverkiezingen, voor zover niet anders is bepaald in de hiernavolgende artikelen 4 tot 8 en 40.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

4-5. (...).

Opgeheven bij artikel 2, c, van de wet van 26 april 1929.

6. (De bepalingen van artikel 94, tweede en vijfde lid, van het Kieswetboek betreffende de provincie en het provinciaal centraal bureau enerzijds en de administratieve arrondissementen anderzijds zijn, wat de provincieraadsverkiezingen betreft, onderscheidenlijk van toepassing op het administratief arrondissement en het centraal bureau van het arrondissement enerzijds en op de kiesdistricten anderzijds.)

Aldus vervangen bij artikel 9, a, van de wet van 15 mei 1949.

7. De voorzitter van het eerste stembureau van elk kanton wijst uit de kiezers van het kanton de voorzitters aan voor de stembureaus waarvan het voorzitterschap niet toekomt aan een van de personen vermeld in artikel (95) van het Kieswetboek; bovendien wijst hij uit dezelfde kiezers een plaatsvervangend voorzitter aan voor ieder van de stembureaus voorgezeten door magistraten die geen kiezer zijn in het kanton en verplicht zijn in een ander kanton te gaan stemmen. Op de dag van de stemming wordt de voorzitter gedurende zijn afwezigheid vervangen door de plaatsvervangende voorzitter.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

8. (Het presentiegeld en de reisvergoedingen zijn ten laste van de provincie.

Het bedrag ervan is hetzelfde als voor de parlementsverkiezingen.)

Aldus vervangen bij artikel 2, § 1 van de wet van 17 maart 1958.

TITEL II.

Kiesverrichtingen.

9. De bepalingen (van titel IV) van het Kieswetboek zijn mede van toepassing op de provincieraadsverkiezingen, voor zover niet anders is bepaald in de hiernavolgende artikelen 10 tot 22 en 41.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

10. De onderrichtingen (model I), gevoegd bij het Kieswetboek en waarvan sprake is in de artikelen (112, 127 en 140) van dat wetboek, worden voor de provincieraadsverkiezingen vervangen door de onderrichtingen (model I) die bij deze wet gevoegd zijn. (Een exemplaar van deze wet wordt gevoegd bij elk exemplaar van het Kieswetboek, waarvan de neerlegging bij artikel 113 van dat wetboek is voorgeschreven.)

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, en b van de wet van 26 april 1929.

11. De voordrachten van kandidaten voor de plaatsen van provincieraadslid moeten door ten minste vijftig provincieraadskiezers ondertekend worden.

Op geen enkele lijst mogen meer kandidaten voorkomen dan er leden te kiezen zijn; kandidaat-opvolgers mogen er niet op voorkomen.

Niemand mag tegelijk op twee of meer lijsten als kandidaat worden voorgedragen in de provincie. Met het oog op de schrapping van de kandidaten die bij dezelfde verkiezing in meer dan een kiescollege in een kandidaatstelling hebben bewilligd, maakt de voorzitter van het kiescollege op de dag zelf van de vaststelling der kandidatenlijst de namen en voornamen van de kandidaten zonder verwijl bekend aan de provinciegouverneur, die hem de meervoudige kandidaatstellingen meedeelt.

12. (De getuigen van de kandidaten moeten parlementskiezer zijn in het kiesarrondissement voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers, tenzij zij zelf kandidaat zijn.)

Aldus vervangen bij artikel 2, § A van de wet van 17 maart 1958.

13. Wanneer er niet meer kandidaten dan toe te kennen mandaten zijn, worden de kandidaten zonder meer gekozen verklaard.

In dat geval wordt het krachtens artikel 8 verschuldigd presentiegeld met de helft verminderd.

14. (De kandidaten of twee van de eerste drie kandidaten van de lijsten ingediend bij de hoofdbureaus die buiten de provinciehoofdplaats gevestigd zijn, mogen de maandag, twintigste dag vóór de stemming, tussen 13 en 16 uur, en de dinsdag, negentiende dag, tussen 13 en 15 uur, aan de voorzitter van het hoofdbureau van hun district een verzoek in tweevoud ter hand stellen om hetzelfde volgnummer te verkrijgen als zal worden toegekend aan een van de lijsten ingediend in de provinciehoofdplaats.

De voorzitter die een dergelijk verzoek ontvangt, zendt onmiddellijk een exemplaar aan de voorzitter van het hoofdbureau in de provinciehoofdplaats. De kandidaten of twee van de eerste drie kandidaten van de in de hoofdplaats voorgedragen lijsten mogen de zeventiende dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur, inzage nemen van de verzoekschriften en daarop hun verklaring van bewilliging of afwijzing stellen.

De voorzitter laat een enkele afzonderlijke loting houden onder de volledige en onvolledige lijsten die een gemeenschappelijk volgnummer met andere lijsten moeten hebben.

Hij deelt aan de voorzitters van de betrokken hoofdbureaus per telegram of per bode mee voor welke lijsten het verzoek is ingewilligd, welk volgnummer eraan moet worden gegeven en welk het laatste nummer is dat bij de bovenbedoelde speciale loting is toegekend.

De nummering voor alle lijsten die niet van een volgnummer zijn voorzien met toepassing van de vorige leden, geschiedt in alle districten van de provincie door middel van de nummers die onmiddellijk volgen op het laatste nummer dat bij de bovenbedoelde speciale loting is toegekend. Een eerste loting heeft plaats onder de volledige lijsten, een tweede onder de onvolledige.

Het bureau kan zo nodig beslissen dat twee of meer van die onvolledige lijsten in een zelfde kolom worden ondergebracht. Indien daartoe reden is, bepaalt het bij speciale lotingen de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in deze kolommen zullen worden opgenomen.

Voor de toepassing van de vorige bepalingen worden alleenstaande kandidaten geacht een onvolledige lijst te vormen.

De bepalingen van artikel 128, eerste tot vijfde lid, van het Kieswetboek, met uitzondering van die betreffende de opvolgers, zijn mede van toepassing voor het opmaken van het provinciaal stembiljet.)

Aldus vervangen bij artikel 2, § 3 van de wet van 17 maart 1958.

14bis. (. . .).

Opgeheven bij artikel 2, § 3 van de wet van 17 maart 1958.

15. Bij de verkiezingen voor de vernieuwing van de provincieraden kunnen de kandidaten van een lijst, met instemming van de kiezers die hen hebben voorgedragen, verklaren dat zij, met het oog op de zetelverdeling, zich verbinden met de bij name aan te wijzen kandidaten van lijsten die in andere kiesdistricten van hetzelfde administratief arrondissement zijn voorgedragen.

Bij toepassing van deze bepaling fungeert het in de hoofdplaats van het administratief arrondissement gevestigde hoofdbureau bovendien als centraal bureau van het arrondissement voor de verdeling van de zetels over de lijsten. De verklaringen van lijstenverbinding worden gedaan, in ontvangst genomen en bekendgemaakt overeenkomstig de artikelen (115, derde lid, en 137) van het Kieswetboek.

In zover de bepalingen van de artikelen (115, derde lid, 132 tot 137, 174 en 176 tot 178) van dat wetboek betrekking hebben op de provincie en het provinciaal centraal bureau enerzijds en op de arrondissementen van de provincie anderzijds, zijn zij, wat de provincieraadsverkiezing betreft, onderscheidenlijk van toepassing op het administratief arrondissement en het centraal bureau van het arrondissement enerzijds en op de kiesdistricten anderzijds.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

16. De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen. Kan hij zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op de door hem gesteunde lijst voorkomen, dan brengt hij zijn stem uit in het stemvak bovenaan op die lijst. Wil hij deze orde wijzigen, dan geeft hij een naamstem aan de kandidaat zijner keuze. Is er niet meer dan één lid te verkiezen of wil de kiezer zijn stem geven aan een alleenstaande kandidaat, dan brengt hij zijn stem uit in het stemvak boven de naam van de kandidaat.

(De stembiljetten waarop meer dan één stem is uitgebracht, zijn ongeldig, met uitzondering van die waarop de kiezer tegelijk bovenaan op een lijst en naast de naam van een kandidaat van dezelfde lijst gestemd heeft. In dat geval wordt de lijststem als niet bestaande beschouwd.)

Het tweede lid aldus vervangen bij artikel 2, b, van de wet van 26 april 1929.

17. Indien het kiesdistrict uit een enkel kanton bestaat, wordt de omslag waarin de bij de artikelen (161 en 162) van het Kieswetboek bedoelde stemopnemingsstabel gesloten is, door de voorzitter, vergezeld van de getuigen, dadelijk na beëindiging van de stemopneming overgebracht naar het hoofdbureau, dat overeenkomstig artikel (164) van het Kieswetboek onmiddellijk tot de algemene telling van de stemmen overgaat.

Indien het bureau niet vóór negen uur 's avonds in het bezit is van de uitslagen der stemopneming van alle stemafdelingen van het kiesdistrict, wordt, tenzij de leden van het bureau eenparig anders beslissen, de telling of de voortzetting ervan uitgesteld tot de volgende ochtend te negen uur. De voorzitter van het hoofdbureau zorgt voor de bewaring van de stemopnemingsstabellen.

Bestaat het kiesdistrict uit verscheidene kantons, dan worden de stemopnemingsstabellen over de post aan de voorzitter van het hoofdbureau toegezonden overeenkomstig artikel (163) van het Kieswetboek en geschieden de tellingsverrichtingen de volgende dag, zoals in artikel (161) van dat wetboek is bepaald.

Het eerste en het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

18. De verkiezing van de provincieraadsleden geschiedt door een enkele stemming.

19. In de kiesdistricten waar geen gebruik is gemaakt van het bij artikel 15 aan de kandidaten toegestane recht om

een lijstenverbinding aan te gaan, wordt de verdeling van de zetels en de aanwijzing van de gekozenen gedaan overeenkomstig de artikelen (167 tot 170) van het Kieswetboek.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

20. In de districten waar wel gebruik is gemaakt van het in artikel 15 bepaalde recht, worden de artikelen (174 en 176 tot 178) van het Kieswetboek toegepast, behoudens de volgende afwijkingen :

A. In plaats van te handelen op de wijze vermeld in de artikelen (167 en 174) van het Kieswetboek, deelt het hoofdbureau van elk district het algemeen totaal van de geldige stemmen door het getal van de in het district toe te kennen zetels. Het aldus verkregen quotiënt drukt het stemmental uit dat onmiddellijk recht geeft op een zetel. Het bureau kent aan elke lijst zoveel keren een zetel toe als het quotiënt in haar stemcijfer begrepen is. Te dien einde deelt het bureau de stemcijfers door dit quotiënt zonder de bewerking tot de decimalen voort te zetten. Voor elke lijst schrijft het, tegenover het aantal zetels dat haar aldus bij de eerste verdeling is toegekend, het overschot van de deling, d.w.z. het aantal nog niet gebruikte stemmen.

Het proces-verbaal van deze verrichtingen wordt onmiddellijk gezonden aan de voorzitter van het centraal bureau van het arrondissement; de andere stukken worden aan de provinciegriffier gezonden overeenkomstig artikel 22.

B. Het centraal bureau van het arrondissement vergadert de volgende dag te 12 uur en handelt overeenkomstig de artikelen (176 en volgende) van het Kieswetboek, behalve dat het in plaats van breuken voor zeteltoewijzing aan te tekenen in de kolommen bepaald bij (artikel 177, zesde lid), daarin de niet vertegenwoordigde stemoverschotten inschrijft die in de processen-verbaal van bovenbedoelde districten zijn vermeld; het rangschikt ze in de volgorde van hun belangrijkheid en vermeldt tegenover elk overschot de naam van het district waarop het betrekking heeft.

C. Indien een groep van verbonden lijsten recht heeft op meer aanvullende zetels dan zij lijsten telt, wordt de toekenning van een tweede zetel aan een van deze lijsten (de eerste in de orde aangegeven onder B) pas gedaan nadat de andere lijsten van de groep elk een eerste aanvullende zetel hebben verkregen.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

21. Voor elke lijst waarvan een of meer kandidaten gekozen zijn, — zonder dat een onderscheid moet worden gemaakt naargelang er in het arrondissement al dan niet lijstenverbindingen zijn aangegaan — worden de niet tot provincieraadslid gekozen kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald, eerste, tweede, derde opvolger, enz. verklaard; bij gelijk stemmental is de orde van inschrijving op het stembiljet beslissend. Voordat die aanwijzing plaatsheeft en nadat het bureau de provincieraadsleden heeft aangewezen, gaat het over tot een nieuwe individuele toekenning van de lijststemmen die ten gunste van de volgorde der lijst zijn uitgebracht en zulks op dezelfde wijze als bij de vorige toeken-

ning, maar te beginnen met de eerste van de niet gekozen kandidaten in de volgorde van de lijst.

(Het aantal opvolgers mag op geen enkele lijst het dubbel van het aantal gekozen raadsleden te boven gaan.)

Het tweede lid aldus vervangen bij artikel 2, b, van de wet van 26 april 1929.

22. Het proces-verbaal van de verkiezing, opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de artikelen (126 en 173) van het Kieswetboek en vergezeld van de in die artikelen opgegeven stukken, wordt binnen twee dagen aan de provinciegriffier gezonden. Dit geldt ook voor de processen-verbaal bedoeld in artikel 20, A, laatste lid.

De provincieraad kan, indien hij het nodig acht, overlegging bevelen van deze stukken, alsmede van die welke ingevolge artikel (175) van het Kieswetboek aan de griffie van de rechtbank of van het vrederecht moeten worden gezonden.

Aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

TITEL III.

Verkiezbaarheid en onverenigbaarheden.

23. Tot provincieraadslid kunnen alleen worden gekozen en provincieraadslid kunnen alleen blijven personen van het mannelijk of vrouwelijk geslacht die :

1. Belg zijn door geboorte of grote naturalisatie hebben verkregen;
2. De volle leeftijd van vijftientwintig jaar hebben bereikt;
3. Hun woonplaats hebben in de provincie.

Niet verkiesbaar is de gehuwde, weduwe geworden of uit de echt gescheiden vrouw die de staat van Belg enkel door haar huwelijk verkregen heeft, of die staat door haar huwelijk verloren heeft en hem niet heeft herkreten.

(Aan de verkiesbaarheidsvereisten moet uiterlijk op de dag van de verkiezing voldaan zijn.)

Het derde lid aldus vervangen bij artikel 2, § 4 van de wet van 17 maart 1958.

24. (Niet verkiesbaar zijn zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om verkozen te worden, zij die bij artikel (6) van het Kieswetboek van het kiesrecht uitgesloten zijn en zij die, ingevolge artikel (7), 1^o, 2^o en 4^o tot 13^o van dat wetboek, in de uitoefening van het kiesrecht geschorst zijn.)

Aldus vervangen bij de bijkomende bepaling II van de wet van 11 augustus 1928 en daarna aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

25. Van een provincieraad kunnen geen deel uitmaken :

1. de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat;
2. De provinciegouverneur, de provinciegriffier en de arrondissementscommissarissen;

3. De vrederechters, de leden van de rechtbanken van eerste aanleg en van de hoven van beroep, alsmede de (leden) van de parketten bij de hoven en rechtbanken;

4. (. . .) de ontvangers of de rekenplichtigen van de Staat of de provincie;

5. De gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers;

6. De ambtenaren en beambten van het provinciebestuur, van de arrondissementscommissariaten en van de gemeentebesturen.

Provincieraadsleden mogen door de raad waarvan zij lid zijn niet eerder dan één jaar na het einde van hun mandaat worden voorgedragen als kandidaat voor een betrekking in de rechterlijke orde.

3° en 4° aldus gewijzigd bij artikel 1, § 2 2° en 3° van deze wet.

26. Indien twee echtgenoten door hetzelfde kiescollege tot provincieraadslid zijn gekozen, mag alleen degene die de meeste stemmen heeft verkregen en, bij gelijk stemmental, alleen de oudste zitting nemen in de raad.

Voor de toepassing van deze bepaling worden, zowel voor de een als voor de ander, alle lijststemmen welke door overdracht zijn toegekend aan de kandidaten die op de gekozenen volgen naar de volgorde van de lijst, beschouwd als toegekend aan de gekozenen.

Worden twee echtgenoten gekozen, de een tot raadslid, de ander tot opvolger, dan geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger.

Tussen opvolgers die voor opengevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

Bij huwelijk tussen raadsleden neemt hun mandaat een einde.

27. Van de bestendige deputatie van de provincieraad kunnen geen lid zijn :

1. De (leden) van de rechterlijke orde;

2. De bedienaren van de erediensten;

3. De ingenieurs en conducteurs van bruggen en wegen en van het mijnwezen;

4. De ambtenaren van het Bestuur;

5. De met het openbaar onderwijs belaste personen die door de Staat, de provincie of de gemeente bezoldigd worden, met uitzondering van de gewone en de buitengewone hoogleraren en de docenten aan de Rijksuniversiteiten;

6. De leden van de stads- en gemeentebesturen, de ontvangers van de (commissies van openbare onderstand);

7. De ambtenaren die rechtstreeks onder het gezag staan van de provinciegouverneur, van de provincieraad of van de bestendige deputatie.

1° en 6° aldus gewijzigd bij artikel 1, § 2, 4° van deze wet.

28. Leden van een provincieraad, die hetzij echtgenoten, hetzij bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad zijn, kunnen niet tegelijk deel uitmaken van de bestendige deputatie van die raad.

Aanverwantschap, tot stand gekomen tijdens de duur van het lidmaatschap, maakt hieraan geen einde. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk tussen leden van de bestendige deputatie.

TITEL IV.

Organieke bepalingen.

29. (De gewone verkiezingen tot algehele vernieuwing van de provincieraden worden van rechtswege om de vier jaar gehouden op de vierde zondag van mei, tenzij Pinksteren op die zondag valt, in welk geval de verkiezing naar de volgende zondag wordt verschoven.)

Aldus vervangen bij artikel 9 b, van de wet van 15 mei 1949.

30. De provincieraad doet uitspraak over de geldigheid van de provincieraadsverkiezingen; hij onderzoekt de geloofsbrieven van de raadsleden en opvolgers en beslist de geschillen die hieromtrent rijzen.

31. Elk bezwaar tegen de verkiezing moet bij de provincieraad worden ingebracht vóór het onderzoek van de geloofsbrieven.

32. Bij nietigverklaring van een verkiezing moeten alle verrichtingen, de voordracht van kandidaten inbegrepen, opnieuw plaatshebben.

Wanneer evenwel bij de verkiezingen in verscheidene districten van een zelfde arrondissement de in artikel 15 bedoelde lijstenverbinding heeft plaatsgehad en wanneer de gronden van nietigverklaring der verkiezing in een van de districten geen twijfel kunnen doen rijzen omtrent de nauwkeurigheid en de echtheid van de in de andere districten opgetekende uitslagen, dan kan de provincieraad de verkiezingen in deze districten geldig verklaren met betrekking tot de zetels die bij eerste verdeling zijn toegekend overeenkomstig artikel 20, A, en, voor de bij tweede verdeling toegekende zetels, zijn beslissing aanhouden tot het tijdstip van het onderzoek van de geloofsbrieven na de nieuwe verkiezingen die moeten worden gehouden in het district waar de kiesverrichtingen nietig verklaard zijn.

De verklaringen tot lijstenverbinding, bij de eerste verkiezing op geldige wijze gedaan, blijven bij de nieuwe verkiezing gelden voor de lijsten waarvan de samenstelling niet veranderd is. Zij worden dus niet vernieuwd en er mogen geen nieuwe worden aanvaard.

Bij de nieuwe verkiezing wordt het centraal bureau van het arrondissement opnieuw in het bezit gesteld van de vroegere processen-verbaal, bedoeld in artikel 20, A, tweede

lid, ten einde de nieuwe stembijfers van de lijstengroepen te kunnen vaststellen, de lijsten te kunnen rangschikken in de bij artikel 20, B, voorgeschreven volgorde, en in het algemeen de onder die letter B bepaalde verrichtingen te doen zowel met betrekking tot het district waar de nieuwe verkiezing heeft plaatsgehad als tot de districten waar aanvullende zetels toe te kennen blijven.

33. (De provincieraadsleden worden gekozen voor een termijn die eindigt op de dag vastgesteld voor de gewone en algehele vernieuwing van de provincieraaden. Zij zijn herkiesbaar.)

Aldus vervangen bij artikel 9, c, van de wet van 15 mei 1949.

34. De nieuwgekozen raadsleden aanvaarden hun ambt op de eerste (bijeenkomst van de gewone of buitengewone zitting) van de provincieraad.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 2, 5° van deze wet.

35. Tijdens de zitting van de provincieraad heeft alleen deze het recht het ontslag van zijn leden te ontvangen. Buiten de zitting kan het ontslag ingediend worden bij de bestendige deputatie.

36. Indien een plaats openvalt door optie, ontslag, overlijden of anderszins en moet worden ingenomen door een opvolger, wordt deze geïnstalleerd op de eerste (bijeenkomst van de gewone of buitengewone zitting) van de provincieraad. Vóór de installatie verricht de raad, uitsluitend wat het behoud van de verkiesbaarheidsvereisten betreft, een aanvullend onderzoek van de geloofsbriefen.

Is er geen opvolger, dan wordt in de vacature voorzien vóór het tijdstip waarop de gewone zitting van de provincieraad begint.

Indien de plaats minder dan dertig dagen vóór de opening van de gewone zitting of in de loop daarvan openvalt, vergadert het kiescollege binnen veertig dagen.

De buitengewone bijeenroeping van het college geschiedt hetzij krachtens een beslissing van de provincieraad of van de bestendige deputatie, hetzij krachtens een koninklijk besluit. De beslissing of het besluit stelt de datum van de verkiezing vast, die op een zondag moet vallen.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 2, 5° van deze wet.

37. Wanneer een provincieraadslid overlijdt of trittreedt vóór het einde van zijn ambtstermijn, heeft zijn opvolger slechts zitting tot het einde van die termijn.

TITEL V.

Bepalingen van verschillende aard.

38. De bepalingen van (titels V) (Straffen) en (VI) (Sanctie op de stemplicht) van het Kieswetboek zijn mede van toepassing op de provincieraadsverkiezingen.

Hij die zijn stemplicht verzuimt bij een provincieraadsverkiezing, na een zelfde verzuim te hebben begaan bij een parlaments- of een gemeenteraadsverkiezing, en omgekeerd, is niet in staat van herhaling.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 2, a, van de wet van 26 april 1929.

39-41. (...).

Bevatten wijzigingen in het Kieswetboek.

42. (...).

Dit artikel heeft artikel 2 van de provinciewet vervangen door de nieuwe artikelen 1bis en 2.

43. De wet van 22 april 1898, alsmede de artikelen 190 en 191 van het Kieswetboek, worden opgeheven.

PROVINCIERAADSVERKIEZINGEN.

MODELE I.

Onderrichtingen voor de kiezer.

A. Wanneer er twee of meer raadsleden moeten worden gekozen.

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 13 uur. Bij het begin van de stemming of gedurende de verrichtingen kan de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, de namen van de kiezers laten afroepen in de volgorde waarin zij zijn ingeschreven op de krachtens artikel 112 van het Kieswetboek opgehangen lijst.

Na de afroeping worden de kiezers die niet geantwoord hebben, tot de stemming toegelaten tot 13 uur. Kiezers die zich echter voor 13 uur in het lokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer mag niet meer dan één stem uitbrengen, hetzij bovenaan op een lijst of op een alleenstaande kandidatuur, hetzij naast de naam van een kandidaat.

3. De samen voorgedragen kandidaten zijn in een zelfde kolom van het stembiljet ondergebracht. Hun namen staan in de volgorde van de voordracht. De volgorde van de lijsten op het stembiljet is door het lot aangewezen.

4. Kan de kiezer zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op de door hem gesteunde lijst voorkomen, dan maakt hij in het stembiljet bovenaan op die lijst het helle stipje zwart met het te zijner beschikking gestelde potlood.

Wil hij die volgorde wijzigen, dan geeft hij een naamstem aan de kandidaat van zijn keuze door op dezelfde wijze het stipje zwart te maken in het stembiljet naast de naam van deze kandidaat.

Wil hij zijn stem geven aan een alleenstaand kandidaat, dan maakt hij op dezelfde wijze het stipje zwart in het stemvak boven de naam van de kandidaat.

5. Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt hij hem een stembiljet in ruil voor de oproepingsbrief.

Nadat de kiezer zijn stem heeft uitgebracht, toont hij aan de voorzitter zijn rechthoekig in vieren gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stembus; hij laat zijn oproepingsbrief afstempelen door de voorzitter of de daartoe gemachtigde bijzitter en verlaat de zaal.

6. De kiezer mag zich niet langer in het stemhokje ophouden dan nodig is om zijn stembiljet in te vullen.

7. Ongeldig zijn 1° alle andere stembiljetten dan die welke op het ogenblik van de stemming door de voorzitter zijn overhandigd; 2° zelfs de laatstbedoelde biljetten *a)* als daarop geen stem is uitgebracht, naast meer dan één naam gestemd is, meer dan één lijststem is uitgebracht, een stem bovenaan op een lijst en tegelijk een stem voor een kandidaat van een andere lijst is uitgebracht; *b)* als hun vorm en afmetingen veranderd zijn of als zij, binnenin, een papier of enig voorwerp bevatten; *c)* als er een teken, een doorhaling of een bij de wet niet geoorloofd merk op aangebracht is waardoor de kiezer herkend kan worden.

8. Hij die stemt zonder daartoe het recht te hebben of in de plaats van een ander stemt, is strafbaar.

B. Wanneer er niet meer dan één raadslid moet worden gekozen.

1. Zoals hierboven.

2. De kiezer mag voor niet meer dan één kandidaat stemmen.

3. De namen van de kandidaten staan op het stembiljet naast elkaar in de volgorde door het lot aangewezen.

4. De kiezer brengt zijn stem uit voor de kandidaat van zijn keuze door in het stemvak boven diens naam het stipje zwart te maken met het te zijner beschikking gestelde potlood.

5. Zoals hierboven.

6. Zoals hierboven.

7. Ongeldig zijn 1° alle andere stembiljetten dan die welke op het ogenblik van de stemming door de voorzitter zijn overhandigd; 2° zelfs de laatstbedoelde biljetten *a)* als daarop geen of meer dan één stem is uitgebracht; *b)* als hun vorm... (enz., als hierboven).

8. Zoals hierboven.

GEMEENTEKIESWET.

(K.B. van 4 augustus 1932 tot coördinatie van de gemeentekieswetgeving).

TITEL I.

Samenstelling van de lijsten van gemeenteraadskiezeraars.

Artikel 1. Kiezer voor de gemeenteraad zijn, zonder onderscheid van geslacht, zij die Belg zijn of naturalisatie hebben verkregen, de leeftijd van (achtien jaar bereikt hebben) en sedert ten minste zes maanden hun woonplaats hebben in de gemeente.

Aldus gewijzigd door de wet van 1 juli 1969.

2. (De bepalingen van de titels I en II van het Kieswetboek, met uitzondering van de artikelen 1, 2 (...) zijn mede van toepassing op de gemeenteraadskiezeraars.)

Aldus vervangen bij artikel 4, § 1, van de wet van 17 maart 1958 en gewijzigd bij artikel 1, § 3, 1° van deze wet.

3. (...).

Opgeheven bij artikel 4, § 1 van de wet van 17 maart 1958.

4. Het college van burgemeester en schepenen herziet de lijsten van de gemeenteraadskiezeraars, terzelfdertijd als de lijsten van de kiezers voor de Wetgevende Kamers en voor de provincieraden, in de loop van het jaar dat aan een gewone vernieuwing van de gemeenteraden voorafgaat.

Bovendien herziet het college de lijsten van de gemeenteraadskiezeraars (...), terzelfdertijd als de lijsten van de kiezers voor de Wetgevende Kamers en voor de provincieraden, in de loop van de jaren waarin de laatstgenoemde lijsten moeten worden herzien.

(...).

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 27 maart 1948; het derde lid opgeheven bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1953.

5. (...).

Opgeheven bij artikel 2 van de wet van 30 juni 1953.

6. (...).

Opgeheven bij artikel 4, § 1 van de wet van 17 maart 1958.

TITEL II.

Kiescolleges en stembureaus.

7. De gewone vergadering van de kiezers voor de vernieuwing van de gemeenteraden heeft van rechtswege plaats om de zes jaar, op de tweede zondag van oktober.

De kiezers kunnen, krachtens een gemeenteraadsbesluit of een koninklijk besluit, ook in buitengewone vergadering worden bijeengeroepen om te voorzien in de opgevallen plaatsen en in de nieuwe plaatsen die ingesteld zijn ten gevolge van de herziening van de rangschikking der gemeenten.

Deze vergadering heeft altijd plaats op een zondag.

8. De kiezers vergaderen in de gemeente. Wanneer er niet meer dan achthonderd kiezers zijn, vergaderen zij in een enkele stemafdeling. Zijn er meer, dan worden zij door het college van burgemeester en schepenen ingedeeld in stemafdelingen van ten hoogste achthonderd en ten minste honderdvijftig kiezers.

Het college wijst voor elke stemafdeling een afzonderlijk stemlokaal aan.

Verscheidene stemafdelingen kunnen in de lokalen van een zelfde gebouw worden bijeengeroepen; alleen op overeenkomstig advies van de arrondissementscommissaris mag hun aantal meer dan acht bedragen.

9. Ten minste dertig dagen vóór de verkiezing zendt het college van burgemeester en schepenen tegen ontvangstbewijs of in een ter post aangetekende omslag twee voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijsten, opgemaakt per stemafdeling, aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, of, indien in de gemeente geen rechtbank is gevestigd, aan de vrederechter van het kanton. Het voegt er, per stemafdeling, een voor echt verklaarde opgave bij van alle wijzigingen die in de voorlopige lijst zijn aangebracht.

Tot op de dag van de verkiezing zendt het college aan de voorzitter van elke stemafdeling (of van het enige bureau bedoeld in artikel 8) de beslissingen die verlies of schorsing van het (stemrecht) ten gevolge hebben, en de kiezers van zijn afdeling betreffen.

Ten minste (vijfentwintig) dagen vóór de verkiezing zendt de vrederechter die uittreksels in een ter post aangetekende omslag door aan de voorzitter van het hoofdbureau, die hij voor elke gemeente van het kanton overeenkomstig artikel 11 heeft aangewezen.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1, § 3, 2° van deze wet; het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 4, § 2 van de wet van 17 maart 1958; de leden 4 tot 8 opgeheven bij artikel 5 van de wet van 3 juli 1969.

10. In gemeenten die hoofdplaats zijn van een rechterlijk arrondissement of kanton, wordt het hoofdstembureau voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt; is er geen rechtbank van eerste aanleg, dan zit de vrederechter voor of, bij zijn ontstentenis, een van zijn plaatsvervangers naar diensouderdom.

Als voorzitter van de afdelingsstembureaus in die gemeenten komen achtereenvolgens in aanmerking : de rechters of plaatsvervangende rechters in de rechtbank van eerste aanleg, naar diensouderdom; de vrederechters of hun plaatsvervangende rechters, referendarissen, adjunct-referendarissen van de rechtbanken van koophandel en de adjunct-griffiers van deze rechtbanken die doctor in de rechten zijn; de advocaten, naar de orde van hun inschrijving op het tableau; de pleitbezorgers bij de hoven van beroep en de rechtbanken van eerste aanleg; de notarissen, en zo nodig de personen die de voorzitter van het hoofdstembureau aanwijst uit de gemeenteraadskiezers.

De voorzitter van het hoofdstembureau wijst bovendien uit die kiezers een plaatsvervangend voorzitter aan voor ieder van de stembureaus welke van rechtswege voorgezeten worden door personen die geen kiezer zijn in de gemeente en verplicht zijn in een andere gemeente te gaan stemmen.

De plaatsvervanger vervangt op de dag van de stemming de titularis gedurende zijn afwezigheid.

11. In de andere gemeenten wordt de voorzitter van het hoofdstembureau uit de gemeenteraadskiezers benoemd door de vrederechter van het kanton en worden de voorzitters van de afdelingsstembureaus uit deze kiezers benoemd door de voorzitter van het hoofdstembureau.

12. De lijst van de voorzitters wordt opgemaakt door de voorzitter van het hoofdstembureau, die aan de betrokkenen een uittreksel doet toekomen en ten spoedigste voorziet in de vervanging van degenen die hem binnen drie dagen na ontvangst van het bericht een wettige reden van verhindering hebben doen kennen.

Ten minste veertien dagen vóór de verkiezing doet de voorzitter van het hoofdstembureau aan de voorzitter van elk afdelingsstembureau de kiezerslijsten van zijn afdeling toekomen.

13. Het bureau van elke stemafdeling (of het enige bureau bedoeld in artikel 8) bestaat, buiten de voorzitter of zijn plaatsvervanger, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris. Kandidaten mogen er geen deel van uitmaken.

Aldus gewijzigd bij artikel 1, § 3, 3° van deze wet.

14. De voorzitter van elk stembureau wijst uit de kiezers van de stemafdeling die ten minste dertig jaar oud zijn op de dag van de stemming en kunnen lezen en schrijven, de acht jongste aan als bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.

Zijn er mannelijke en vrouwelijke kiezers ingeschreven in een zelfde stemafdeling, dan worden afwisselend mannelijke kiezers en vrouwelijke kiezers aangewezen.

Het hoofdstembureau of, indien het kiescollege niet meer dan één stemafdeling uitmaakt, het enige stembureau, moet ten minste (twintig) dagen vóór de verkiezing samengesteld zijn.

Voor de afdelingsstembureaus worden de bijzitters ten minste twaalf dagen vóór de verkiezing aangewezen. De voorzitter van elk afdelingsstembureau geeft aan de voorzitter van het hoofdstembureau dadelijk kennis van de gedane aanwijzingen.

Het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 4, § 3 van de wet van 17 maart 1958.

15. Binnen achtenveertig uren na de aanwijzing van de bijzitters en plaatsvervangende bijzitters geeft de voorzitter van elk stembureau hun daarvan kennis bij ongesloten aangezekende brief en verzoekt hen tevens hun ambt op de gestelde dagen te komen waarnemen; in geval van verhindering moeten zij de voorzitter daarvan bericht geven binnen achtenveertig uren na de kennisgeving. De voorzitter voorziet in hun vervanging volgens de orde in het vorige artikel vastgesteld.

Met geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank wordt gestraft de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die binnen de bepaalde tijd de reden van zijn verhindering niet opgeeft, of die, na het ambt te hebben aanvaard, zonder wettige reden nalaat het te vervullen.

16. De secretaris wordt benoemd door de voorzitter van het stembureau. Hij is niet stemgerechtigd.

17. Een lijst die de samenstelling van de stembureaus aangeeft, wordt aan de gemeentesecretarie gezonden om er voor een ieder ter inzage te worden gelegd.

De voorzitter van het hoofdstembureau verstrekt afschriften van die lijst tegen vijftientwintig centiemen per exemplaar en per stembureau aan ieder die ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing erom verzocht heeft.

18. Indien de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters niet aanwezig zijn op het uur dat voor het begin van de stemming is bepaald, vult de voorzitter het stembureau ambtshalve aan met aanwezige kiezers die aan de gestelde vereisten voldoen.

Elk bezwaar tegen een dergelijke aanwijzing moet door de getuigen worden ingebracht voor het begin van de verrichtingen. Het stembureau doet onverwijld uitspraak, zonder mogelijkheid van beroep.

Ingeval de voorzitter van de stemafdeling bij het begin of tijdens het verloop van de verrichtingen verhinderd of afwezig is, zorgt het stembureau voor de nodige aanvulling. Indien de leden van het stembureau het oneens zijn over de keus, beslist de stem van het oudste lid. Hiervan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal.

19. De voorzitters van de stembureaus en de bijzitters van het hoofdstembureau leggen de volgende eed af :

« Ik zweer dat ik de stemmen getrouw zal opnemen en het geheim van de stemming zal bewaren. »

Of :

« Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Of :

« Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zählen und das Stimmgeheimnis zu bewahren. »

De bijzitters van de afdelingsstembureaus, de secretarissen, alsmede de getuigen van de kandidaten, leggen de volgende eed af :

« Ik zweer dat ik het geheim van de stemming zal bewaren. »

Of :

« Je jure de garder le secret des votes. »

Of :

« Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren. »

De eed wordt voor het begin van de verrichtingen door de bijzitters, de secretaris en de getuigen afgelegd in handen van de voorzitter, vervolgens door deze ten overstaan van het samengestelde bureau.

De voorzitter of de bijzitter, die gedurende de verrichtingen benoemd wordt ter vervanging van een verhinderd lid, legt de eed af voordat hij zijn ambt aanvaardt.

Van deze eedafleggingen wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

20. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld. Het bedrag wordt door de gemeenteraad vastgesteld. Het mag niet lager zijn dan de helft van het bedrag bepaald in artikel 101 van het Kieswetboek.

21. Ten minste vijf dagen vóór de verkiezing zendt het college van burgemeester en schepenen, tegen ontvangstbewijs, een oproepingsbrief aan elke kiezer, aan de woonplaats die hij op dat tijdstip heeft. Kan een oproepingsbrief aan de kiezer niet worden bezorgd tegen ontvangstbewijs, dan wordt hij op de gemeentesecretarie neergelegd, waar de kiezer hem kan afhalen tot op de dag van de stemming 's middags.

De oproepingsbrief vermeldt de dag waarop en het lokaal waar de kiezer moet stemmen, het aantal te kiezen raadsleden, de namen van de te vervangen raadsleden en de uren van opening en sluiting der stemming. Indien er verscheidene stemafdelingen zijn, wordt de samenstelling daarvan in de brief aangegeven.

De brief wordt ingericht volgens een bij koninklijk besluit te bepalen model; hij bevat de naam, de voornamen, het beroep, de woonplaats, de plaats en datum van geboorte van de kiezer. De bij deze wet gevoegde onderrichtingen voor de kiezer (model I) worden in die brief woordelijk overgenomen.

Bovendien wordt de oproeping ten minste tien dagen tevoren in de gemeente ter openbare kennis gebracht op de gebruikelijke wijze en de gewone uren van bekendmaking. Het aanplakbiljet behelst de vermeldingen voorgeschreven in het tweede lid van dit artikel, en herinnert eraan dat de

kiezer die zijn oproepingsbrief niet heeft ontvangen, hem op de gemeentesecretarie kan afhalen tot op de dag van de stemming 's middags.

TITEL III.

Kiesverrichtingen.

HOOFDSTUK I.

Kandidaatstelling en stembiljetten.

22. (De voordrachten van kandidaten worden aan de voorzitter van het hoofdstembureau ter hand gesteld op zaterdag, de tweeëntwintigste, of op zondag, de eenentwintigste dag vóór de stemming, tussen 13 en 16 uur.

De aanwijzingen van getuigen worden door de voorzitter van het hoofdstembureau in ontvangst genomen op dinsdag, de vijfde dag vóór de stemming, tussen 14 en 16 uur.

Ten minste zesentwintig dagen vóór de verkiezing maakt de voorzitter van het hoofdstembureau, onder vermelding van de hierboven bepaalde dagen en uren, bekend op welke plaats hij de voordrachten van kandidaten en de aanwijzingen van getuigen in ontvangst zal nemen.

Wanneer de twintigste dag vóór de verkiezing een wettelijke feestdag is, worden alle kiesverrichtingen welke op deze dag moeten plaatshebben en die welke eraan voorafgaan, achtenveertig uren vervroegd.)

Aldus vervangen bij artikel 4, § 4 van de wet van 17 maart 1958.

23. De voordrachten van kandidaten moeten ondertekend worden :

In de gemeenten van 20.000 inwoners en meer, door ten minste honderd gemeenteraadskiezeraars;

In die van 10.000 tot 20.000 inwoners, door ten minste vijftig gemeenteraadskiezeraars;

In die van 5.000 tot 10.000 inwoners, door ten minste dertig gemeenteraadskiezeraars;

In die van 2.000 tot 5.000 inwoners, door ten minste twintig gemeenteraadskiezeraars;

In die van 500 tot 2.000 inwoners, door ten minste tien gemeenteraadskiezeraars;

In die van minder dan 500 inwoners, door ten minste vijf gemeenteraadskiezeraars.

De kandidaten mogen niet behoren tot de ondertekenaars van de voordracht waarop zij voorkomen.

De voordracht wordt aan de voorzitter van het hoofdstembureau tegen ontvangstbewijs overhandigd door ten minste één van de drie ondertekenaars die door de kandidaten aangewezen zijn.

Zij vermeldt de naam, de geboortedatum, het beroep, de woonplaats en het volledig adres der kandidaten, zomede van de kiezers die hen voordragen. (De identiteit van de kandidaat gehuwde vrouw of weduwe mag voorafgegaan worden door de naam van haar echtgenoot of overleden echtgenoot.)

Wanneer de ondertekenaars op de kiezerslijst van de gemeente als kiezer voorkomen, mag het bureau hun hoedanigheid van kiezer niet betwisten.

De voorgedragen kandidaten bewilligen in hun kandidaatstelling door een gedagtekende en ondertekende schriftelijke verklaring, die aan de voorzitter van het hoofdstembureau tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd binnen de tijd bepaald in artikel 22, eerste lid.

De bewilligende kandidaten wier namen voorkomen op een zelfde voordracht, worden geacht een enkele lijst te vormen.

In hun verklaring van bewilliging wijzen de kandidaten uit de kiezers die hun voordracht hebben ondertekend, drie personen aan die zij machtigen om de voordracht in te dienen.

Zij kunnen in hun verklaring een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de vergaderingen van het hoofdstembureau voorgeschreven bij de artikelen 26, 28 en 30, bij te wonen; indien bepaalde kandidaten in afzonderlijke verklaringen van bewilliging verschillende personen hebben aangewezen, komen alleen in aanmerking de aanwijzingen ondertekend door de eerste kandidaat in de volgorde van de voordracht.

Het vijfde lid van artikel 25 is niet van toepassing op die getuigen.

Dezen hebben het recht hun opmerkingen in de processen-verbaal te doen opnemen.

Op een zelfde lijst mogen niet meer kandidaten voorkomen dan er raadsleden te kiezen zijn.

(. . .).

Het vierde lid aangevuld door artikel 2 van de wet van 8 juli 1969; het laatste lid opgeheven bij artikel 6 van de wet van 17 mei 1949.

24. De voordracht wijst de volgorde aan waarin de kandidaten worden voorgedragen.

Een kiezer mag niet meer dan één voordracht voor dezelfde verkiezing ondertekenen. De kiezer die dit verbod overtreedt is strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 202 van het Kieswetboek.

24bis. (Wanneer in gemeenten beneden 5.000 inwoners gewone verkiezingen voor de vernieuwing van de gemeenteraad of buitengewone verkiezingen voor de gezamenlijke mandaten van raadslid worden gehouden, mag de voordracht van kandidaten, behalve de lijst bedoeld in artikel 23, ook een lijst van drie kandidaat-opvolgers omvatten, voor het geval dat de verkiezing zonder stemming zou eindigen.

De voordracht van deze kandidaat-opvolgers wijst de volgorde aan waarin zij worden voorgedragen; zij moet, op straffe van nietigheid, voorkomen in dezelfde akte als de voordracht van de kandidaat-raadsleden en de kandidaten van beide categorieën moeten daarin afzonderlijk worden gerangschikt, met nauwkeurige aanduiding van elke categorie.

Een kandidaat mag niet tegelijk als kandidaat-raadslid en als kandidaat-opvolger worden voorgedragen. Bij overtreding van die bepaling wordt de naam van de kandidaat geschrapt van de lijst der kandidaat-opvolgers.)

Ingevoegd bij het enige artikel 1 van de wet van 30 juli 1938.

25. (Vijf dagen vóór de verkiezing kunnen de kandidaten zoveel getuigen en zoveel plaatsvervangende getuigen aanwijzen als er stembureaus zijn.

Niemand mag als getuige worden aangewezen, indien hij geen gemeenteraadskiezer is in het administratief arrondissement.

De kandidaten beslissen voor iedere getuige in welk stembureau hij tijdens de hele duur van de verrichtingen zijn opdracht zal vervullen. Zij geven hiervan zelf kennis aan de door hen aangewezen getuigen. Deze kennisgeving wordt medeondertekend door de voorzitter van het hoofdstembureau.

De getuigen die kiezer zijn in een andere gemeente moeten van hun hoedanigheid van gemeenteraadskiezer doen blijken door overlegging, hetzij van de oproepingsbrief voor de verkiezingen in hun gemeente, hetzij van een uittreksel uit de kiezerslijst.

De kandidaten kunnen als getuige of als plaatsvervangend getuige worden aangewezen, zelfs indien zij geen kiezer zijn.

Kandidaten die te samen zijn voorgedragen, mogen slechts één getuige en één plaatsvervangend getuige per stembureau aanwijzen.

Indien meer dan één getuige voor een zelfde stembureau en voor een zelfde lijst is voorgedragen, weert het hoofdstembureau de boventallige getuigen door middel van lotingen, waarbij dezen eventueel voor andere stembureaus worden aangewezen. De voorzitter van het hoofdstembureau geeft hun daarvan dadelijk bericht. De lotingen geschieden onmiddellijk na het verstrijken van de termijn die voor het in ontvangst nemen van de getuigenaanwijzingen is gesteld, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De getuigen hebben het recht de omslagen waarvan sprake in de artikelen 42, 46 en 52 te verzegelen en hun opmerkingen in het proces-verbaal te doen opnemen.)

Aldus vervangen bij artikel 4, § 5 van de wet van 17 maart 1958.

26. (De artikelen 119 tot 125 *quater* van het Kieswetboek zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.)

Aldus vervangen bij artikel 7 van de wet van 17 mei 1949.

27. Een kandidaat mag niet voorkomen op meer dan één lijst voor een zelfde verkiezing.

De bewilligende kandidaat die het in het vorige lid gestelde verbod overtreedt, is strafbaar met de straffen bepaald bij artikel 202 van het Kieswetboek. Zijn naam wordt geschrapt van alle lijsten waarop hij voorkomt.

28. (Zijn er niet meer kandidaat-raadsleden regelmatig overeenkomstig artikel 23 voorgedragen dan er mandaten toe te kennen zijn, dan worden zij zonder meer door het hoofdstembureau gekozen verklaard.

Bovendien worden in voorkomend geval de kandidaat-opvolgers die overeenkomstig artikel 24bis zijn voorgedragen, door het bureau, eerste, tweede en derde opvolger verklaard in de volgorde van de voordracht, zonder dat hun aantal dat van de gekozenen van hun lijst mag te boven gaan.)

Het proces-verbaal van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau ondertekend, wordt onmiddellijk aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden, tegelijk met de voordrachten; uittreksels uit het proces-verbaal worden aan de gekozenen gezonden en in de gemeente door aanplakking bekendgemaakt.

Het eerste lid aldus vervangen en het tweede lid ingevoegd bij het enige artikel 2, van de wet van 30 juli 1938.

29. (Zijn er meer kandidaat-raadsleden regelmatig overeenkomstig artikel 23 voorgedragen dan er mandaten toe te kennen zijn, dan verklaart het hoofdstembureau van generwaarde de kandidaatstellingen voor de opvolging die overeenkomstig artikel 24bis zijn geschied.

De lijst van de kandidaat-raadsleden wordt onverwijld aangeplakt.)

Het aanplakbiljet vermeldt met vette letter in zwarte inkt de naam van de kandidaten, in dezelfde vorm als hieronder voor het stembiljet wordt bepaald, alsmede hun voornamen, hun beroep en hun woonplaats. De bij deze wet gevoegde onderrichtingen (model I) worden daarop ook overgenomen. In gemeenten beneden 10.000 inwoners mag het aanplakbiljet geautografeerd of met de hand geschreven worden.

Vanaf de twaalfde dag vóór de stemming deelt de voorzitter van het hoofdstembureau de officiële kandidatenlijst mee aan de kandidaten en aan de kiezers die hen hebben voorgedragen, indien zij het vragen.

Het eerste lid aldus vervangen en het tweede lid ingevoegd bij het enige artikel, 3, van de wet van 30 juli 1938.

30. (Onmiddellijk na het afsluiten van de kandidatenlijst maakt het hoofdstembureau het stembiljet op overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model II en met inachtneming van de volgende voorschriften.

De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst. Boven de naam van elke alleenstaande kandidaat en boven elke kandidatenlijst staan een stemvak en een volgnummer in Arabische cijfers van ten minste 1 centimeter hoogte en 4 millimeter breedte.

Naast de naam van iedere kandidaat staat een kleiner stemvak.

De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en van 4 mm diameter.

De namen van de kandidaten worden in de volgorde van de voordracht vermeld in de kolom bestemd voor de lijst waartoe zij behoren.

De lijsten worden op het stembiljet gerangschikt in de volgorde van de nummers.

De volgnummers worden toegekend bij opeenvolgende lotingen. Een eerste loting geschiedt onder de volledige lijsten, een tweede onder de onvolledige.

Het bureau kan zo nodig beslissen dat twee of meer onvolledige lijsten in een zelfde kolom worden ondergebracht; indien daartoe reden is, bepaalt het bij speciale lotingen de plaats van de kolommen en de nummers van de lijsten die in deze kolommen moeten worden opgenomen.

Voor de toepassing van de vorige bepalingen worden alleenstaande kandidaten geacht een onvolledige lijst te vormen.)

Aldus vervangen bij artikel 4, § 6 van de wet van 17 maart 1958.

30bis. (In geval van beroep verdaagt het hoofdstembureau de verrichtingen bepaald in de artikelen 28, 29 en 30, en het vergadert de dertiende dag vóór de verkiezing, te 18 uur, om tot die verrichtingen te kunnen overgaan zodra het in kennis is gesteld van de beslissingen van het hof van beroep.)

Ingevoegd bij artikel 9 van de wet van 17 mei 1949.

31. Zodra het hoofdstembureau de tekst en de inrichting van de stembiljetten heeft vastgesteld, laat de voorzitter van dit bureau de biljetten met zwarte inkt op stempapier drukken, autograferen of schrijven. Het is verboden enig ander stembiljet te bezigen.

Wanneer de stembiljetten geautografeerd of met de hand geschreven zijn, worden de zwarte vierkanten met een licht stipje in het midden afzonderlijk gedrukt en in de vakken van die biljetten geplakt.

In gemeenten van 5.000 inwoners en meer moeten de stembiljetten gedrukt worden; in gemeenten van 1.000 tot 5.000 inwoners mogen zij geautografeerd worden; in de gemeenten beneden 1.000 inwoners mogen zij met de hand geschreven worden.

In ieder geval moeten de stembiljetten die voor een zelfde stemming gebezigd worden, volkomen gelijk zijn.

De Staat levert het papier voor de stembiljetten. De afmetingen worden bij koninklijk besluit bepaald naar verhouding van het aantal te kiezen leden.

32. Daags vóór de stemming zendt de voorzitter van het hoofdstembureau de voor de verkiezing nodige stembiljetten in verzegelde omslag aan de voorzitter van elke stemafdeling; op de omslag worden vermeld het adres en het aantal ingesloten stembiljetten. De omslag mag niet worden ontzegeld en geopend dan in aanwezigheid van het regelmatig samengestelde stembureau.

De stembiljetten worden onmiddellijk nageteld en de uitslag wordt in het proces-verbaal opgetekend.

De voorzitter van het hoofdstembureau zendt terzelfdertijd aan de voorzitter van elk stemopnemingsbureau het formulier dat hij heeft laten opmaken overeenkomstig de voorschriften van artikel 52 en dat de voorzitters van de stemopnemingsbureaus na de stemopneming moeten invullen.

HOOFDSTUK II.

Inrichting van de stemlokalen en stemming.

33. Het stemlokaal en de stemhokjes worden ingericht volgens het model III, dat bij het Kieswetboek gevoegd is.

De bestendige deputatie van de provincieraad kan evenwel de afmetingen en de schikking wijzigen volgens de vereisten van de lokalen.

Er is ten minste één stemhokje per honderd vijftig kiezers.

De verschillende benodigdheden voor het stembureau, zoals stembussen, schotten, lessenaars, potloden, enz. zijn gelijk aan de modellen die de Regering zal vaststellen.

Alle verkiezingsuitgaven, behalve de levering van het stempapier, zijn ten laste van de gemeente.

34. De lijst der kiezers van het kiescollege of van de stemafdeling wordt in het wachtlokaal opgehangen, evenals de bij deze wet gevoegde onderrichtingen (model I) en de tekst van de artikelen 110 en 111 van het Kieswetboek en van titel V van dat wetboek. De onderrichtingen (model I) worden bovendien buiten aan elk stembureau en binnen in elk stemhokje aangeplakt.

Een exemplaar van het Kieswetboek en van de Gemeentekieswet wordt in het wachtlokaal ter inzage gelegd voor de kiezers; een tweede exemplaar wordt in het gedeelte van het lokaal waar de stemming plaatsheeft, ter inzage gelegd voor de leden van het stembureau.

35. De voorschriften met betrekking tot de handhaving van de orde, vervat in de artikelen 108, 109, 110, 111 en 114 van het Kieswetboek, zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.

36. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 14 uur. Indien er bij het begin van de stemming of op enig ogenblik gedurende de verrichtingen veel kiezers tegelijk opkomen, kan de voorzitter de namen van de kiezers laten afroepen in de volgorde waarin zij zijn ingeschreven op de krachtens artikel 34 opgehangen lijst.

Na de afroeping worden de kiezers die niet geantwoord hebben, tot de stemming toegelaten tot 14 uur. Kiezers die zich echter vóór 14 uur in het lokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

37. (Naarmate de kiezers zich aanmelden, voorzien van hun oproepingsbrief en hun identiteitskaart, houdt de secretaris aantekening van hun naam op de afroepingslijst; de voorzitter of een door hem aangewezen bijzitter doet hetzelfde op een andere lijst van de kiezers der stemafdeling, na zich te hebben vergewist dat de opgaven van de lijst overeenstemmen met de vermeldingen van de oproepingsbrief en van de identiteitskaart.) De namen van de kiezers die niet ingeschreven zijn op de kiezerslijst van de stemafdeling maar door het stembureau tot de stemming zijn toegelaten, worden op beide lijsten ingeschreven.

De kiezer die niet voorzien is van zijn oproepingsbrief, kan tot de stemming toegelaten worden, indien zijn identi-

teit en zijn kiesbevoegdheid door het bureau worden erkend.

(De leden van het bureau stemmen in de afdeling waar zij hun opdracht vervullen. Hetzelfde geldt voor de secretaris en de getuigen, indien zij kiezer zijn in de gemeente.

Hij die niet ingeschreven is op de aan de voorzitter bezorgde lijst, wordt niet tot de stemming toegelaten dan na overlegging hetzij van een uittreksel uit een arrest waarbij zijn inschrijving wordt bevolen of van een verklaring van de arrondissementscommissaris waarbij het bestaan van een dergelijk arrest wordt bevestigd, hetzij van een getuigenschrift van die ambtenaar waarbij bevestigd wordt dat de betrokkene het recht heeft te stemmen omdat hij, ingeschreven op de vorige kiezerslijsten, tegen zijn schrapping beroep heeft ingesteld en daarop nog niet is beschikt.)

Ondanks de inschrijving op de lijst mag het stembureau niet tot de stemming toelaten : degenen van wie het hof van beroep de schrapping heeft uitgesproken bij een arrest waaruit een uittreksel is overgelegd of waarvan het bestaan door een getuigenschrift van de arrondissementscommissaris is bevestigd; degenen die voor de eerste maal op de kiezerslijsten zijn ingeschreven en tegen wie beroep tot schrapping is ingesteld, waarop nog geen einduitspraak is gedaan en waarvan het bestaan blijkt uit een getuigenschrift van de arrondissementscommissaris; degenen die onder toepassing vallen van een der bepalingen van de artikelen 6, 7 en 9 van het Kieswetboek en wier onbekwaamheid blijkt uit een stuk waarvan de wet de afgifte voorschrijft; degenen van wie bewezen is hetzij door stukken, hetzij door eigen bekentenis, dat zij op de dag van de verkiezing de stemgerechtigde leeftijd niet hebben bereikt of dezelfde dag reeds in een andere afdeling of een andere gemeente hebben gestemd.

De eerste volzin van het eerste lid aldus vervangen bij artikel 3 van de wet van 26 december 1950; het derde en het vierde lid aldus vervangen bij artikel 4, § 7, a en b van de wet van 17 maart 1958 en het zesde tot achtste lid opgeheven door artikel 5 van de wet van 3 juli 1969.

38. De stembiljetten, na rechthoekig in vieren te zijn dichtgevouwen zodanig dat de stemvakken bovenaan op de lijsten zich aan de binnenzijde bevinden, worden open vóór de voorzitter gelegd, die ze in dezelfde vouwen weer toevouwt; voordat zij aan de kiezer worden uitgereikt, worden zij aan de keerzijde gemerkt met een stempel dragende de naam van de gemeente waar de stemming plaatsheeft en de datum van de verkiezing. Het stembureau wijst ten minste vijf plaatsen aan waar de stempel mag worden aangebracht; daarna wordt de plaats door het lot bepaald. Deze loring wordt, op verzoek van een der leden van het stembureau of van een getuige, eens of meermaals herhaald gedurende de verrichtingen. Oordeelt het stembureau een dergelijk voorstel niet dadelijk te kunnen aannemen, dan kan het lid van het stembureau of de getuige eisen dat de redenen van de weigering in het proces-verbaal worden opgenomen.

39. De kiezer ontvangt een stembiljet uit de handen van de voorzitter.

De kiezer begeeft zich onmiddellijk naar een van de stemhokjes; hij brengt er zijn stem uit, toont aan de voorzitter

het behoorlijk opnieuw in vieren gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stenbus, nadat de voorzitter of een door hem aangesteld bijzitter de oproepingsbrief heeft gemerkt met de in het vorige artikel vermelde stempel. Het is hem verboden zijn stembiljet bij het verlaten van het stemhokje op zodanige wijze open te vouwen dat de door hem uitgebrachte stem bekend wordt. Doet hij zulks, dan neemt de voorzitter het stembiljet terug, dat onmiddellijk onbruikbaar wordt gemaakt, en hij verplicht de kiezer opnieuw te stemmen.

De bepalingen van de artikelen 144, zevende lid, en 145 van het Kieswetboek betreffende het stemmen zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.

Een kiezer die wegens een lichaamsgebrek niet in staat is om zich alleen naar het stemhokje te begeven of om zelf zijn stem uit te brengen, mag zich, met toestemming van de voorzitter, door iemand laten geleiden of bijstaan. Beider naam wordt in het proces-verbaal vermeld.

Betwist een bijzitter of een getuige de echtheid of de ernst van het aangevoerde lichaamsgebrek, dan beslist het stembureau en zijn met redenen omklede beslissing wordt in het proces-verbaal opgenomen.

40. De kiezer mag zoveel stemmen uitbrengen als er zetels toe te kennen zijn.

Wil de kiezer zijn stem geven aan een enkele van de voorgedragen lijsten en kan hij zich verenigen met de volgorde waarin de kandidaten op die lijst voorkomen, dan brengt hij zijn stem uit in het stemvak bovenaan op die lijst.

Wil hij deze orde wijzigen, dan brengt hij een of meer naamstemmen uit in het stemvak naast de naam van de kandidaat of kandidaten van die lijst aan wie hij de voorkeur wenst te geven.

Wil hij stemmen op kandidaten van verschillende lijsten, dan brengt hij een naamstem uit in het stemvak naast de naam van elk van die kandidaten, ten hoogste ten belope van het aantal toe te kennen zetels.

41. Wanneer de stemming gesloten is, maakt het stembureau aan de hand van de lijsten, door de voorzitter of een bijzitter en door de secretaris gehouden, een staat op van de kiezers die op de kiezerslijsten van de stemafdeling voorkomen en niet aan de verkiezing hebben deelgenomen. Deze staat, ondertekend door alle leden van het stembureau, wordt door de voorzitter van het bureau binnen drie dagen toegezonden aan de vrederechter van het kanton. De voorzitter vermeldt op de staat de gemaakte opmerkingen en voegt er de verantwoordingsstukken bij, die de afwezigen hem hebben doen geworden.

42. Het stembureau stelt vast en vermeldt in het proces-verbaal hoeveel kiezers aan de stemming hebben deelgenomen, hoeveel stembiljetten teruggenomen zijn op grond van artikel 39, tweede lid, en van artikel 145 van het Kieswetboek, en hoeveel biljetten ongebruikt gebleven zijn.

De teruggenomen en de niet gebruikte stembiljetten worden in afzonderlijke, te verzegelen omslagen gesloten.

De kiezerslijsten die gediend hebben voor het aantekenen van de namen, worden in een derde te verzegelen omslag gesloten, na behoorlijk ondertekend te zijn door de leden van het stembureau die de aantekening gedaan hebben, en door de voorzitter.

Op elke omslag wordt de inhoud vermeld, evenals de naam van de gemeente, de dag van de verkiezing en het nummer van het stembureau.

HOOFDSTUK III.

Stemopneming.

43. In gemeenten waar het kiescollege niet meer dan een stemafdeling uitmaakt, gaat het enige stembureau, na het einde van de voormelde verrichtingen, over tot het opnemen van de stemmen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 49 en volgende.

In gemeenten waar het kiescollege twee of drie stemafdelingen omvat, doet het hoofdstembureau de stemopneming voor de verschillende afdelingen overeenkomstig dezelfde bepalingen.

44. In gemeenten waar het kiescollege meer dan drie stemafdelingen omvat, is het hoofdstembureau niet met de stemopneming belast.

De stemopnemingsbureaus worden samengesteld als volgt :

De voorzitters van de stembureaus nemen het voorzitterschap van de stemopnemingsbureaus waar in de volgorde waarin zij zijn aangewezen krachtens de artikelen 10 en 11 en ten belope van het aantal stemopnemingsbureaus.

Aan ieder van hen worden als bijzitter en als secretaris twee voorzitters van afdelingsstembureaus toegevoegd, die het hoofdstembureau drie dagen vóór de verkiezing bij loting aanwijst. Indien het aantal voorzitters van afdelingsstembureaus onvoldoende is, wordt het aangevuld door de voorzitter van het hoofdstembureau. Het aldus aangewezen lid legt de eed af, bij artikel 19, tweede lid, voorgeschreven.

Artikel 18, derde lid, is van toepassing ingeval een lid van het stemopnemingsbureau afwezig of verhinderd is op het ogenblik van de verrichtingen.

De voorzitter van het hoofdstembureau geeft bij ter post aangetekende brief onmiddellijk kennis van de uitslag der loting aan de bijzitters en secretarissen, alsmede aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus.

Deze bureaus zijn gevestigd in de lokalen waar de voorzitters van de stemopnemingsbureaus zitting hebben gehad bij de stemming.

Voor elke drie stembureaus is er een stemopnemingsbureau. Wanneer een juiste deling door drie onmogelijk is, nemen een of twee stemopnemingsbureaus de stemmen van slechts twee stemafdelingen op.

Ieder stemopnemingsbureau onderzoekt de stembiljetten, ontvangen in de stemafdelingen die voorgezeten waren door de leden van het stemopnemingsbureau.

45. Wanneer het kiescollege meer dan een stemafdeling omvat, worden de stembussen waarin de stembiljetten zich bevinden, aanstonds na het sluiten van de stemming verzegeld met de zegels van de voorzitter en van een bijzitter. Ook de getuigen mogen er hun zegel op zetten. De verzegeling bedekt inzonderheid de sleuf van de stembus.

Indien de stemopneming moet geschieden in een ander lokaal dan waar de stemming heeft plaatsgehad, worden de stembussen en de sleutels ervan overgebracht door de voorzitter, vergezeld van de getuigen.

Bij elke stembus wordt een nota gevoegd, met aanduiding van het aantal stembiljetten die volgens het proces-verbaal in die bus moeten liggen.

46. In de stembureaus die geen stemopneming te doen hebben, wordt het proces-verbaal gesloten, nadat erin is vermeld dat de voorzitter zich belast heeft met het bewaren en in voorkomend geval met het overbrengen van de stembus naar het stemopnemingsbureau.

Dit proces-verbaal, ondertekend door de leden van het stembureau en de getuigen, wordt in een te verzegelen omslag gesloten. Deze omslag en de omslagen bedoeld in artikel 42 worden samen in een te verzegelen pak gesloten, dat de voorzitter van het stembureau binnen vierentwintig uren doet toekomen aan de voorzitter van het kiescollege.

47. Zodra het stemopnemingsbureau in het bezit is van de stembussen die het moet onderzoeken, wijst de voorzitter, bij loting voor elke kandidatenlijst, behoudens onderlinge overeenstemming van de getuigen, uit de aanwezige getuigen van de stembureaus waarvan hem de stembussen zijn overhandigd, degene aan die bij de stemopneming aanwezig moet zijn. De niet aangewezen getuigen gaan onmiddellijk weg en van eer en ander wordt in het proces-verbaal melding gemaakt.

48. Wanneer een stemopnemingsbureau niet onmiddellijk een aanvang maakt met de stemopneming die het moet verrichten, zorgt de voorzitter van het bureau voor de bewaring van de stembussen, die behoorlijk verzegeld moeten zijn zoals in artikel 45, eerste lid, is bepaald.

De stemopneming mag niet langer uitgesteld worden dan een uur, te rekenen van het ogenblik dat het bureau in het bezit is van alle stembussen die het moet onderzoeken.

49. In de bureaus die met de stemopneming belast zijn, opent de voorzitter, in aanwezigheid van de leden van het bureau en van de getuigen, de stembussen en telt de stembiljetten die zij bevatten, zonder ze open te vouwen. Hij kan een of twee bijzitters gelasten tegelijk met hem deze telling te doen.

Het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten wordt vermeld in het proces-verbaal.

50. De voorzitter en een van de leden mengen alle door het bureau op te nemen stembiljetten dooreen, vouwen ze open en delen ze in de volgende categorieën in :

1. Stembiljetten met geldige stemmen hetzij voor een enkele lijst of voor een of meer kandidaten daarvan, hetzij voor een alleenstaand kandidaat, en zonder andere stemmen.

Voor elk van de lijsten en van de alleenstaande kandidaten wordt een afzonderlijke categorie gemaakt in de volgorde van de nummers van deze lijsten en kandidaten;

2. Stembiljetten met stemmen hetzij voor kandidaten van verschillende lijsten, hetzij voor een alleenstaand kandidaat en tegelijk voor een of meer andere kandidaten;

3. Twijfelachtige stembiljetten;

4. Blanco stembiljetten en ongeldige stembiljetten.

De stembiljetten waarop bovenaan op een lijst en naast de naam van een of meer kandidaten van dezelfde lijst is gestemd, worden in de eerste categorie geplaatst. Op deze stembiljetten schrijft de voorzitter de vermelding « geldig » en stelt hij zijn paraaf.

De stembiljetten worden ingedeeld en onderzocht met inachtneming van artikel 51 en van de artikelen 158 en 159, eerste, tweede en vijfde lid, van het Kieswetboek.

Alle stembiljetten, ingedeeld zoals hierboven is bepaald, worden in afzonderlijke omslagen gesloten.

Het bureau stelt vervolgens vast het gezamenlijk aantal geldige stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten, en voor elke lijst het aantal volledige lijststembiljetten (d.w.z. bovenaan op de lijst ingevuld), het aantal onvolledige lijststembiljetten (d.w.z. waarop alleen gestemd is voor een of meer kandidaten van de lijst), het aantal naamstemmen behaald door elke kandidaat en het gezamenlijk aantal stemmen voor de kandidaten van de lijst, uitgebracht op de stembiljetten waarop gestemd is voor kandidaten van verschillende lijsten.

Al die getallen worden in het proces-verbaal vermeld.

51. Ongeldig zijn :

1. Alle andere stembiljetten dan die welke volgens de wet mogen worden gebruikt;

2. De stembiljetten waarop meer dan een lijststem voorkomt of die meer naamstemmen bevatten dan er mandaten toe te kennen zijn;

3. De stembiljetten waarop een kiezer een stem heeft uitgebracht bovenaan op een lijst en tegelijk een of meer stemmen naast de naam van een of meer kandidaten van een of meer andere lijsten;

4. De stembiljetten waarop geen stem tot uitdrukking is gebracht;

5. De stembiljetten waarvan de vorm en de afmetingen veranderd zijn, die binnenin een papier of enig voorwerp bevatten of die de kiezer herkenbaar maken door een teken, een doorhaling of een bij de wet niet geoorloofd merk.

Niet ongeldig zijn de stembiljetten waarop de kiezer tegelijk bovenaan op een lijst en naast de naam van een of meer kandidaten van dezelfde lijst gestemd heeft. In dat geval wordt de stem bovenaan op de lijst als niet-bestaande beschouwd.

52. Het proces-verbaal van de verrichtingen wordt staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau en de getuigen ondertekend.

Wanneer het kiescollege uit meer dan drie stemafdelingen bestaat, worden de uitslagen van de stemopneming in het proces-verbaal vermeld in de volgorde en naar de aanwijzingen van een modeltabel, op te maken door de voorzitter van het hoofdstembureau.

Deze tabel vermeldt het aantal in elke stembus gevonden stembiljetten, het aantal blanco of ongeldige stembiljetten, het aantal geldige stembiljetten; zij vermeldt vervolgens voor elke lijst, gerangschikt naar haar volgnummer, de overeenkomstig artikel 50 vastgestelde uitslagen van de stemopneming.

De uitslag, vastgesteld in de tabel bedoeld in het tweede lid, wordt door het bureau in het openbaar afgekondigd.

Een dubbel van deze tabel wordt in een omslag geplaatst, die na verzegeling onmiddellijk naar het hoofdbureau overgebracht wordt door de voorzitter.

De omslag draagt als opschrift de naam van de gemeente, het nummer van het stemopnemingsbureau, de datum van de verkiezing en de vermelding :

« Uitslag van de opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs... »

Dit opschrift moet insgelijks voorkomen bovenaan op het stuk dat in de omslag gesloten wordt.

Het proces-verbaal, waarbij het pak met de betwiste stembiljetten gevoegd is, wordt gesloten in een te verzegelen omslag, waarvan het opschrift de inhoud aangeeft. Deze omslag en de omslagen bedoeld in de artikelen 42 en 50 worden samen in een te verzegelen pak gesloten, dat de voorzitter binnen vierentwintig uren doet toekomen aan de voorzitter van het kiescollege.

53. Nadat het hoofdstembureau de tabellen waarvan sprake in artikel 52, tweede lid, ontvangen heeft, gaat het onmiddellijk over tot de algemene telling van de stemmen, in aanwezigheid van de leden van het bureau en van de getuigen. Indien het bureau niet vóór negen uur 's avonds in het bezit is van de uitslagen der stemopneming van alle stemafdelingen van het kiescollege, wordt de telling of de voortzetting ervan uitgesteld tot de volgende ochtend te negen uur. De voorzitter van het hoofdstembureau zorgt voor de bewaring van de gezegde tabellen.

De voorzitter mag aan het bureau rekenaars toevoegen om bij de telling behulpzaam te zijn; zij werken onder toezicht van het bureau.

54. De verkiezing geschiedt door een enkele stemming.

Is er niet meer dan één gemeenteraadslid te verkiezen, dan wordt de kandidaat die de meeste stemmen heeft verkregen, gekozen verklaard.

Bij gelijk stemmenaantal is de oudste gekozen.

55. Het stemcijfer van iedere lijst wordt bepaald door de optelling van :

1. het getal der stembiljetten waarop bovenaan op die lijst of slechts op een of meer kandidaten daarvan op geldige wijze is gestemd;

2. het getal der naamstemmen, door die lijst verkregen op stembiljetten met geldige stemmen op kandidaten van verschillende lijsten, welk getal gedeeld wordt door dat van de toe te kennen zetels.

Alleenstaande kandidaten worden geacht ieder een afzonderlijke lijst te vormen.

56. Het hoofdstembureau deelt het stemcijfer van iedere lijst achtereenvolgens door 1, 1 1/2, 2, 2 1/2, 3, 3 1/2, 4, 4 1/2, enz. en rangschikt de quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid, totdat er voor alle lijsten samen zoveel quotiënten worden bereikt als er leden te kiezen zijn.

De verdeling over de lijsten geschiedt door aan iedere lijst zoveel zetels toe te kennen als haar stemcijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan het laatst gerangschikte quotiënt, behoudens toepassing van artikel 158 van het Kieswetboek.

Indien een lijst meer zetels verkrijgt dan zij kandidaten telt, worden de niet toegekende zetels gevoegd bij die welke aan de overige lijsten toekomen; de verdeling over deze lijsten geschiedt door voortzetting van de in het eerste lid omschreven bewerking, zo dat voor ieder nieuw quotiënt een zetel wordt toegekend aan de lijst waartoe het behoort.

57. Wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, zijn al die kandidaten gekozen.

Is dat getal groter, dan worden de zetels toegekend aan de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Bij gelijk stemmental is de volgorde van de lijst beslissend. Alvorens de gekozenen aan te wijzen, kent het hoofdstembureau aan de kandidaten individueel de lijststemmen toe die ten gunste van de orde van voordracht zijn uitgebracht. Dit aantal lijststemmen wordt verkregen door het getal van de bovenaan op de lijst ingevulde stembiljetten te vermenigvuldigen met het getal van de zetels door deze lijst behaald. De toekenning van de lijststemmen geschiedt door overdracht : aan de naamstemmen, door de eerste kandidaat van de lijst behaald, worden zoveel lijststemmen toegevoegd als nodig is om het verkiesbaarheidscijfer van die lijst te bereiken; is er een overschot, dan wordt het op gelijke wijze toegekend aan de tweede kandidaat, en zo vervolgens totdat alle lijststemmen zijn toegekend.

Het verkiesbaarheidscijfer van elke lijst wordt verkregen door het totaal van de in aanmerking komende stemmen te delen door het getal van de aan de lijst toegekende zetels, vermeerderd met één. Het totaal van de in aanmerking komende stemmen wordt verkregen door het getal van de lijststembiljetten (bovenaan op de lijst of naast een of meer kandidaten van de lijst ingevuld) te vermenigvuldigen met het getal van de zetels dat aan de lijst toekomt, en door aan de uitkomst hiervan toe te voegen het getal van de stemmen die op kandidaten van de lijst uitgebracht zijn op biljetten waarop voor kandidaten van verschillende lijsten gestemd is.

58. Wanneer een of meer kandidaten van een lijst gekozen zijn, worden de niet gekozen kandidaten van de lijst die de meeste stemmen hebben behaald, eerste, tweede, derde opvolger, enz. verklaard; bij gelijk stemmental is de orde van inschrijving op het stembiljet beslissend. Het aantal opvolgers mag het aantal gekozenen van de lijst niet te boven gaan.

Voordat die aanwijzing plaatsheeft en nadat het hoofdstembureau de gemeenteraadsleden heeft aangewezen, gaat het over tot een nieuwe individuele toekenning van de lijststemmen die ten gunste van de orde van voordracht zijn uitgebracht, en zulks op dezelfde wijze als bij de vorige toekenning, maar te beginnen met de eerste van de niet gekozen kandidaten naar de orde van voordracht.

59. De uitslag van de algemene telling van de stemmen en de namen van de kandidaten die tot gemeenteraadslid of opvolger gekozen zijn, worden in het openbaar afgekondigd.

(Onmiddellijk na die afkondiging zendt de voorzitter van het hoofdstembureau aan de Minister van Binnenlandse Zaken een staat waarin voor ieder van de voorgedragen lijsten het stemcijfer en het aantal verkregen zetels worden vermeld.)

Het tweede lid toegevoegd bij artikel 4, § 8 van de wet van 17 maart 1958.

60. Het proces-verbaal van de verkiezing, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van het hoofdstembureau en door de getuigen, de processen-verbaal van de verschillende bureaus, de stembiljetten en de andere stukken, bedoeld in het laatste lid van de artikelen 46 en 52, alsmede de akten van voordracht en van bewilliging der kandidaten en van aanwijzing der getuigen, worden binnen drie dagen door de voorzitter van het hoofdstembureau aan de provinciegouverneur toegezonden.

Op het pak dat deze stukken bevat, worden de datum van de verkiezing en de naam van de gemeente vermeld.

Een dubbel van het proces-verbaal van het hoofdstembureau, door de leden voor eensluidend verklaard, wordt op de gemeentesecretarie voor eenieder ter inzage gelegd.

Aan ieder gekozene wordt een uittreksel uit dit proces-verbaal gezonden.

61. De provinciegouverneur houdt ter beschikking van de onderscheiden vrederechters die bevoegd zijn voor de toepassing van titel VI van het Kieswetboek, de niet ontzegelde omslagen met de kiezerslijsten waarop aantekening is gehouden van de opgekomen kiezers.

De omslagen met de stembiljetten, behalve die met de niet gebruikte, mogen alleen worden geopend door de bestendige deputatie van de provincieraad, aan wie alle stukken van de verkiezing worden bezorgd.

De stembiljetten worden vernietigd nadat de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is.

TITEL IV.

Stemplicht en straffen.

62. Deelneming aan de stemming is verplicht.

De bepalingen van de artikelen 207 tot 210 van het Kieswetboek betreffende de sanctie op de stemplicht zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.

De bepalingen van artikel 210 van dat wetboek, voor zover zij de herhaling van een niet gewettigd verzuim van de stemplicht betreffen, vinden alleen toepassing wanneer de verkiezingen van dezelfde aard zijn.

Hij die zijn stemplicht verzuimt bij een gemeenteraadsverkiezing, na een zelfde verzuim te hebben begaan bij een provincieraads- of een parlamentsverkiezing, is niet in staat van herhaling.

63. De kiezers die op de dag van de verkiezing niet meer verblijven in de gemeente waar zij op de kiezerslijst zijn ingeschreven, hebben voor de reis naar en van het stemlokaal recht op kosteloos vervoer op de staatsspoorwegen, van het station het dichtst bij hun verblijfplaats tot het station het dichtst bij de plaats waar zij hun kiesrecht moeten uitoefenen, zulks volgens regels bij koninklijk besluit vast te stellen.

64. De bepalingen van titel V (straffen) van het Kieswetboek zijn mede van toepassing op de gemeenteraadsverkiezingen.

De bepalingen van artikel 202 van dat wetboek zijn van toepassing op ieder die stemt met overtreding van artikel 37 van deze wet of die op dezelfde dag achtereenvolgens in twee of meer stemafdelingen van dezelfde gemeente of in verschillende gemeenten stemt, ook al is hij ingeschreven op de kiezerslijsten van die verschillende gemeenten of stemafdelingen.

TITEL V.

Verkiesbaarheid en onverenigbaarheden.

65. Tot gemeenteraadslid kunnen alleen worden gekozen en gemeenteraadslid kunnen alleen blijven personen van het mannelijk of vrouwelijk geslacht die :

1. Belg zijn;
2. De volle leeftijd van eenentwintig jaar hebben bereikt;
3. Hun woonplaats hebben in de gemeente.

In gemeenten beneden 700 inwoners mag ten hoogste een derde van de raadsleden gekozen worden uit de burgers die op de dag van de verkiezing hun woonplaats hebben in een andere gemeente, mits zij aan de eerste twee verkiesbaarheidsvereisten voldoen.

Niemand kan lid zijn van twee gemeenteraden.

2° aldus gewijzigd bij de wet van 2 juli 1969.

66. Niet verkiesbaar zijn zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om verkozen te worden, zij die krachtens

artikel 6 van het Kieswetboek van het kiesrecht uitgesloten zijn; zij die, ingevolge artikel 7, 1°, 2° en 4° tot 13°, van dat wetboek, in de uitoefening van het kiesrecht geschorst zijn.

Onverminderd de toepassing van de voormelde bepalingen, zijn insgelijks onverkiesbaar zij die, zelfs voorwaardelijk, veroordeeld zijn wegens een van de in de artikelen 240, 241, 243 en 246 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteamt. Deze onverkiesbaarheid eindigt tien jaar na de veroordeling.

67. Van een gemeenteraad kunnen geen deel uitmaken en tot burgemeester kunnen niet worden benoemd :

1. De provinciegouverneurs;
2. De leden van de bestendige deputatie van de provincieraad;
3. De provinciegriffiers;
4. De arrondissementscommissarissen en de leden van hun personeel;
5. De officieren van het leger, met uitzondering van de officieren der reservekaders; de militairen beneden de rang van officier tijdens de duur van de normale actieve dienst en met uitzondering van de tijd der wederoproeping; de militaire personeelsleden die tot het leger behoren;
6. Zij die een wedde of een toelage ontvangen van de gemeente;
7. De commissarissen en agenten van politie en de agenten van de openbare macht;
8. De leden van het personeel van het bosbeheer. Evenwel kan de Koning op advies van de bestendige deputatie toestaan dat de bediening van ambtenaar bij het bosbeheer samen uitgeoefend wordt met het ambt van schepen of van gemeenteraadslid. Dit geldt eveneens voor de cumulatie van iedere bediening bij het bosbeheer met een bestuursambt in gemeenten waar er geen beboste eigendommen zijn die onder de bosregeling vallen.

68. Burgemeesters of schepen kunnen niet zijn :

1. De leden van de hoven, burgerlijke rechtbanken en vrederechten, hun plaatsvervangers niet inbegrepen;
2. De (leden) van het parket, de griffiers en de adjunct-griffiers bij de hoven, burgerlijke rechtbanken of rechtbanken van koophandel, en de griffiers van de vrederechten;
3. De bedienaren van de eredienssten;
4. De ingenieurs en conducteurs van bruggen en wegen (...);
5. De ambtenaren en beambten van de financiële besturen;
6. De ontvangers van de (commissies van openbare onderstand).
7. De onderwijzers die een jaarwedde of een jaarlijkse toelage ontvangen van de Staat of de provincie.

2° en 6° aldus gewijzigd bij artikel 1, § 3, 7° van deze wet en 4° bij de wet van 7 juli 1969.

69. Bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad of echtgenoten kunnen geen lid zijn van een zelfde gemeenteraad. Worden bloed- of aanverwanten in een van die graden of twee echtgenoten gekozen bij een zelfde verkiezing, dan wordt de voorkeur bepaald door de grootte van de quotiënten op grond waarvan de door die kandidaten verkregen zetels aan hun lijst zijn toegekend.

Worden twee bloed- of aanverwanten in een verboden graad of twee echtgenoten gekozen, de een tot raadslid, de ander tot opvolger, dan geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger, tenzij de plaats waarvoor hij in aanmerking komt, is opengevallen vóór de verkiezing van zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot.

Tussen opvolgers die voor opengevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

In gemeenten beneden 1.200 inwoners geldt het verbod slechts tot in de tweede graad.

Personen wier echtgenoten elkaars bloedverwanten zijn in de eerste of de tweede graad, kunnen niet tegelijk deel uitmaken van de gemeenteraad in gemeenten van 1.200 inwoners en meer.

Aanverwantschap die later tot stand komt tussen raadsleden, brengt geen verval van hun mandaat mee. Dit geldt niet bij huwelijk tussen raadsleden.

De aanverwantschap wordt geacht op te houden door het overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen.

70. (Niemand kan in een zelfde gemeente tegelijk secretaris en ontvanger zijn.

In gemeenten evenwel die onder toezicht van de arrondissementscommissaris staan, mogen voorlopig de ambten van secretaris en ontvanger met machtiging van de provinciegouverneur door een zelfde persoon worden bekleed, in afwijking van artikel 114, 2° van de Gemeentewet.

In het geval van het vorige lid wordt de aan het ambt van ontvanger verbonden wedde met de helft verminderd.

In gemeenten waar een zelfde persoon het ambt van ontvanger en dat van secretaris bekleedt, worden de uitgaven betaalbaar gesteld op de vergadering van het college van burgemeester en schepenen. De bevelschriften tot betaling worden ondertekend door alle aanwezige leden van het college.

Weigert een van de leden te ondertekenen, dan worden de bevelschriften voorgelegd aan de arrondissementscommissaris, die ze door zijn handtekening uitvoerbaar kan maken.

De secretarissen-ontvangers doen om de vijftien dagen een opgave van alle uitgegeven bevelschriften toekomen aan de arrondissementscommissaris.

Er bestaat onverenigbaarheid tussen de ambten van secretaris en ontvanger enerzijds en die van burgemeester, schepenen, gemeenteraadslid, anderzijds. In gemeenten beneden 1.000 inwoners evenwel kan de gouverneur machtiging ver-

lenen tot het gelijktijdig bekleden van de genoemde ambten, uitgezonderd het burgemeesterschap, dat in geen geval in een zelfde gemeente tegelijk met het ambt van ontvanger mag worden bekleed.

De in dit artikel bedoelde machtigingen tot cumulatie kunnen te allen tijde worden ingetrokken.)

Aldus vervangen bij artikel 2, § III, van het K.B. n° 33 van 10 november 1934.

71. De tot gemeenteraadslid gekozen kandidaat die een met het lidmaatschap van de raad onverenigbaar ambt vervult, die aan een onderneming deelneemt of een beroep of ambacht uitoefent waarvoor hij een wedde of een toelage van de gemeente ontvangt, wordt niet tot beëdiging toegelaten zolang de oorzaak van de onverenigbaarheid bestaat.

De gekozen kandidaat die binnen één maand na een tot hem gericht verzoek van het college van burgemeester en schepenen, niet afziet van het onverenigbaar ambt of van de door de gemeente verleende wedde of toelage, wordt geacht het hem toegekende mandaat niet te aanvaarden.

72. Een gemeenteraadslid dat een met zijn mandaat onverenigbaar ambt of een wedde of toelage van de gemeente aanvaardt, houdt op deel uit te maken van de raad met overeenkomstige toepassing van artikel 82, indien hij binnen vijftien dagen na het tot hem gerichte verzoek van het college van burgemeester en schepenen niet afziet van het onverenigbaar ambt of van de door de gemeente verleende wedde of toelage.

73. (Indien een geschil oprijst in de gevallen van de artikelen 71 en 72, beslist de bestendige deputatie van de provincieraad overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

De beslissing wordt door de zorg van de provinciegouverneur ter kennis gebracht van het betrokken raadslid, van het college van burgemeester en schepenen en in voorkomend geval van degenen die bij de bestendige deputatie bezwaren hebben ingediend.

Zij kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

De gouverneur kan zodanig beroep instellen binnen acht dagen na de beslissing.

Indien het college van burgemeester en schepenen in de gevallen van de artikelen 71 en 72 de betrokkene niet aanmaant om een keuze te doen, treedt de bestendige deputatie op in de plaats van het gemeentebestuur.)

Aldus vervangen bij artikel 1 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

TITEL VI.

Organieke bepalingen.

74. (Elk bezwaar tegen de verkiezing moet, op straffe van verval, schriftelijk ingediend worden binnen tien dagen, te rekenen van de dagtekening van het proces-verbaal, en

moet de identiteit en de woonplaats van de klager vermelden. Het wordt overhandigd hetzij aan de provinciegriffier, hetzij aan de burgemeester, die gehouden is het binnen drie dagen door te zenden aan de bestendige deputatie van de provincieraad.

De ambtenaar die het bezwaarschrift in ontvangst neemt, is verplicht een ontvangstbewijs af te geven.

Het is op straffe van gevangenis van een maand tot twee jaar verboden dat ontvangstbewijs te antedateren.)

Aldus vervangen bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

75. De bestendige deputatie van de provincieraad doet uitspraak over de geldigheid van de gemeenteraadsverkiezingen en over de geloofsbrieven van de gekozen raadsleden of opvolgers.

De uitspraak van de zaak door een lid van de bestendige deputatie en de uitspraak van de beslissing geschieden in openbare vergadering. De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de naam van de verslaggever en de namen van de aanwezige leden, alles op straffe van nietigheid.

De stembiljetten mogen alleen worden onderzocht wanneer de krachtens artikel 23 aangewezen getuigen tegenwoordig of althans behoorlijk opgeroepen zijn; de omslagen die de stembiljetten bevatten, worden opnieuw verzegeld in hun bijzijn en door hun toedoen.

76. (De bestendige deputatie van de provincieraad is gehouden, onverschillig of er al dan niet bezwaren zijn ingediend, uitspraak te doen binnen zestig dagen te rekenen van de dag der verkiezing.

Deze termijn wordt op dertig dagen gebracht in geval van tussentijdse verkiezing.

De bestendige deputatie kan, in geval van noodzaak, bij een met redenen omklede beslissing, genomen overeenkomstig artikel 75, tweede lid, de hierboven bepaalde termijnen verlengen met ten hoogste dertig dagen. Deze verlenging mag niet worden hernieuwd.

Indien binnen deze termijn geen uitspraak is gedaan, wordt de verkiezing als regelmatig beschouwd en worden de gekozenen geacht op geldige wijze te zijn benoemd.

Het feit dat de verkiezing geldigheid heeft verkregen door het verstrijken van de termijnen of de beslissing van de bestendige deputatie wordt door de zorg van de provinciegouverneur ter kennis gebracht van de gemeenteraad, alsmede, bij een ter post aangetekende brief, van de personen die op de bij artikel 74 bepaalde wijze bezwaren hebben ingediend, van de gekozen raadsleden en opvolgers wier geloofsbrieven ongeldig zijn verklaard en van de opvolgers wier verkiezingsrang is gewijzigd.

Indien de verkiezing ongeldig verklaard is, wordt de kennisgeving aan de gekozen raadsleden en opvolgers vervangen door een kennisgeving bij een ter post aangetekende brief aan de drie kiezers-ondertekenaars, bedoeld in artikel 23, negende lid.

Degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing, kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

De gouverneur kan zodanig beroep instellen binnen acht dagen na de beslissing of na het verstrijken van de termijnen.)

Aldus vervangen bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

77. (Het arrest van de Raad van State wordt door de zorg van de griffier onmiddellijk ter kennis gebracht van de provinciegouverneur en van de gemeenteraad; is er geen beroep ingesteld, dan wordt de beslissing van de bestendige deputatie door de zorg van de gouverneur onmiddellijk ter kennis gebracht van de gemeenteraad.)

Bij gehele of gedeeltelijke ongeldigverklaring van de verkiezing roept de gemeenteraad de kiezers op voor een nieuwe verkiezing, die zal plaatshebben binnen dertig dagen na kennisgeving van de desbetreffende beslissing.

Het eerste lid aldus vervangen bij artikel 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

78. De gemeenteraadsleden worden gekozen voor zes jaar, te rekenen van de 1^e januari na hun verkiezing. Zij zijn herkiesbaar.

De gemeenteraden worden om de zes jaar geheel vernieuwd.

79. De burgemeester en de schepenen worden eveneens voor zes jaar benoemd of gekozen.

Zij verliezen echter deze hoedanigheid, indien zij intussen ophouden deel uit te maken van de gemeenteraad.

80. (Het ontslag als raadslid of schepen wordt schriftelijk ingediend bij de gemeenteraad.

Hij die betwist dat hij als raadslid of schepen ontslag heeft genomen, kan beroep instellen bij de bestendige deputatie van de provincieraad, die uitspraak doet overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

De beslissing wordt door de zorg van de provinciegouverneur ter kennis gebracht van het betrokken raadslid of van de betrokken schepen.

De betrokkene kan bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

De gouverneur kan zodanig beroep instellen binnen acht dagen na de beslissing.

Het ontslag als burgemeester wordt ingediend bij de Koning en ter kennis gebracht van de raad.

De burgemeester die ontslag als raadslid wenst te nemen, mag dit ontslag bij de raad niet indienen dan nadat de Koning hem ontslag als burgemeester heeft verleend.

Iedere voortijdige kennisgeving aan de raad wordt als nietbestaande beschouwd.)

Aldus vervangen bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

81. Elke gekozen kandidaat kan, nadat zijn verkiezing geldigheid heeft verkregen, vóór zijn installatie afstand doen van zijn mandaat.

Om geldig te zijn moet die afstand schriftelijk ter kennis gebracht worden van de gemeenteraad.

(Indien het feit van de afstand wordt betwist, doet de bestendige deputatie van de provincieraad uitspraak overeenkomstig artikel 75, tweede lid.

De beslissing wordt door de zorgen van de provinciegouverneur ter kennis gebracht van de betrokken kandidaat.

Deze kan bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

De gouverneur kan zodanig beroep instellen binnen acht dagen na de beslissing.)

Het derde, vierde, vijfde en zesde lid aldus vervangen bij artikel 6 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

82. Een lid van het gemeentebestuur dat niet meer voldoet aan een van de kiesbaarheidsvereisten, houdt op deel uit te maken van de raad.

Van de feiten die verval van het lidmaatschap kunnen meebrengen, geeft het college van burgemeester en schepenen dadelijk kennis aan de bestendige deputatie van de provincieraad en zendt van deze kennisgeving bericht aan de betrokkene, tegen ontvangstbewijs.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Het gemeenteraadslid tegen wie verval van lidmaatschap wordt gevorderd, kan zijn bezwaren bij de bestendige deputatie indienen binnen acht dagen nadat hij mededeling heeft gekregen van de kennisgeving die aan dit college is gedaan.

(Het verval wordt door de bestendige deputatie vastgesteld binnen dertig dagen nadat hetzij de kennisgeving aan dit college, hetzij een bezwaarschrift van derden ter griffie van de provincie is ingekomen. De vormen bepaald in artikel 75, tweede lid, worden door de bestendige deputatie in acht genomen.

Deze beslissing wordt door de zorg van de provinciegouverneur ter kennis gebracht van het betrokken lid van het gemeentebestuur, van het college van burgemeester en schepenen en in voorkomend geval van degenen die bij de bestendige deputatie bezwaren hebben ingediend.

Zij kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

De gouverneur kan zodanig beroep instellen binnen acht dagen na de beslissing.)

Het vijfde, zesde, zevende en achtste lid aldus vervangen bij artikel 7 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

83. De leden van het gemeentebestuur die aftreden bij een algehele vernieuwing en de ontslagnemende leden blijven in functie totdat de geloofsbrieven van hun opvolgers zijn onderzocht en hun installatie heeft plaatsgehad.

Bovendien moet het aftredend of ontslagnemend lid dat bekleed is met het ambt van burgemeester of schepenen, dit ambt blijven uitoefenen totdat hij, hetzij als burgemeester of schepenen, hetzij als gemeenteraadslid, vervangen is.

84. (Wanneer in de gemeenteraad een of meer vacatures ontstaan, wordt daarin voorzien bij de eerstvolgende vergadering van de kiezers. De verkiezing geschiedt volgens de bepalingen van artikel 54 en volgende. Indien evenwel bij de verkiezing van het te vervangen raadslid kandidaten van dezelfde lijst ingevolge artikel 58 tot opvolger zijn gekozen, treedt degene die volgens dat artikel de eerste opvolger is, in functie, na onderzoek van zijn geloofsbrieven door de gemeenteraad.

Worden er bezwaren ingebracht tegen de beslissing van de raad of tegen zijn weigering om de opvolger aan te stellen als gemeenteraadslid, dan wordt uitspraak gedaan overeenkomstig artikel 75, tweede lid. De bestendige deputatie van de provincieraad moet uitspraak doen binnen dertig dagen, te rekenen van de dag waarop het bezwaarschrift ter griffie van de provincie is ingekomen.

Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokken opvolger en in voorkomend geval van degenen die bij de bestendige deputatie bezwaren hebben ingediend.

Zij kunnen bij de Raad van State beroep instellen binnen acht dagen na de kennisgeving.

De gouverneur kan zodanig beroep instellen binnen acht dagen na de beslissing.

Het nieuwe raadslid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Ook hij die benoemd of gekozen is ter vervanging van de burgemeester of van een schepenen, voleindigt diens mandaat, behoudens het in artikel 79 bepaalde.)

Aldus vervangen bij artikel 8 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

84bis. (Binnen acht dagen nadat kennis is gegeven van de beslissingen der bestendige deputatie van de provincieraad, kunnen de betrokkenen ter griffie van de provincie inzage nemen van het dossier.)

Ingevoegd bij artikel 9 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

85. Het aantal schepenen en gemeenteraadsliden wordt voor iedere gemeente bepaald door de rangschikkingstabel der gemeenten die van kracht is op het tijdstip van de verkiezingen, behoudens de wijzigingen door bijzondere wetten daarin aangebracht.

GEMEENTERAADSVERKIEZING.

MODEL I.

Onderrichtingen voor de kiezer.

A. Wanneer er twee of meer raadsleden moeten worden gekozen.

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uur tot 14 uur. Bij het begin van de stemming of gedurende de verrichtingen kan de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, de namen van de kiezers laten afroepen. Na de afroeping worden de kiezers die niet geantwoord hebben, tot de stemming toegelaten tot 14 uur. Kiezers die zich te 14 uur in het lokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer mag stemmen voor . . . kandidaat-gemeenteraadsleden.

3. De samen voorgedragen kandidaten zijn in een zelfde kolom van het stembiljet ondergebracht in de volgorde van de voordracht. De volgorde van de lijsten op het stembiljet is door het lot aangewezen.

4. Indien de kiezer wil stemmen voor alle kandidaten van een lijst in de volgorde van hun voordracht, maakt hij in het stemvak bovenaan op de lijst van die kandidaten het helle stipje zwart met het te zijner beschikking gestelde potlood. Hij handelt evenzo wanneer hij zijn stem uitsluitend aan een alleenstaand kandidaat wil geven.

Wil hij stemmen voor een of meer kandidaten van een of meer lijsten, dan maakt hij evenzo het stipje zwart in het stemvak naast de naam van elke kandidaat van zijn keuze.

5. Nadat de voorzitter de identiteitskaart en de oproepingsbrief van de kiezer heeft gecontroleerd, overhandigt hij hem een stembiljet in ruil voor de oproepingsbrief.

Nadat de kiezer zijn stem heeft uitgebracht, toont hij aan de voorzitter zijn rechthoekig in vieren gevouwen stembiljet met de stempel aan de buitenzijde en steekt het in de stembus; hij laat zijn oproepingsbrief afstempelen door de voorzitter of de daartoe gemachtigde bijzitter en verlaat de zaal. Indien het stembiljet door de kiezer hoe weinig ook beschadigd of gescheurd is, wordt, het dadelijk teruggenomen en onbruikbaar gemaakt en moet de kiezer opnieuw stemmen.

6. De kiezer mag zich niet langer in het stemhokje ophouden dan nodig is om zijn stembiljet in te vullen.

Bruxelles, le 18 février 1970.

Le Président du Sénat,

Les Secrétaires,

P. STRUYE.

G. PEDE.
W. JORISSEN.

7. Ongeldig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan die welke op het ogenblik van de stemming door de voorzitter zijn overhandigd;

2° zelfs de laatstbedoelde biljetten :

a) als daarop geen stem is uitgebracht, meer dan één lijststem is uitgebracht, meer naamstemmen zijn uitgebracht dan er kandidaten te kiezen zijn of een stem bovenaan op een lijst en tegelijk een stem voor een of meer kandidaten van een of meer andere lijsten is uitgebracht;

b) als hun vorm en afmetingen veranderd zijn of als zij, binnenin, een papier of enig voorwerp bevatten;

c) als er een teken, een doorthaling of een door de wet niet geoorloofd merk op aangebracht is waardoor de kiezer herkend kan worden.

8. Hij die stemt zonder daartoe het recht te hebben of in de plaats van een ander stemt, is strafbaar.

De twee eerste leden van n° 8 werden opgeheven bij artikel 5 van de wet van 3 juli 1969.

B. Wanneer er niet meer dan één raadslid moet worden gekozen.

1. Zoals hierboven.

2. De kiezer mag voor niet meer dan één kandidaat-gemeenteraadslid stemmen.

3. De namen van de kandidaten staan op het stembiljet naast elkaar in de volgorde door het lot aangewezen.

4. De kiezer brengt zijn stem uit voor een kandidaat door in het stemvak boven diens naam het stipje zwart te maken met het te zijner beschikking gesteld potlood.

5. Zoals hierboven.

6. Zoals hierboven.

7. Ongeldig zijn :

1° alle andere stembiljetten dan die welke op het ogenblik van de stemming door de voorzitter zijn overhandigd.

2° zelfs de laatstbedoelde biljetten.

a) als daarop geen of meer dan één stem is uitgebracht;

b) als de vorm. . . (enz. zoals hierboven).

8. Zoals hierboven.

Brussel, 18 februari 1970.

De Voorzitter van de Senaat,

De Secretarissen,